LE MONDE LIBERTAIRE

N°1845 DÉCEMBRE 2022 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

AUTOGESTION

Prenons notre vie en main

TERRAINS DE LUTTE p. 4
CONTRE LE MONDE DES MÉGA-BASSINES

HISTOIRE p. 12
APRÈS 32 ANS DE PRISON, JAKÉS ESNAL ET ION PAROT ENFIN LIBÉRÉS

RÉFLEXIONS p. 18
LA PUISSANCE D'UNE ARME

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1845 – DÉCEMBRE 2022

1 Couverture reprise d'un dessin de l'anarchiste italien Roberto Ambrosoli

3 Édito Endives braisées ou ratatouille ?
3 Faits d'hiver Vive l'éco-résistance !
3 Strip Monsieur Lhomme et l'autogestion

TERRAINS DE LUTTES

4 Contre le monde des méga-bassines, quelle alternative durable ?
6 « Mais vous pouvez aller où vous voulez » me dit le gendarme !
7 Communiqué Contre la dissolution du bloc lorrain
8 La Mairie de Paris doit se mettre à table !
9 Soupe populaire et rassemblement contre la guerre !
10 Joyeuse : Le rendez-vous du 11 novembre

HISTOIRE

12 Après 32 ans d'emprisonnement, Jakés Esnal et Ion Parot sont de nouveau parmi nous !
13 Faits d'hiver De la « Justice » bourgeoise... et de ses laquais !
14 Le nommé Louis Aragon – comment écrire son nom ?
15 BD Mika Etchebéhère

PASSE-PORTS

16 Papouasie Bosseurs, ennuyeux et anars

RÉFLEXIONS

18 La puissance d'une arme
20 L'art du bunker-boudoir
21 Féminisme et révolution (2)
22 La mouche et le koala
23 Nationalisme, révolution, culture : d'un projet peu ragoûtant de l'extrême droite actuelle

DOSSIER AUTOGESTION

24 L'autogestion... c'est pas de la tarte !

Du colloque

25 Des ateliers de la Commune de Paris à l'autogestion
26 Hier, l'autogestion ?
27 L'autogestion, le point de vue économique
28 Proclamation du Communisme libertaire à Calanda.
30 De l'autogestion en pédagogie
31 Réflexion sur le Lycée autogéré de Paris
34 Exploration sémantique : de l'autogestion à l'auto-gouvernance
35 Échapper à « une vie de dingue »
36 Une alternative à construire ?
37 Expérience autogestionnaire en Iran

38 Être ingénieur ne fait plus rêver... Et c'est tant mieux !
40 Commentaires sur la brochure de Frédéric Antonini: Pour une économie libertaire. Pistes de réflexion
43 Reprise en main en temps de grève

CULTURES

44 Beltza veut dire noir en basque
46 Promenons-nous rue du Monde

48 BD Séverine

FICHES DE LECTURE

50 Des filles... graines de féministes !
51 De l'origine de la domination masculine
52 A-syndicalisme de masse / Euskal kausaren alde
53 Revendications poétiques / Quelle place ?

54 Souscription Increvables anarchistes.
55 Annuaire des groupes et liaisons de la FA
56 Hommage Michel Bühler

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :

Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....

IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code Postal .....

Ville .....

Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO Endives braisées ou ratatouille ?

Lorsque le groupe Commune de Paris a proposé au comité de rédaction du Monde libertaire de prolonger le colloque sur l'autogestion qu'il avait organisé au lycée autogéré de Paris par une série d'articles histoire de partager les réflexions et d'alimenter un dossier sur ce thème, c'est bien volontiers que nous avons accepté. « Autogestion », un mot fédérateur, entendu dans moultes manifs.

Quel beau projet pour le mouvement antiautoritaire. Autogestion, rappelle-toi, c'est LIP avec une CFDT moteur. Et qui donne maintenant dans la cogestion… L'autogestion, c'est tout sauf reposant : que personne ne décide à ta place t'oblige à décider. Pas simple. D'un autre côté, si personne ne décide à ta place alors personne ne t'obligera à respecter les décisions prises pour toi. Ou à manger des endives braisées…

Tu aimes les endives braisées ? Pas de souci, après discussions tu t'associeras avec celles et ceux qui voudront en manger pendant que moi je rejoindrai le groupe de celles et ceux qui voudront manger de la ratatouille. Passe-moi un couteau, je m'occuperai des courgettes… Il va de soi que le choix ne sera pas restreint à deux plats…

Tout ça pour dire que l'autogestion ne peut se concevoir sans concertations, réflexions et surtout ne peut se concevoir avec un soviet suprême qui décidera à ta place. Même si ce soviet suprême est pro-ratatouille…

Pas claires comme explications ? Alors, je t'invite à lire ce que d'autres ont écrit dans le dossier.

Et puis fais un détour par le Pays basque pour la libération d'un militant ayant passé 32 ans derrière les barreaux. Détour complété par une chronique sur un film d'animation… basque.

Bonne lecture

Bernard

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

Pour les abonnés uniquement, est joint à ce numéro le catalogue de la librairie Publico

FAITS D'HIVER, VIVE L'ÉCO-RÉSISTANCE !

Les 29 et 30 octobre 2022, à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, avait lieu une énième manif contre les bassines. Mais, c'est quoi ces bassines ?

Une bassine c'est juste un « petit » trou qu'on tapisse de bâches pour le remplir d'eau. La bassine de Sainte-Soline contiendra l'équivalent de 270 piscines olympiques. Et cette eau, d'où vient-elle ? Du ciel ? Non, elle doit être pompée l'hiver dans la nappe phréatique pour pouvoir arroser, l'été, d'immenses champs de maïs vérolés de pesticides appartenant à un quarteron (une douzaine de zigs) de gros EXPLOITANTS agricoles. Et tout ça pour l'exportation pour nourrir des usines à cochons. À l'heure où, même l'hiver, la nappe phréatique est à l'agonie et où, avec le réchauffement climatique, le phénomène va s'amplifier, c'est ce qu'on appelle s'approprier un BIEN COMMUN qui va être de plus en plus rare et nécessaire à l'approvisionnement en eau potable de la population.

Conclusion, manif interdite, bouclage pendant plusieurs jours d'une zone de 35 kilomètres carrés, 1 600 flics, 7 hélicoptères, des drones, des grenades de tous ordres, des coups de matraque en veux-tu en voilà…

Malgré tout cela, 5 à 6 000 manifestants ont réussi à investir le site. Notre ministre de l'Intérieur, l'ineffable Tartarin, les a accusés d'éco-terrorisme. Une vieille habitude de la police française qui, déjà, pendant l'Occupation, traquait les « terroristes » de la Résistance.

Jean-Marc Raynaud

CONTRE LE MONDE DES MÉGA-BASSINES, QUELLE ALTERNATIVE DURABLE ?

Une bassine ?

C'est une réserve d'eau d'à peu près 10 hectares entourée d'une digue de 10 m de haut, certaines peuvent atteindre 18 hectares, l'eau est puisée dans les nappes phréatiques en hiver pour l'irrigation de cultures intensives en été : les légumes industriels pour la méthanisation, le maïs pour l'élevage. Le tout pour le bénéfice de 8 % des agriculteurs du territoire concerné. 70 % sont financés sur des fonds publics (notamment la redevance des consommateurs).

La gestion via les agences de l'eau est loin d'être démocratique : autant les représentants de l'État que la FNSEA restent dans l'entre-soi et ne travaillent pas dans la transparence. Les modes de prélèvement de l'eau souterraine ne dépendent pas d'un cahier des charges rigoureux, connu de tous. C'est le moins que l'on puisse dire puisqu'il n'y a aucune garantie de la baisse des niveaux prélevés. Les élevages, les maraîchers, les petits paysans n'ont pas d'accès à l'eau mais sont obligés de participer au financement de la construction des bassines.

Les incohérences économiques (gaspillage de 20 % dans les bassines, pollution des eaux par les produits phyto-sanitaires) liées au changement climatique (aucune assurance de remplir les cratères en hiver au vu du manque de pluviométrie récurrent dans la région) n'augurent pas d'un avenir serein dans la plus grande zone humide française.

Absence de transparence, déni de justice (4 bassines interdites par la Justice ont eu des dérogations préfectorales), manipulation des lobbies industriels et agricoles. Cela peut nous rappeler certaines luttes similaires, le Larzac, Notre-Dame-des-Landes.

D'une lutte territoriale à son extension nationale

À l'opposé du Larzac ou de Notre-Dame-des-Landes où les frontières politiques, territoriales étaient précises : lutte anti militariste et maintien de la paysannerie pour l'un, refus de l'exten-

●●●

DESSIN : RODOLPH URBS

sion d'un aéroport et sauvegarde du bocage pour l'autre, les bassines sont disséminées sur le territoire, les enjeux environnementaux sont moins immédiatement compréhensibles pour un public plus élargi.

Les acteurs et actrices concerné·e·s sont très différentes : industriels (agro-alimentaires et du BTP), banques, fonctionnaires, petits paysans, associations environnementales, activités touristiques : la liste est longue dans un espace politique peu habitué aux dynamiques de lutte ne partageant pas forcément une analyse politique ou éthique commune. Quid de l'occupation ? Comment zader ? Comment créer des liens pérennes pour dépasser la simple opposition et les transformer en propositions collectives ? Quid de la pérennisation des Campements de Résistance et de Surveillance (C.R.S.) ? Le 6 septembre 2017 un premier rassemblement eut lieu devant la Préfecture de Niort. Seules les personnes du territoire sont concernées.

Les 29 et 30 octobre 2022, malgré la répression policière et les interdits préfectoraux, plus de 7 000 personnes participèrent à la manifestation de Sainte-Soline.

Au fil des ans, parallèlement à des appels à manifester dans le cadre de campement de résistance, de convergences de luttes avec les Gilets jaunes, Premier mai unitaire, ou marche pour le climat, de relations de plus en plus conflictuelles avec les pouvoirs publics, le collectif prend de l'ampleur, ne hiérarchise pas les modalités d'action (toutes les manifestations sont ponctuées d'actions directes visant le démembrement des bassines), s'oppose aux entreprises participant aux chantiers, coorganise débats/ actions directes/ iens avec les populations et les associations partie prenante.

Et pourtant, si le collectif Bassines non merci, la Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre ont fait preuve de maturité, ont montré leur capacité organisationnelle, il semblerait qu'au-delà du « No bassaran », les propositions aient du mal à s'élaborer.

CONTRE
Le monde des bassines

POUR
Une alternative libertaire et durable

L'été catastrophique au niveau climatique est la preuve que le temps de l'action est venu. Finis les atermoiements et les palabres : le temps presse !
Les faits sont avérés : les mégabassines c'est :
- Pomper le bien commun dans les nappes phréatiques afin de satisfaire les exigences d'une minorité « d'irrigants » (8% pour les Deux-Sèvres) et, par la même, priver les maraîchers et les « petits irrigants » de ce bien commun qu'est l'eau.
- Produire du maïs, l'une des plantes les plus gourmandes en eau, servant à nourrir des animaux d'élevage alors même qu'il faudrait diminuer drastiquement la consommation de viande (la culture du maïs c'est 41% des cultures irriguées).
- Des projets financés par environ 70% d'argent public au mépris de la contestation qui monte.
- Des « choix » agricoles décidés par les valets du capitalisme qui entraînent l'assèchement de nombreuses régions avec des conséquences mortifères pour les humains, la faune et la flore.

Nous sommes face à une vision de court terme, caractéristique de l'accumulation du capital, alors qu'il faudrait investir sur le long terme, dans des pratiques cohérentes de diminution de la consommation d'eau et de respect de l'environnement.

Ce n'est pas un hasard si, au sujet des bassines, les chercheuses utilisent la notion de « fix-hydrosocial » en référence aux drogues : *« une nouvelle bassine construite fonctionne comme une dose de drogue, elle soulage momentanément le système... jusqu'au prochain « fix » »*.—(Magali Reghezza, géographe, Florence Habets, hydrométéorologue, in bonpote.com).

Alors qu'une partie de plus en plus large de la population n'est plus dupe des mensonges des accapareurs de l'eau et des politiciens de tout bord qui les soutiennent, il est temps de passer aux actes...

Contre leur monde, pour une alternative libertaire et durable.
Seule la lutte paie !

Collectif libertaire Ni maître Ni bassines

Contact : collectifnmnb@gmail.com

Lutter, informer durablement, mais pour quel projet ?

À la répression policière sans précédent, les « anti-bassines » ont opposé des actes de résistance non violents et festifs. Pour Halloween les habitant.es de Sainte Soline ont pu ouvrir leur porte à des « anti » offrant des chocolatines.

●●●

SAINTE-SOLINE : « Mais vous pouvez aller où vous voulez » me dit le gendarme !

●●● Les grenades sont ramassées dans les champs, la barrière cassée réparée, le champ prêté par un agriculteur entretenu.

Pour toute personne blessée, emprisonnée, les ripostes ont été immédiates : appel à manifester, contacts maintenus avec les personnes en garde à vue.

Des boissons alcoolisées servies après 18 h, des maraudes nocturnes pour protéger les manifestantes de toute violence sexiste. Des repas, des toilettes, des débats et évidemment des concerts : le tout dans une ambiance festive.

Les actions de démantèlement des tuyaux d'arrivée d'eau sont protégées par les manifestant.es.

La coordination du collectif s'adapte et dépasse les interdictions. Le chantier a redémarré, une chaîne de harcèlement téléphonique auprès des entreprises participant à ce chantier se met en place. Des propositions de poursuite de la lutte devraient être faites.

À part celles avancées par la Confédération paysanne et le collectif Bassines non merci, peu d'alternatives réalisables émergent des débats qui essaiment les rencontres. Les constats appuyés par des argumentaires politiques, économiques ou environnementaux sont élaborés, entendus, compris par les participants à la lutte de la sauvegarde de l'eau MAIS les compléter par des schémas de gestion démocratique et de réappropriation de l'eau et de son utilisation dans un territoire donné devient plus complexe et difficile à mettre en place. C'est de cela maintenant qu'il faut s'emparer : être une force propositionnelle en capacité de « gérer » un territoire autrement, bon courage à nous !

Thyde Rosell
Groupe Nous-autres

Lundi 30 octobre, après m'être perdu, je parviens enfin à trouver le chemin (carrossable) que les camarades m'avaient indiqué à Ménigoute. Ménigoute et son festival du film animalier auquel j'assiste à nouveau. J'avais donc décidé de me rendre sur place. Le barrage des cognes est bien celui le plus proche du « camp ». Le soir tombe, et j'arrive après la bataille… On lève le camp. Il reste quelques tentes, quelques camping-cars. Les camarades me disent qu'il est inutile de revenir le lendemain (le gendarme m'avait déjà dit qu'il n'y avait plus rien…). Il reste encore une construction en bois assez imposante qui me rappelle les châteaux-forts de mon enfance. Il est magnifique ce château et, dans la plaine, il dit fièrement que les « éco-terroristes » ont bien l'intention de poursuivre.

Rencontre du troisième type

Après un demi-tour devant un barrage de gendarmes (merci, ça m'a permis de savoir que j'étais enfin arrivé), une déambulation sur une « piste » et… ce nouveau barrage ;

— *Votre permis de conduire !*

— *Pourquoi ?*, dis-je à l'agent ?

— *Parce que vous êtes au volant d'un véhicule… Vous allez où ?*

— *Bah, au camp !*

— *Et pour quoi faire ?*

— *Bah, pour signer toutes les pétitions !*

Consultation des fichiers… Hélico qui passe au-dessus…

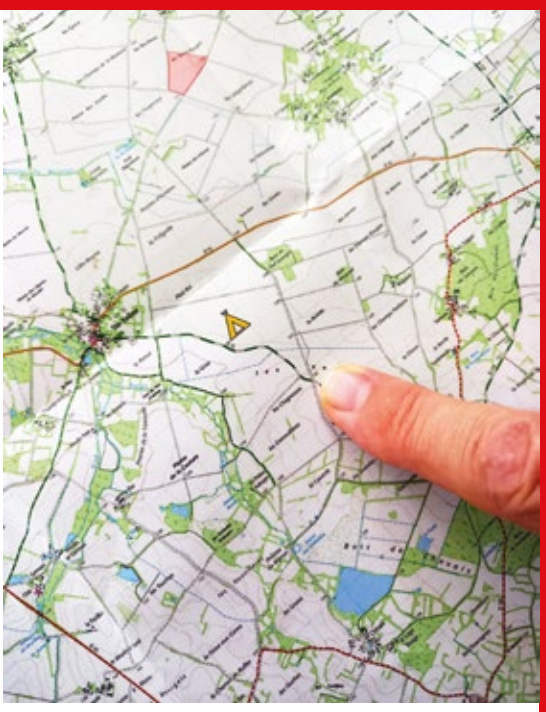
— *Où suis-je autorisé à aller ?* demandai-je.

— *Mais vous pouvez aller où vous voulez !* me dit le gendarme.

— *Je suis bien content d'entendre cela*, lui répondis-je. Échange goguenard de part et d'autre. Je ne me sens à aucun moment menacé. Un peu interloqué comme chaque fois que je contemple le déploiement incroyable de moyens pour défendre l'État et le Capital. Riez pas, c'est avec nos sous !

Un immense réservoir d'eau est en construction, avec des moyens publics pour desservir onze agriculteurs « chi-

●●●



●●●

mistes ». 720 000 m³!! (Une bâche en plastique de 16 hectares!!) avec une infrastructure de 18 km de canalisations pour approvisionner ces heureux élus! Le paysan qui accueille le camp, au grand dam de la sous-préfète, ne semble pas faire partie des « abreuvés »...

On manque d'air. Certains pompent de l'air pour respirer et tant pis si cela étouffe les autres. Euh, pardon, il s'agit d'eau! Moins vitale sûrement. Et il y a des mécontents!!! « Éco-terroristes, va »!

Ce n'est qu'un combat, continuons le début...

Mercredi, il y aura quelque chose, me dit-on, mais chut! Je ne suis pas un flic mais je comprends les camarades qui ne me connaissent pas et dont beaucoup ont été gazé.e.s, embastillé.e.s samedi. Mieux vaut ne rien laisser passer. Je repars donc, déçu d'avoir raté la manif de samedi mais content de voir que les empêcheurs de capitaliser et polluer en rond n'ont pas l'intention d'en rester là.

J'ai tout de même précisé que, membre du groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste, je m'efforcerai de placer un petit mot dans notre canard.

Fraternellement,

Christian Chandellier
Groupe Gaston Couté

COMMUNIQUÉ
CONTRE LA DISSOLUTION DU BLOC LORRAIN

Le Bloc Lorrain est une association anticapitaliste, écologiste et solidaire en Lorraine. Leurs principales actions sont, depuis 2 ans, 172 maraudes et 20 640 repas aux plus précaires, notamment SDF et étudiant.e.s. Ainsi qu'une équipe « street medic » (soin d'urgence pendant les manifestations par exemple) et une « legal team » (entraide en cas d'ennuis judiciaires).

De quoi sont-iels accusé.e.s ?

Le président de l'association a été convoqué à la gendarmerie où il s'est vu remettre une lettre signée du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (dénomination toujours aussi colonialiste!).

Dans celle-ci, on peut lire que le gouvernement veut dissoudre l'association Le Bloc Lorrain. Iels sont accusé.e.s de défendre un discours idéologique refusant toute forme d'autorité (chapeau bas, il a tapé dans le mille), de légitimer la violence dans les manifs et, cerise sur le gâteau, de professionnaliser leurs membres et soutiens à la manière d'une « milice ». Oui, selon le gouvernement, cela serait en vue d'affrontements envers les flics et ce serait, soi-disant, la priorité militante de cette association.

Les tenanciers de l'État leur ont cité différents exemples pour le moins absurdes pour légitimer cette décision :

> Barbecue entre camarades avec banderole devient : entraînement de milice paramilitaire.

> Un tissu de mensonges concernant leurs membres, car soi-disant sept d'entre elleux ont été condamné.e.s pour des faits de violence, de dégradation ou d'injures. C'est faux!

> Diffusion de vidéos de catastrophes naturelles dues au réchauffement climatique et des flux migratoires dus aux politiques nationales actuelles.

> Apologie du sabotage liée à la vidéo partagée sur leur page Facebook où iels soutiennent les anarchistes russes ayant saboté les voies ferrées pour s'opposer à la guerre.

Que n'a pas voulu voir l'État

Le Bloc Lorrain, en plus des maraudes et repas, a distribué des vêtements chauds, des produits de première nécessité aux étudiant.e.s les plus précaires, de l'aide humanitaire pour nos camarades ukrainien.nes depuis le début de la guerre ainsi qu'un soutien régulier aux familles de réfugié.e.s. en Lorraine.

Iels sont aussi impliqué.e.s dans l'aide aux personnes vulnérables sur Calais. Ramassage de déchets, manifestations et opérations dans le cadre social et écologique sont également organisé.e.s par leurs membres.

L'État serait-il en train de remettre en place les lois scélérates anti-anarchistes du temps passé, au nom de la protection de la République?

Même si nous ne sommes pas forcement d'accord avec tout ce qu'il dit ou publie, la Fédération anarchiste apporte son soutien contre la dissolution du Bloc Lorrain!

Ni dissolution, ni gouvernement, mais des distributions!

Nos camarades ont appelé à une manifestation à Nancy le 5 novembre 2022. Place Maginot à 13h.

Le Bloc Lorrain a également créé une cagnotte pour pouvoir se défendre face au Conseil d'État : https://www.helloasso.com/.../le.../formulaires/1/wi

Fédération anarchiste

LA MAIRIE DE PARIS DOIT SE METTRE À TABLE !

Depuis le 22 septembre 2022, les personnels du restaurant solidaire au 11 rue de Palikao, à Paris (20e arrondissement) sont en grève. Ont suivi, dès le 13 octobre, les cuisiniers et agents administratifs de plusieurs restaurants solidaires qui ont aussi arrêté le travail. Leur patron ? Le Centre communal d'action sociale de la ville de Paris, CCASVP. Autrement dit, la mairie de Paris et la maire, Anne Hidalgo ! Leur revendication ? Être reconnu·es comme travailleurs et travailleuses sociales auprès des publics fragiles et bénéficier de la prime mensuelle de 189 €, l'équivalent de la prime Ségur accordée par le gouvernement aux professionnels du soin à la personne et dont ils et elles s'estiment privé·es à tort.

Les oublié·es du Ségur

Près de la moitié des restaurants solidaires de Paris sont ainsi en grève. C'est l'occupation de la cuisine centrale de Palikao qui a lancé le mouvement. Et les agents en grève réinventent la solidarité et la fête : se retrouver en manifestation, dans les assemblées générales, ou lors de repas pris en commun, et exprimer les revendications, résister à la destruction des conditions de travail. Quel que soit le métier, dans ces restaurants, le travail exige l'accueil de toute personne vulnérable, de l'accompagner, de lui parler, de l'aider, car qui en fauteuil roulant, qui isolé·e, qui déprimé·e… Une fonction sociale vers et avec les plus précaires de notre société. Indispensable pour que les plus faibles ne sombrent pas. Alors pourquoi priver ces personnels de la reconnaissance de leur mission sociale, de leur utilité, de leur engagement ?

La demande d'une égalité de traitement !

Lors du Ségur de la Santé, après la période de confinement lié à la COVID, les catégories médicales, puis paramédicales ont obtenu la prime mensuelle de 189 € net. Plus tard, les salariés et agents du secteur médico-social aussi. Mais pour les agents administratifs et techniques, aucune prime à l'horizon : et pourtant ils et elles sont essentiel·les au fonctionnement des structures à vocation sociale. Selon la CGT, un quart des 6 000 agents de la CCAVP n'auraient pas le droit à la prime. Et au sein de cet établissement, se côtoient des personnels éligibles à la prime et d'autres qui ne le sont pas. Leur salaire frise le SMIC, si bien qu'eux et elles aussi sont dans une situation de précarité, tout en étant des agents de la solidarité.

En juillet, leurs collègues des centres d'hébergement et de réinsertion sociale avaient obtenu gain de cause, après avoir, eux aussi, choisi la voie de la grève.

Une raison de plus de continuer la grève

Par lettre aux salariés, le 21 octobre, la ville de Paris assure avoir « *pleinement conscience de l'engagement au quotidien des personnels de la direction de la solidarité auprès des usagers* ». Mais elle se défausse sur l'État. La municipalité se limite à proposer des négociations pour certaines catégories d'agents mais en posant comme préalable l'arrêt de l'occupation du restaurant Palikao.

En outre, le décret n° 2022-1362 du 26 octobre 2022 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés prévoit la possibilité d'attribuer la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction en complément des autres primes et indemnités liées aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise et à l'engagement professionnel (RIFSEEP). Lors de la séance plénière du 22 juin 2022, le projet de texte avait reçu un avis favorable du CSFPT (Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale) avec 15 votes favorables et 2 abstentions du côté du collège employeur ; 5 favorables (FO et FA-FTP), 7 défavorables (CGT) et 7 abstentions (CFDT et Unsa) pour les organisations syndicales. Les cumulards sont toujours les mêmes : les directeurs ! Les laissés pour compte une fois de plus : les agents de terrain.

C'est dur de cesser le travail face à des populations démunies mais quand c'est pour défendre l'action sociale et la reconnaissance du travail effectué, alors, contraint·e·s, ils et elles poursuivent la grève jusqu'à être vraiment entendu·es et gagner ce qui est légitimement dû. Les usagers et usagères semblent comprendre les revendications, et notamment qu'eux et elles-mêmes ne sont pas une priorité pour la maire de Paris, ainsi ils et elles ont rédigé une pétition pour soutenir les grévistes.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Contact : https://cgt-casvp.blogspot.com/

SOUPE POPULAIRE ET RASSEMBLEMENT CONTRE LA GUERRE !

Le collectif pour l'abrogation du SNU 57 a invité à venir prendre un bol de soupe, écouter, prendre la parole, choper des brochures ou stickers… et partager ensemble un moment revendicatif, solidaire et antimilitariste pour ce jour spécial du 11 novembre.

Pour cette année, nous avons décidé d'orienter le rassemblement sur 3 axes principaux :

> Contre la guerre, qui découle de l'impérialisme et du capitalisme.

Que ce soient les conflits en Palestine, au Moyen Orient, Mali, Somalie, Birmanie… et bien évidemment en Ukraine, nous voyons bien que les capitalistes et impérialistes s'enrichissent sur le dos des populations, créent des conflits au nom d'un nationalisme, tuent, violent et détruisent tout. De plus, nous devons nous opposer aux achats et ventes d'armes notamment de l'État français.
Pour la paix en Ukraine et dans le monde, contre tous les impérialismes. Ni Poutine, ni OTAN !

> Contre l'opération de soumission de la jeunesse qu'est le SNU.

Dépenses considérables, renforcement de la militarisation, propagande idéologique nationaliste… Le SNU (Service national universel), ayant pour but de devenir obligatoire pour les jeunes de 16 ans, souhaite inculquer un esprit d'obéissance aux règles et normes qui, pour la plupart, ne servent qu'à perpétuer les inégalités et injustices de la société actuelle. Un concept inadmissible de soumission qui passe également par un fichage et contrôle renforcé des jeunes de 16 à 25 ans.
La jeunesse se politise, lutte et n'a pas besoin de l'État et son militarisme dégueulasse !

> Pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

En janvier 2022, un projet de loi de réhabilitation des 639 fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale a enfin été adopté par l'Assemblée nationale dans une niche parlementaire. Pour que ce projet de loi soit définitivement adopté, il doit l'être également par le Sénat, en l'état, sans modification. Nous invitons toutes les associations, élu.e.s, syndicats, orgas… à participer à notre rassemblement. Il s'agit de faire pression sur les sénateurs pour voter le projet de loi.
L'heure de la réhabilitation a plus que sonné !

Voici maintenant un retour sur notre sortie antimilitariste du 11 novembre :

Depuis maintenant plusieurs années, avec le collectif pour l'Abrogation du SNU, nous sortons chaque 11 novembre pour sensibiliser la population à l'antimilitarisme et au pacifisme, et chaque année nous améliorons notre rassemblement.

L'an dernier c'était l'idée d'une soupe populaire que nous avons mise en œuvre et cette année en plus d'avoir gardé l'idée de la soupe, nous avons décidé de changer de lieu pour venir nous planter en plein centre de Metz.

À partir de midi jusqu'à 16h nous avons occupé la rue. Banderole « maudite soit la guerre », tractages, prise de paroles, tables de presses, chants de l'Anarchorale, ambiance populaire etc… Également, plusieurs repas ont été offerts à des sans-abris s'étant donné le mot d'une soupe populaire. ●●●

●●●

Une centaine de personnes se sont intéressées ou greffées, ont pris un bol de soupe, des stickers, acheter une brochure, un *Monde Libertaire*, sont venues parler des conflits en Ukraine, en Afrique, au Moyen-Orient… et d'autres sont tout simplement resté écouter les chansons de l'Anarchorale.

Au Groupe de Metz de la FA, nous avons tenu à réaffirmer notre internationalisme. Sur tous les conflits meurtriers dans le monde, de l'Ukraine à la Palestine, de la Birmanie à la Syrie, nous voulons la paix entre les peuples. Ainsi, la lutte contre le SNU en découle naturellement car il ne fera qu'engendrer une culture encore plus militariste, xénophobe, raciste, viriliste, nationaliste etc…

La jeunesse, avec ses moyens, refuse cette opération de soumission et nous devons la soutenir. À Metz la jeunesse a été actrice du rassemblement et lutte au quotidien contre le SNU. Plus généralement, ce genre d'initiative est pour nous plus que nécessaire car nous avons pu avoir une grande visibilité, occuper l'espace et créer collectivement une alternative à leur société guerrière, mortifère et nationaliste !

Ainsi, nous invitons tous les collectifs, assos et orgas qui organisent des rassemblements pacifistes les 11 novembre partout en France, à ne pas simplement prendre la parole devant un monument mais à se donner les moyens de créer un espace de lutte vivant autour de l'antimilitarisme !

À bas la guerre !
Vive l'Anarchie !

Le Groupe de Metz
de la Fédération Anarchiste

JOYEUSE
LE RENDEZ-VOUS DU 11 NOVEMBRE

Le monument aux morts de Joyeuse, Basse Ardèche, est classé comme monument pacifiste. Tous les ans, à l'appel de la Libre pensée et de l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants, proche du PCF, créée en 1917), des associations, des organisations politiques, syndicales se retrouvent le 11 novembre devant le monument. Le groupe d'Aubenas de la FA s'est donc joint à la FADLP (Fédération Ardèche Drôme de la Libre Pensée), à l'ARAC, au Mouvement de la paix, à la CNT, à la CGT, au PCF et au POI. Quelques absents par rapport aux années précédentes. Quelques petits nouveaux… les gendarmes…

Notre intervention

Bonjour à toutes et tous et réciproquement,

Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste se retrouve une nouvelle fois à vos côtés devant ce monument pacifiste de Joyeuse. Ce jour, d'autres rassemblements ont lieu devant d'autres monuments pacifistes ainsi qu'à Chauny dans l'Aisne devant le monument en mémoire des 639 soldats condamnés à morts et exécutés au front lors de la grande boucherie. Coût du monument, 100 000 euros.

Nous vous donnons ce coût avant d'en annoncer un autre : 150 000 euros soit ce qu'a coûté un autre monument qui vient d'être inauguré à Suippes dans la Marne. Monument répondant à un « *devoir de mémoire* », il est dédié aux… « *chiens héros civils et militaires* ». Prochainement, certainement, un monument aux « chevaux héros civils et militaires ». Suivra un autre monument aux pigeons voyageurs à moins que leur ressemblance avec des colombes les discrédite.

Soyons optimistes, très prochainement, un monument aux « femmes héroïnes civiles et militaires » tombées au champ d'horreur. Et puis, encore plus prochainement, un monument aux soldats africains « civils et militaires » tombés parce que Nivelle avait demandé en avril 1917 que « *le nombre d'unités noires mises à [sa] disposition soit aussi élevé que possible tant pour donner de la puissance à l'effectif que pour permettre d'épargner dans la mesure du possible du sang français.* »

Mais le temps n'est pas aux monuments…

Motion adoptée au 80e congrès de la Fédération anarchiste.

Non aux guerres, non aux impérialismes. Activons la résistance internationaliste.

L'Afghanistan, la Syrie, le Yémen, le Soudan, le Sahel, la Birmanie, pour ne prendre que les exemples les plus récents… la liste est longue de ces affrontements armés, menés par les États ou instrumentalisés par eux.

L'OTAN nous est présentée comme un outil de défense des populations occidentales alors qu'elle représente le bras armé de l'État

●●●

MONUMENT AUX MORTS PACIFISTE DE JOYEUSE (07).
COUPLE D'ARDÉCHOIS TENANT LE CASQUE DE LEUR FILS.
TITRE DU MONUMENT : CE QU'IL NOUS RESTE.

●●●

américain sur un continent qui n'est pas le sien, l'Europe, pour étendre son emprise économique, militaire et culturelle globale. Sa finalité n'est pas la défense des individus et des peuples mais le maintien d'un ordre capitaliste et étatique.

Ce n'est pas parce que la guerre nous est rendue particulièrement visible en Ukraine qu'elle a disparu dans le monde.

Poutine et son régime tyrannique ont envahi l'Ukraine en février 2022 mais le conflit existait déjà dans le Donbass et en Crimée depuis 2014. Parmi les causes, la nostalgie impériale soviétique (sinon tsariste) du pouvoir russe reste vive. Elle ne craint pas tant le rapprochement des Ukrainiens avec l'Union européenne ou l'OTAN que leurs aspirations démocratiques de liberté d'expression et de réunion incarnées à tort ou à raison par l'Occident.

Les guerres sont aussi l'occasion pour les marchands d'armes de France et d'ailleurs de faire des profits et pour les belligérants d'utiliser le corps des femmes comme champ de bataille (viols, prostitution…) pour annihiler la résistance de la population.

Les guerres justifient pour les États l'augmentation des budgets militaires au détriment des budgets sociaux. Elles accélèrent la militarisation accrue des sociétés, par ailleurs déjà soumises à des répressions de plus en plus brutales. Les armes qui sont produites se retournent toujours contre nous.

Profitant du chaos et de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, les États et les entreprises tirent leur épingle du jeu : ils spéculent sur les marchés en organisant la rareté (parfois imaginaire) des biens pour augmenter les prix et les profits. Ils en profitent pour accélérer la transition énergétique, non pas en faveur d'énergie alternative mais en faveur de la filière électronucléaire et/ou d'hydrocarbures provenant de pays dits « amis » (l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis), sans compter le gaz de schiste que les Américains vendront en masse.

En outre, après avoir mené d'intenses destructions, le système politique et économique dominant finit toujours par organiser des plans de relance et de reconstruction qui bénéficient aux puissants.

Nous anarchistes, depuis toujours hostiles au bellicisme et à la militarisation, nous nous préoccupons de cette escalade guerrière.

Nous soutenons les populations :

> condamnées à l'exil, en défendant leur accueil inconditionnel

> contraintes à rester au péril de leur dignité et de leur vie

> confrontées à la difficile situation du choix des armes.

Nous soutenons les femmes qui subissent la domination des hommes armés et disposent de leurs corps (comme dans toutes les guerres) ainsi que celles qui restent assignées à satisfaire les besoins des enfants et des personnes dépendantes.

Nous saluons la nécessité pour les individu.e.s et les peuples de faire face aux agresseurs (résistance active, résistance passive par, notamment, l'objection de conscience, la désertion, le boycott des bureaux de recrutement…).

Les anarchistes n'oublient pas que la façon de résister conditionne l'issue des conflits et l'avenir des sociétés à reconstruire.

Fédération anarchiste
Merlieux, le 6 juin 2022

Merlieux, c'est à une trentaine de km de Chauny.

Non, le temps n'est pas aux monuments… Mais à l'aide, à l'assistance à toutes celles et ceux qui résistent activement contre la guerre que mène l'armée de Poutine.

Soutien aux opposants et opposantes russes dont la seule présence à des manifestations peut conduire en prison ou à l'enrôlement de force pour les hommes.

Soutien aux réfractaires, déserteurs. Soutien aux compagnons russes qui incendient les centres de recrutement.

Soutien aux compagnons qui font dérailler des trains d'armement.

Et puis, sujet tabou, soutien aux compagnons qui ont pris les armes comme dernier rempart pour la population ukrainienne face à la barbarie.

Oui à la résistance, à bas toutes les armées !

Groupe d'Aubenas

Après 32 ans d'emprisonnement, Jakés Esnal et Ion Parot sont de nouveau parmi nous !

Mon ami et camarade, Jakés Esnal, militant d'ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Pays basque et Liberté), incarcéré en France depuis 32 ans (plus fort que Mandela), vient de sortir de prison. On n'y croyait plus !

Qui est Jakés ?

Qu'a-t-il fait pour s'être cogné 32 ans de prison, en France ? C'est quoi ETA ? Pourquoi tout cela alors qu'ETA a arrêté la lutte armée en 2011, a remis ses armes en 2017 à la police française et s'est auto-dissoute en 2018 ? Qu'en est-il du processus de paix, porté par la société civile toutes tendances politiques confondues, en cours au Pays basque depuis 10 ans, auquel l'État espagnol comme l'État français refusent de participer ? Pourquoi cet acharnement contre les militants basques d'ETA alors que les fascistes de l'OAS qui ont tué des milliers de personnes (en Algérie et en France) lors de la guerre d'Algérie, n'ont fait que quelques années de prison ? Bref, plein de questions questionnantes !

Il est un temps pour tout

J'avais (et j'ai toujours) envie de raconter tout cela. Mais je voulais le faire d'une manière décalée. En laissant la parole à Maïté Esnal, la compagne courage de Jakés. Comment, elle, avait-elle vécue tout cela ? Leur rencontre ? Leurs combats communs ? Ces 32 ans d'emprisonnement, de voyages toujours lointains pour des parloirs riquiqui, les galères de fric, la séparation d'avec l'être aimé, tout bêtement, la survie au quotidien, les enfants, la poursuite de la lutte… Maïté m'a répondu qu'elle était OK, mais que ce n'était pas encore le moment. Jakés est en liberté conditionnelle et, pour un mot susceptible d'être mal interprété par le pouvoir, il ne se sent pas de prendre quelque risque que ce soit. Et puis, et on les comprend, lui et Maïté ont envie qu'on leur fiche la paix.

On me pardonnera, donc, de ne donner que ma seule version des choses en en assumant, bien sûr, l'entière responsabilité.

Une rencontre de hasard

J'ai rencontré la problématique basque par hasard. L'île d'Oléron et le Pays basque, ce n'est, en effet, pas la porte à côté. Remember ! De 1993 à 2001, l'école libertaire Bonaventure a accueilli, scolarisé et éduqué une cinquantaine d'enfants. Fin de maternelle, primaire. Un livre[1] relate l'histoire de cette incroyable république éducative libertaire, laïque et… gratuite. Parmi ces enfants scolarisés à Bonav, l'un d'entre eux fut hébergé pendant trois ans chez nous (Thyde Rosell et moi-même). À Bonav il n'y avait pas d'internat, mais les enfants de l'extérieur étaient hébergés chez les Bonaventuriers. Pour nous, ce n'était que du bonheur. Le petit nous a quittés en 2001 avec la fer-

Brève histoire d'un résistant

1990, près de Séville, lors d'un « banal » contrôle routier, arrestation d'Henri Unaï Parot. 5 jours et 5 nuits de tortures sauvages. Lors de sa présentation au juge, il est dans un tel état qu'il tient à peine debout et est incapable de parler tellement il a la tête au carré. Le juge a osé lui demander de répondre à ses questions simplement en hochant la tête. Il est condamné à 5145 années de prison. À l'époque, en Espagne, on ne pouvait pas faire plus de 30 ans. Qu'à cela ne tienne, l'Espagne « démocratique », membre de l'Union européenne, lui fait un nouveau procès juste avant la fin des trente ans et le condamne à 11 ans de plus. En attendant la prochaine fois.

Unaï faisait partie du commando itinérant d'ETA, composé uniquement de Basques français (pardon, du Pays basque Nord). Ce commando a sévi de 1979 à 1990. À son bilan, 38 morts. Des policiers, des militaires, des magistrats, 1 industriel… et les 11 victimes (dont 6 enfants) lors de l'attentat de 1997 contre une caserne militaire de Saragosse.

Peu après l'arrestation de Unaï, Jakès Esnal a été arrêté en France en même temps qu'une dizaine de personnes dont Ion Parot, Xistor… En 1997, il a été condamné à perpète. L'Espagne refusant de « prêter » Unaï pour le procès, Jakés, Ion, Xistor… ont été condamnés sur la base d'aveux extorqués sous la torture. Est-il besoin de le préciser, alors qu'ils avaient effectué leur peine de sûreté et pouvaient postuler à une libération conditionnelle, l'État français, via une « Justice » aux ordres, s'y est longtemps opposé sous « l'amicale et commerciale » pression de l'Espagne qui avait décidé que les membres de ce commando ne sortiraient jamais.

ETA ayant arrêté la lutte armée en 2011, ayant remis ses armes à la police française, s'étant auto-dissoute et un processus de paix porté par la société civile basque s'étant mis en branle depuis 10 ans, après moult procédures judiciaires toutes plus iniques les unes que les autres…, ils ont enfin été mis en liberté conditionnelle car, à 72 ans, il est évident qu'ils risquent de nouveau de courir le 100 mètres de la Résistance… en dix secondes. Minable.

JAKÉS ESNAL À SA SORTIE. DEVANT LA PRISON DE LANNEMEZAN, ENTOURÉ DE SON ÉPOUSE MAÏTÉ ET DE SES DEUX FILS.

●●●

meture de l'école. Mais, ensuite, tous les étés il venait fêter son anniversaire chez nous avec ses parents.

Et puis, pof, en 2004, à la une de *Sud-Ouest*, arrestation des n° 1 et 2 d'ETA. Photos des parents du petit. Un choc. Et, deux mois plus tard, on se prend la police anti-terroriste. 4 jours et trois nuits de garde à vue. Cool. Je sortais d'un infarctus. Juste deux malaises cardiaques à la clef. Bref, passons. Et positivons. Antérieurement nous ne nous sentions pas concernés par la problématique basque et celle d'ETA. Ce ne fut plus le cas. Un grand merci, donc, à la police de nous avoir ouvert l'esprit.

Mikel et Maixol, les parents de notre petit Basque ont fait 15 ans de prison, en France. Pour l'heure, Maixol, après transfert, est toujours en tôle en Espagne. À son deuxième procès (sur 7), elle n'a pris que 120 ans.

Lors de leur incarcération en France, nous les avons visités régulièrement. Souvent avec le petit. Lors d'une de ces visites, Mikel nous a dit qu'il avait des camarades incarcérés près de chez nous (à l'île de Ré) qui avaient le moral dans les chaussettes, because peu de visites. Ré, Oléron, 5 km à vol d'oiseau, un peu plus par la route, donc, pas de souci. Et c'est ainsi que nous avons rencontré Jakés.

Première rencontre. Nous ne nous sentions obligés de rien. Donc, ça l'faisait ou ça l'faisait pas ? Ça l'a fait. Un petit bonhomme. Lunettes cerclées. Le regard vif. Volubile mais à l'écoute. J'ignorais qui il était et pourquoi il était là. Un réflexe de l'époque où nous gérions un lieu de vie. Principe de base, on ne demande jamais le casier judiciaire de nos « pensionnaires ». C'est peu à peu que nous avons appris à nous connaître. Pendant des années nous avons discuté de tout. De politique, de philosophie, de sociologie, de littérature, de l'actualité… et de nous. De nos engagements respectifs. Et nous étions très souvent d'accord et même plus. Ces dernières années il avait été transféré à Lannemezan. Ce n'était pas la porte à côté, mais on s'y fait.

Il vient de sortir. Putain ! Et on va finir par se la faire cette partie de pêche à Oléron. Et continuer le combat ! Le sien, le mien, le nôtre !

Jean-Marc Raynaud

L'école libertaire Bonaventure. 1993-2001. Les Éditions libertaires. 338 pages. 20 €. En vente à la librairie Publico. Rajoutez 15 % pour participation au port.

FAITS D'HIVER
DE LA « JUSTICE » BOURGEOISE… ET DE SES LAQUAIS !

Fin 2014, Éric Hager, 49 ans, sous tutelle et sans emploi, se bat avec son beau-frère et lui inflige quelques coups de couteau. Il est incarcéré immédiatement et passe au tribunal le 12 juin 2015. Il est condamné à 2 ans dont 18 mois ferme. Mais, comme il a déjà fait 9 mois, il est éligible à un aménagement de peine et il s'attend à sortir le jour même. Vu la non-gravité de l'affaire, cela semble acquis. Sauf que…

Sauf que, aussi incroyable que cela puisse paraître, lors du rendu du jugement, le tribunal a « juste » oublié de mentionner s'il devait être libéré (aménagement de sa fin de peine) ou maintenu en détention. Le greffier de la prison recevant le jugement est interloqué. Il traverse alors la rue pour se rendre au tribunal et tombe sur la présidente et la procureure. Découvrant la boulette, la procureure, visiblement pressée, rajoute alors, sur les marches du tribunal, la mention « Maintien en détention » alors que ce maintien n'a été ni requis, ni débattu, ni prononcé. Résultat, une heure plus tard, Éric se pend dans sa cellule.

Après 7 ans de procédures, où, à chaque fois le procureur de service (commandé) propose de classer l'affaire, les deux affreuses, grâce au courage d'un petit juge d'instruction, sont traduites en « Justice » … en septembre 2022. Verdict : « Relaxées pour défaut d'intention frauduleuse » et « Grandes qualités personnelles et professionnelles ». En clair, des magistrates font un faux entraînant la mort d'un homme et… même pas pan-pan cul-cul.

De tout cela, on peut et on doit s'indigner ! Mais s'indigner de quoi ? D'une non erreur judiciaire ou d'une logique sociale ?

Comme l'État, la « Justice » bourgeoise n'est pas seulement de classe et, via ses laquais, au service de la bourgeoisie. C'est aussi une CASTE, une garde prétorienne, une mafia… dont tous les membres se serrent les coudes. Comme l'Église avec ses curés pédophiles.

Et il en est encore qui CROIENT en cette « Justice » et qui se rendent à l'église !

Jean-Marc Raynaud

Le nommé Louis Aragon, comment écrire son nom ?

On a parlé du siècle d'Aragon. À juste titre, car ce siècle fut celui de tous les mensonges, en politique comme en littérature.

Mais qui se souvient de la chape de plomb que le marxisme-léninisme a fait peser sur la pensée, chape idéologique annonciatrice, au nom de la révolution, de la terreur dont le Parti dit communiste annonçait la venue comme d'une délivrance, s'il accédait au pouvoir ? À la période où fleurissait la promesse de nous donner une Guépéou aux couleurs de la France a succédé l'occultation systématique de ces temps heureux et des effets dévastateurs de cette politique du PC triomphant sur les espérances portées par les luttes ouvrières.

L'URSS disparue, l'amnésie a fait son œuvre, et la réalité du stalinisme et des théories sur le réalisme socialiste a disparu des mémoires. Il est néanmoins un nom qui habite toujours notre histoire, Louis Aragon, qui, en raison même de sa qualité de grand écrivain, a su exercer pour le Parti la fonction de Grand Inquisiteur des arts et des lettres, sans jamais hésiter à utiliser les moyens de persuasion mis à sa disposition pour faire taire l'adversaire.

Le Monsieur Loyal du réalisme staliniste

Le travail de mémoire a consisté dans un premier temps à mettre Aragon en dehors du champ politique pour montrer que son œuvre littéraire et poétique le faisait échapper au jugement qu'appelait sa présence militante dans le Parti. Toute forme de jugement éthique ayant disparu du champ de la critique littéraire et artistique, nous sommes arrivés au moment où notre point de vue se renverse : cet engagement stalinien, qui en a fait le grand présentateur du réalisme-staliniste, est présenté comme une erreur historique dont toute la responsabilité revient au Parti. Aragon n'a plus aucun compte à rendre ni même à s'expliquer d'un engagement qui se réclamait de la révolution pour mieux écraser les révolutionnaires.

> « […] Nous sommes au moment où une classe nouvelle, le prolétariat, vient d'entreprendre cette tâche historique d'une grandeur sans précédent : la rééducation de l'homme par l'homme. »
>
> Louis Aragon
> *Pour un réalisme socialiste*, 1935

La machine à blanchir

Ainsi plus rien ne reste désormais de cette histoire, et la nouvelle hagiographie entend faire de toutes les distorsions sémantiques, de toutes les controverses destinées à justifier l'injustifiable, les vérités de notre temps : le stalinisme rime avec communisme, la répression policière exercée contre l'opposition ne serait rien d'autre que la défense de la révolution. La responsabilité de cette inversion des rôles pèse sur le Parti, mais qui oserait demander des comptes au poète de cette falsification de la pensée et des mots ; et interroger les écrits sur l'art moderne, et sur l'art dit soviétique, qui n'avaient pas à craindre la censure du PC puisqu'ils en exprimaient les interdits ?

Tout est désormais mis en œuvre afin que ces mots qui avaient été l'objet des luttes perdent le sens des réalités qu'ils représentaient. De ce point de vue, André Breton, qui se dressait contre la politique du Parti et dénonçait le « « réalisme-socialiste » comme moyen d'extermination morale », permet de revenir sur cette histoire qui fait du nommé Louis Aragon le faux-semblant de la pensée poétique. Aragon n'a-t-il pas mis tout son génie de poète et d'écrivain, tout son génie de polémiste à célébrer les exploits du parti de Thorez, à chanter la terreur entretenue par les tueurs du Guépéou, à se réjouir du châtiment exemplaire infligé aux traîtres démasqués lors des procès de Moscou, à convoquer poètes et écrivains au tribunal du Parti pour leur faire rendre des comptes ?

> Benjamin Fondane : *Louis Aragon ou le Paysan de Paris*, 1927.

> Jean Malaquais *: Le nommé Louis Aragon ou le patriote professionnel*, 1947.

> Louis Janover : *Du stalinisme considéré comme l'un des beaux-arts,* 2022.

Voici les trois essais écrits par trois auteurs en des périodes différentes et réunis[1] pour mettre en évidence la continuité d'une imposture. Ces rappels sur la période de l'histoire où le nommé Louis Aragon indiquait à l'intelligentsia la direction à suivre, avec condamnation sans appel de ceux qui s'écartaient si peu que ce soit de la ligne, ces rappels demeurent une « nécessité » historique pour se libérer d'un passé qui ne cesse de couvrir le présent de son ombre.

Louis Janover

1. *Le Nommé Louis Aragon* - Louis Janover, Benjamin Fontane, Jean Malaquais. Éditions Non Lieu. Paris, 10 novembre 2022.

MIKA ETCHEBÉHÈRE

« Ce qui peut me rester de l'anarchisme, c'est mon incapacité à respecter les hiérarchies imposées et ma foi dans le cercle de l'égalité... »

Texte : MLT & Dessins : OLT

Ses parent juifs ayant fuit la Russie, Michèle Feldman naît le 2 février 1902 en Argentine. Dans sa ville, Rosario, elle milite dès 15 ans chez les anarchistes.

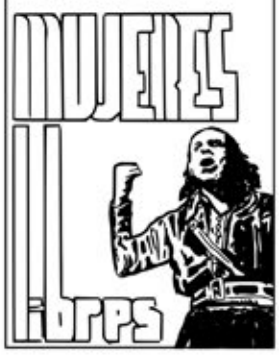
Étudiante à l'université de Buenos Aires, elle rencontre en 1920 Hippolyte Etchebéhère, militant au groupe *Insurrexit*.

En couple, ils rejoignent l'Europe en 1931. Ils sont à Berlin en octobre 1932. Ils constatent *La tragédie du prolétariat allemand* qui donnera le titre de son livre à Hippolyte Etchebéhère.

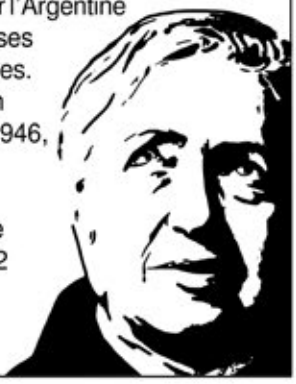
Le 12 juillet 1936 ils sont à Madrid. Ils s'engagent dans la colonne du POUM. Nommé commandant Hippolyte est tué le 16 août. Ses camarades éliront Mika responsable de sa compagnie.

Fin 1936, elle est officier à la 14e Division de l'Armée populaire dirigée par l'anarchiste Cipriano Mera. Lors des journées de mai 1937 à Barcelone, arrêtée par des agents staliniens, elle est libérée sur intervention de Mera.

Elle rejoint le groupe féministe libertaire Mujeres Libres.



Après la chute de Madrid le 28 mars 1939, elle rejoindra la France, qu'elle quittera pour l'Argentine à cause de ses origines juives. De retour en France en 1946, elle devint traductrice. Elle meurt le 7 juillet 1992 à Paris.



MIKA ETCHEBÉHÈRE : *MA GUERRE D'ESPAGNE À MOI* (POCHE)

« C'est l'un des textes les plus forts sur la guerre d'Espagne, écrit par Mika Etchebéhère (1902-1992), une internationaliste argentine francophile qui dirigea une colonne du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) en 1936-1937. On y croise des révolutionnaires antistaliniens, des anarcho-syndicalistes, des marxistes hétérodoxes, tous habité·es par la conviction d'imminents lendemains qui chantent. Ce livre porte la parole rare d'une femme au combat. À nos yeux, un chef-d'œuvre. »

<www.editionslibertalia.com/>

PAPOUASIE

Bosseurs, ennuyeux et anars

Vraiment un drôle de peuple. Gregory Bateson, pas le moins important des anthropologues, avait qualifié les Baining de Papouasie de peuple « *impossible à étudier* ». Et ce, après avoir passé plus d'un an chez eux, en ayant appris leur langue.

Un peuple impossible à étudier ? Et pourquoi donc ? Parce que les Baining n'ont pas de chefs. Pas de castes. Pas de classes. Pas de structures sociales aussi rigides qu'arbitraires. Ils vivent en famille, en gros presque la famille nucléaire à l'occidentale, dans des habitations dispersées.

Et même, pas de religion très claire ! Oh si bien sûr, il y a hélas des notions et des créatures surnaturelles, mais rien de très cohérent. Pas de Grand Dieu du Ciel, pas de Grande Déesse Mère.

Et, côté rites de passage, d'initiation ou propitiatoires, pas grand-chose à se mettre sous la dent.

Impossible n'est pas cornellien

Tout ceci intrigua une anthropologue de Cornell, Jane Fajans, qui décida de relever le défi, car (avec raison) il lui semblait impossible qu'un peuple soit impossible à étudier. Elle alla donc chez les Baining à la fin des années 90 et passa plusieurs mois, persuadée, qu'hélas, Bateson avait raison, tant la vie quotidienne des Baining que leurs réponses maigres, rares, et stéréotypées à ses interviews lui parurent d'abord désespérantes d'ennui. Puis elle commença à se dire que ce n'étaient pas les Baining qui n'avaient rien à dire ou à montrer, c'étaient les catégories classiques de l'anthropologie qui n'étaient pas suffisantes.

Soyons honnêtes : son livre « *They make themselves, work and play among the Baining of Papua New Guinea* »[1] ne se lit pas comme un polar…

Partir en guerre contre Gregory Bateson n'est pas, dans l'univers universitaire, une décision aussi aisée à prendre que Poutine décidant d'envahir l'Ukraine, et Fajans n'a écrit son livre que dans le seul but de discuter avec ses collègues professeurs d'anthropologie. Donc, ça coupe les cheveux en seize, et ça prend cinq mille précautions oratoires pour dire une seule chose.

Mais le livre vaut quand même la peine d'être lu.

Une vie simple, tout simplement

Fajans, elle-même, explique que l'une des raisons pour lesquelles elle a persévéré malgré la déception initiale est qu'elle s'aperçut de deux choses : tout d'abord, que les Baining eux, ne semblaient pas s'ennuyer. Que cette vie sociale, si plate aux yeux d'une anthropologue espérant témoigner de rituels aussi baroques que sanguinolents, de croyances aussi fouillées qu'extrêmes, de règles sociales embrouillées, semblait satisfaire les Baining.

Et ensuite, plus intriguant encore, que les Baining « éduqués », entendons par là, les rares Baining suivant un curriculum scolaire « normal » selon les normes occidentales et arrivant à un niveau post-baccalauréat, revenaient chez eux ! À l'inverse de tant d'autochtones occidentalisés dans tant de pays, les Baining diplômés reviennent à leurs jardins à taro[2], à leur vie sociale apparemment atone, à leurs petites fermes dispersées et donc passablement solitaires.

Petit à petit, Fajans commença à comprendre. Elle explique que la notion fondamentale de la société Baining réside dans la dichotomie nature/culture, ou plus exactement nature/travail. Dichotomie entre la nature, qui fait ce qui lui chante sans intervention humaine, et les êtres humains qui ne deviennent tels que parce qu'ils y travaillent. Oui, de là le titre « *They make themselves* »[3], traduction anglaise d'une expression Baining qu'ils utilisent souvent. Les Baining voient le monde comme le lieu d'une nature omniprésente, souvent dangereuse, pas du tout humaine, et dont les humains doivent se démarquer, d'abord pour se nourrir, ensuite pour se voir comme êtres humains. Empressons-nous d'ajouter que les techniques agricoles des Baining sont simples et ne le sont restées que parce qu'en Papouasie, tout pousse et que la culture du taro n'exige pas l'usage de procédés sophistiqués. En revanche, elle exige du travail, lourd et répétitif. ●●●

DANSEURS DE FEU DU PEUPLE BAINING EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE (2008)

Travailler c'est trop sûr

Mais les choses se compliquent : les Baining jugent que la principale source de prestige, d'intérêt (à tous les sens du terme) est donc le fait de travailler, et principalement de travailler pour se nourrir. Se nourrir constitue pour eux un acte éminemment social et créateur permanent de ce que nous appellerions et le lien social, et le prestige, et la valeur. Notion extrêmement importante.

Car elle semble avoir préservé les Baining de quatre grands maux.

Premièrement, les Baining n'ont presque pas de division sexuelle du travail ! Chose absolument rarissime et dont on peut s'étonner qu'elle n'ait pas suscité plus d'intérêt de la part des féministes. Conséquence ou cause, on ne saurait dire, mais les noces chez les Baining sont inconnues. Si on travaille à deux les mêmes jardins de taro, on est mari et femme, voilà tout. Plus surprenant encore, les Baining adoptent les enfants. Oui, les Baining, puisqu'ils considèrent que les êtres humains ne deviennent humains que par le travail permettant de se nourrir et de nourrir autrui, jugent que les enfants biologiques sont moins importants que les enfants qu'on décide d'adopter. Et ils en adoptent presque tous ! Et ils ont presque tous grandi dans leur famille adoptive et non pas dans leur famille biologique ! Là encore, le manque d'intérêt du féminisme pour l'étude de ce peuple hors-normes me laisse perplexe.

Deuxièmement, l'important étant de se nourrir et de nourrir autrui (principalement enfants et vieillards), les Baining ne montrent aucun intérêt envers la construction de hiérarchies sociales. Un roi, un chamane, un prêtre, concrètement, ne cuisinent pour personne. Ils ne créent donc, selon les Baining, rien qui ait de la valeur.

Troisièmement, quoiqu'il y ait bien sûr d'une part, de l'entraide, d'autre part, de la dette dans la société Baining, ces deux modalités n'ont pas créé de structures sociales dérivées. Les ménages Baining sont en gros alimentairement auto-suffisants, donc principalement auto-suffisants… et ce malgré l'arrivée des missions chrétiennes et du capitalisme occidental.

Quatrièmement, aucune violence institutionnalisée chez les Baining. Rien. L'un des peuples les plus pacifiques qui soit, à l'extérieur comme à l'intérieur.

Et Fajans, assez logiquement, dans la toute dernière page de son livre, presque à la dernière ligne, les qualifie d'anarchistes !

Nestor Potkine
persuadé que quand le taro va, tout va.

Notes de la rédaction

1. *They make themselves, work and play among the Baining of Papua New Guinea.* Jane Fajans. University of Chicago Press. 4 août 1997. En anglais.

2. Taro ou colocase : tubercule alimentaire présent sous les tropiques. Parmentier a misé sur les pommes de terre.

3. Ils se font. Traduction de la traduction…

SOURCE INCONNUE

La puissance d'une arme

Une des façons de mesurer la puissance d'une arme est de considérer la qualité des protections élaborées par le destinataire de cette arme pour s'en protéger. L'arme en question peut être un moyen non létal comme l'utilisation de mots ou garder le silence. Dans ce dernier cas, certains se limitent à interroger le menteur, d'aucuns ont inventé le détecteur alors que d'autres ont utilisé la torture, le non-dit leur semblant si important que la méthode leur importait peu. Quand il s'agit d'armes dites militaires, visant à tuer, l'ennemi potentiel ou l'ami du moment va chercher comment s'en protéger et pourquoi ne pas frapper le premier.

Désobéissance civile

Dans les conflits que l'on nomme sociaux, il en est de même. Les mesures les plus fortes dans les États dits démocratiques relèvent au maximum de la réquisition, comme dans ce conflit des raffineries et peuvent aller jusqu'à la déclaration de l'état d'urgence quand le pouvoir pense que la patrie est en danger.

Il arrive, dans notre pays hautement policé, que la menace islamiste soit apparue si grande qu'il a fallu élaborer une loi pour lui faire face. Celle-ci, dite « *loi séparatisme* » (24 août 2021), introduit un contrat d'engagement républicain « *confortant le respect des principes de la République* ». Depuis le 1er janvier 2022, toutes les associations qui souhaitent bénéficier d'un soutien financier ou matériel d'une collectivité publique, ou disposer d'un agrément leur permettant d'agir selon leur objet doivent donc signer ce contrat qui les oblige et restreint leur liberté d'action. Quoique le Conseil d'État ait retoqué certaines des dispositions contenues dans la loi, le préfet de la Vienne a intimé à la Mairie et à la Métropole de Poitiers de retirer à Alternatiba toutes subventions puisque cette association avait l'intention de dispenser une formation sur la désobéissance civile non-violente.

Cette même association avait organisé, il y a deux ans, le décrochage de portraits de Macron dans un certain nombre de mairies. Des procès, trente-cinq, avaient suivi. Rappelons-nous qu'un portrait officiel du Président de la République coûte à la boutique de l'Elysée 9,90 € TTC. Les décrocheurs étaient poursuivis pour « vol », le fait qu'ils aient à chaque fois agi à plusieurs, constituant la « circonstance aggravante de réunion ». En vertu de l'article 311-4 du Code pénal, ils encouraient donc des peines de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

Préparons la guerre !

Il est possible de trouver, dans le numéro de l'été 2020 d'*Échanges et Mouvement*, un article bien informé sur le commerce des armes. En ce qui concerne celui-ci, il est rappelé qu'il reste un marché comme un autre, soumis aux lois du fonctionnement capitaliste. Pour beaucoup, si ce n'est tous les articles de ce commerce, les entreprises concernées ne peuvent miser que sur quatre facteurs : l'expansion géographique, l'obsolescence, la consommation et la propagande. En ce qui concerne ce qui se passe en Ukraine, on a vu différentes puissances, sous prétexte de solidarité, se débarrasser des vieilles versions de leurs armements. Car, rappelle *E. et M.*, pour qu'il y ait consommation dans le commerce des armes, la guerre est nécessaire.

Dans ce contexte, l'Ukraine, couverte par un grand nombre de médias, joue le rôle d'un Salon d'armement, un Satory à ciel ouvert. Les autres champs d'utilisation de ces matériels, comme la Libye, la zone malienne, la R.D.C., le Liban ou le Yémen, étant le plus souvent difficiles d'accès et beaucoup moins porteurs. On va probablement assister ainsi, aux frontières de l'Europe, à l'utilisation de ces nouveaux « outils » que sont les « armes à énergie dirigée ». C'est ce que sous-entendent les Russes quand ils agitent la menace de bombes sales. Il suffit de faire une petite recherche sur Google pour avoir toutes les infos désirées sur ces engins de mort. On y apprend que celles-ci émettent de l'énergie dans une direction voulue sans besoin de projectile. Elles transfèrent l'énergie vers une cible pour l'effet souhaité. Les effets recherchés sur les humains peuvent être létaux ou non.

Le complexe militaro-industriel doit rester à la tête du « progrès » technologique et doit toujours prouver son efficacité. *E. et M.* en vient à penser que toute lutte, d'une

●●●

ILLUSTRATION DE SLO
PARUE DANS LE MONDE LIBERTAIRE
DE NOVEMBRE 2018

●●●

certaine ampleur, contre ce complexe, de la part d'opposants à la guerre pourrait aboutir à renforcer l'activité des attaqués. « *Plus le mouvement serait puissant, plus importante serait la contribution au fonctionnement de ce complexe* ». Alors que faire ? « *La seule chose qui ne peut être atteinte par une répression relève du comportement individuel de chaque être humain, que l'on peut résumer par deux mots : retrait et sabotage. Le retrait peut être non seulement politique ou institutionnel mais aussi dans la pratique quotidienne de vie, et cela semble la seule chance d'échapper à l'emprise du complexe militaro-industriel* ». Car, selon le rédacteur de cet article, la récupération, le pillage ou sabotage sont récupérables sous une forme ou une autre par le complexe militaro-industriel. Et de terminer son article par cette admonestation « *Et c'est précisément à chacun de voir ce qu'il peut faire à ce point et de chercher d'autres compères avec qui s'associer* ».

Le retrait ou l'action ?

Il est assez surprenant de lire dans un tel bulletin, consacré à l'information sur les conflits de classe, un encouragement au retrait, seul ou à plusieurs. Que peut d'ailleurs signifier un tel conseil ?

Dans le même bulletin, le lecteur va trouver ceci : « *Au début de la production d'armements, les rebelles pouvaient s'approprier les armes à feu. Aujourd'hui, les armes ont atteint un tel degré de sophistication que seuls des États peuvent se les approprier. Donc, la question se pose : que faire ? Comment combattre ? Tout combat collectif ARMÉ est condamné, donc seul le retrait est possible dans ce cadre. Toute manifestation ou grève pouvant être réprimée par ces armes sophistiquées* ».

Si la violence armée, c'est-à-dire l'insurrection révolutionnaire dans sa version historique n'est plus possible, il reste néanmoins deux types de violence. Celle éruptive qui prend la forme de destruction de distributeurs de monnaie, de vitrines brisées ou d'affrontements directs à la force policière. Tout cela a lieu lors de manifestations publiques dûment autorisées par les pouvoirs en place.

Il reste la violence non-armée, non éruptive, réfléchie, qui peut prendre plusieurs formes toutes basées sur la désobéissance, la non-coopération, et l'intervention directe. Toutes formes qui existent depuis fort longtemps qui étaient connues sous les termes d'action directes non-violentes, ce dernier qualificatif ayant pour effet d'irriter bien des militants attachés à l'idée d'insurrection armée devenue aujourd'hui impossible. Ce sont bien ces formes d'intervention que le pouvoir français reconnaît comme étant dangereuses.

Une pétition malvenue ?

Au début du mois de septembre, une pétition rassemble un bon nombre de signatures pour protester contre la volonté étatique de considérer la désobéissance civile non-violente « *incompatible avec le contrat d'engagement républicain* » introduit par la loi du 24 août 2021 « *confortant le respect des principes de la République* », dite « *loi séparatisme* ».

Les signataires d'affirmer que « *La désobéissance civile, pourtant, est bien loin de constituer un mépris de la République* » et que contrairement aux dires du préfet de la Vienne, membre de la direction d'En Marche, une telle préparation à des actions de ce type ne reviendrait pas à « *sortir du champ républicain* ».

Se pose maintenant la question de savoir si cette République, dont certains nous rebattent les oreilles, n'est pas, telle qu'elle fonctionne, la garante de l'aliénation que nous supportons. Il apparaît bien que les actes de désobéissance civile, que ce soit sous forme de grèves, de sabotages, de non-coopération, de manifestations, sont les seules façons d'arriver à sortir de cette République oppressive.

Pierre Sommermeyer
Individuel

L'art du bunker-boudoir

Les riches sont menacés. Non, pas par une révolte des pauvres ; ce problème-là, la télévision et les réseaux sociaux l'ont résolu. Parlons plutôt d'une guerre nucléaire si Xi Jinping ne s'entend plus avec Elon Musk, ou d'une catastrophe climatique si les pauvres persistent à ne pas vouloir porter de cols roulés. Il faut se protéger. Heureusement, M. Jakub Zamrazil, promoteur immobilier de son état, après avoir construit nombre d'abris antiatomiques, s'est aperçu que d'un point de vue hôtelier, l'abri antiatomique moyen rivalisait mal avec le Ritz. Un tel scandale ne saurait durer.

IMAGE PAR 200 DEGREES

Riches, *Oppidum* pense à vous !

M. Zamrazil a donc fondé « Oppidum ». Ce nom, qui fleure bon la vraie culture, désigne une entreprise qui construit et vend des Ritz antiatomiques. Lisons « la vision d'Oppidum »[1] : *« Notre vision, à Oppidum, est de construire les résidences fortifiées contemporaines les plus belles et les plus sûres. Ce sont des lieux de sérénité et de sécurité absolue pour les propriétaires et leurs familles.* [...] *Dans un monde incertain, Oppidum procure un bon niveau de certitude. C'est un lieu de force qui permet, quand il le faut, de préserver et de protéger ce qui compte le plus. Alors, on peut revenir dans le monde avec la tranquillité d'esprit dont on jouit lorsque l'on sait que notre famille est protégée, quoiqu'il arrive. »*

Notons la grande élévation morale de cet entrepreneur, dont le seul but est la protection des familles.

Vraie culture ? Grande élévation morale ? La preuve en est dans un autre onglet du site d'Oppidum. L'image de cet onglet présente un « white cube », ces espaces des galeries d'art contemporain, où trônent un Mondrian, un Picasso (période cubiste, car il ne s'agit pas de vendre aux semi-millionnaires semi-illettrés qui ne comprennent que la période bleue et la période rose), un Giacometti, un Sophia Delaunay, et un buste de Périclès, sur le piédestal duquel est inscrite la célèbre maxime : *« La liberté est la possession de ceux qui ont le courage de la défendre. »* Possession, tout est là.

Que dit l'onglet ? :

*« **MUSÉE PRIVÉ**. Cet espace unique vous permet de jouir de vos objets les plus chers, et de les protéger. Accessible à vous et à vos invités mais inaccessible à tous les autres, le musée est construit selon les mêmes standards que les salles des coffres des banques et respecte les plus stricts critères de l'assurance. Avec une protection anti-incendie dernier cri, des systèmes de contrôle de la ventilation, de la température et de l'humidité, vos collections d'art, de vin, etc. resteront complètement sûres, intactes, et disponibles. »*

Périclès ! Mondrian ! Picasso cubiste ! Il ne s'agit pas de défendre égoïstement un Picsou, un Harpagon solitaire, qui ne connaît que son or. Non, il s'agit de protéger les âmes raffinées qui méditent sur le tragique de la condition humaine en contemplant les chefs-d'œuvre de Giacometti, cependant que les bœufs à deux pattes, dehors, se gavent de Patrick Sébastien sans voir venir l'apocalypse.

Cette absence d'égoïsme, cette vraie sensibilité à autrui, sont si présentes dans l'onglet consacré au salon :

« ***LE SALON***. *Le cœur de votre retraite cachée, un espace relaxant et en même temps inspirant dans lequel vous rencontrerez vos amis ou vos relations d'affaires, ou encore jouirez*

●●●

de « quality time » avec ceux que vous aimez. (…) Le salon est conçu et meublé pour vous permettre de vivre la vie au maximum. Spacieux et attirant, il s'agit d'un merveilleux écrin pour des réunions intimes, des célébrations familiales et des évènements sociaux de gala. Une sonorisation glorieuse et un éclairage sur mesure rendent aisée la création d'une atmosphère parfaite ; et, avec la garantie d'une discrétion et d'une sécurité absolues, vous et vos invités peuvent se détendre et jouir de chaque instant. »

Quelle générosité ! Voilà ce qui explique et justifie la supériorité des riches : eux, ils pensent aux autres. Pas comme les pauvres qui ne pensent qu'à se remplir l'estomac grâce aux indemnités de chômage !

Mais une supériorité des riches réside dans leur sens de la coopération. Eux savent travailler ensemble à une cause commune. Il leur faut cependant se protéger de la jalousie de leurs inférieurs, voire des manigances des méchants qui, faisant illusion, se seraient infiltrés dans leurs rangs. Il leur faut de la discrétion.

D'où : « ***LA SALLE DE RÉUNION.*** *Là, tous vos secrets sont en sécurité. La salle de réunion séparée procure un espace totalement sûr, profondément privé au sein de votre refuge Oppidum, où vous pouvez mener vos discussions les plus importantes et confidentielles sans craindre interruptions et indiscrétions. Et quand vous avez besoin d'inspiration, d'une pause dans vos délibérations, ou d'impressionner vos invités, appuyer discrètement sur le bouton caché dévoile le musée adjacent et le jardin intérieur souterrain dans toute leur splendeur. »*

Admirons l'humanité des riches ! On les accuse de ne penser qu'à l'argent, de ne voir de la vie que leurs comptes en banques, de ne vénérer qu'un dieu, Mammon. Mais non, ils savent que même si le reste de la planète est dévoré par le feu nucléaire, ou si la totalité des terres émergées rôtissent sous 60 degrés centigrades en permanence, il importe de posséder un jardin intérieur souterrain, pour impressionner les autres riches. Oppidum ne précise pas si, parmi les secrets en sécurité dans ses bunkers, on comptera la fabrication de crèmes glacées à destination des pauvres rôtis.

Précisons enfin que M. Zamrazil affirme, avec bon sens, ne s'adresser qu'aux vrais riches, ceux qui possèdent plus de 100 millions de dollars.

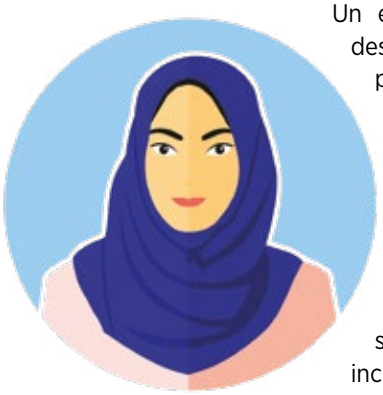
Nestor Potkine,
qui pense que le jardin intérieur de M. Zamrazil nécessite un sérieux désherbage.

Féminisme et révolution 2

Semblent inadmissibles :

> d'une part l'aveuglement des féministes intersectionnalistes - voir les propos de Houria Bouteldja rapportés par *Le Monde*[1] : « *Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des femmes blanches. J'appartiens à ma famille, à mon clan, à ma race, à l'Algérie, à l'islam.* »

> et d'autre part l'indifférence de certaines féministes françaises, qui peuvent se dire comme moi universalistes, à ce qui se passe en Iran, polarisées qu'elles sont par les affaires sexistes - notamment au sein des partis et mouvements politiques. Indifférence se conjuguant avec la partialité de certains hommes « progressistes » à l'égard du féminisme iranien et ne voyant dans ce mouvement qu'une révolution globale contre un régime religieux.



Un effort de lucidité et d'écoute des slogans et interventions doit plutôt conduire à discerner en Iran le double aspect de la révolte dont le port du voile - imposé ou rejeté - est le symbole : à la foi diktat du pouvoir et emprise d'une vision religieuse de la société et de l'existence fondée sur la soumission des femmes, celle-ci incluse dans l'idéologie politique de ce pouvoir même.

En France, la survivance tenace de la domination masculine dans les sphères privée et publique que nient certains hommes « de gauche » nous interroge aussi et nous partage quant à cette signification du voile.

Je continue à penser que cette part du vêtement n'a pas fondamentalement une signification différente là-bas et ici. La distinction vient d'ailleurs : ici, le symbolisme de ce signe religieux est affaibli, je dirais désamorcé, par le contexte laïc On ne peut considérer le voile comme un accessoire sans gravité que parce qu'il est vidé - institutionnellement et dans le regard de la plupart des gens - en grande partie de sa portée : ramené à un affichage individuel de la vie privée.

Cependant, il reste porteur de sa tonalité originelle : celle de la soumission des femmes.

Il n'est pas seulement le signe d'une appartenance culturelle spécifique liée aux origines, mais de ce qu'il évoque encore de cette inégalité de genres contre laquelle nous nous battons.

Marie-Claire Calmus

1. *Le Monde* du 21 octobre 2022. Éditorial de Jean Birnbaum: *Quand les Iraniennes volent au secours des féministes d'Occident.*

La mouche et le koala

Les animaux n'ont pas tous la même cote auprès des êtres humains, et sans rentrer dans le débat stérile pour savoir si nous sommes plus « chien » ou plus « chat », il est évident que nous n'avons pas la même considération pour tous les animaux.

MÊME LES HÉTÉROCÉPHALES GLABRES ONT LE DROIT DE FAIRE DU YOGA.
IMAGE DE WOLFGANG ECKERT

En premier lieu, prenons les trois catégories d'animaux qui côtoient l'être humain, que sont les animaux de compagnie, les animaux dédiés à la consommation et les animaux sauvages. Chaque animal peut se retrouver dans l'une ou l'autre d'entre elles en fonction de l'époque, du pays ou de la culture. En effet, un animal de compagnie dans un pays peut être consommé dans un second, être vénéré dans un troisième et être considéré comme nuisible dans un quatrième. En France, les gens n'auront aucun remord face à la mort et la souffrance de 3 millions de bovidés, de volailles et de cochons tués chaque jour[1] mais seront affectés par celles d'un chien ou d'un chat, et entre les deux le débat pourra être lancé. Chaque être humain a sa propre perception de l'animal. Certains mangeront de la viande de cheval sans problème quand d'autres trouveront cela inconcevable, tout en se délectant d'une blanquette de veau.

Une souris étranglée dans un piège ou un hérisson écrasé sur la route ne feront jamais le poids face à l'émotion suscitée par un dauphin sans vie échoué sur une plage. Que dire de la différence de ressenti entre une mouche gazée à l'insecticide et un éléphant abattu par des braconniers.

Au-delà de l'affect pour un animal proche, sur quels critères sont jugés les animaux pour aboutir à une telle inégalité ?

L'espèce, la rareté, la taille, l'apparence, la dangerosité, la comestibilité… A priori l'être humain se sentira davantage concerné s'il s'agit d'un mammifère comme lui, plus l'animal sera en voie d'extinction plus sa mort sera source d'intérêt et d'inquiétude, plus l'animal sera grand plus sa mort sera choquante, plus l'animal sera beau ou mignon plus sa mort sera bouleversante, plus l'animal sera un danger pour l'être humain ou ses biens matériels plus sa mort provoquera l'indifférence ou la satisfaction, plus l'animal sera comestible plus il deviendra un objet, un simple produit de consommation.

Alors que fondamentalement, quelle différence y a-t-il entre une sardine, un grand requin blanc et une baleine ? Entre une limace, un acarien et un panda ? Il est fort à parier que si les puces mesuraient 2 mètres de haut, elles imposeraient davantage le respect, et que si les lions n'avaient pas de jolies crinières et étaient grands comme le pouce ils seraient complètement ignorés. Lors des grands incendies d'Australie, des millions d'insectes, de reptiles, d'oiseaux et de petits mammifères sont morts asphyxiés et carbonisés mais ce sont les images de personnes donnant à boire à quelques koalas qui ont marqué les esprits.

Tous différents, et alors ?

Tous ces animaux sont pourtant d'une même complexité incroyable, ils sont tous animés par une même vie, faisant tous partis d'une même histoire de l'évolution. Malgré tout, dans l'ensemble, c'est un fait, nous sommes tous comme ça. D'un côté du spectre il y a les salauds qui exploitent, maltraitent, torturent et massacrent n'importe quel a nimal sans aucun remord, et de l'autre côté, les protecteurs les plus attentionnés, les plus engagés pour la cause animale. Et bien ces derniers, on ne peut le nier, ne seront pas affectés outre mesure par la centaine de moucherons explosés sur le pare-brise de leur voiture, imaginez leur tête horrifiée s'il s'agissait de jolis petits moineaux.

On peut donc en déduire que dans ce monde d'humain, il est préférable d'être un animal plutôt grand, beau, inoffensif, non comestible et faisant partie d'une petite communauté pour peut être espérer ne pas se faire exterminer dans l'indifférence générale. Ce constat fait, certes on continuera probablement à tacler des moustiques sans avoir la larme à l'œil, mais il faudrait agir davantage, à titre individuel et collectif, pour assurer davantage de respect et de protection au monde animal dans son ensemble.

Bien évidemment, la conclusion que l'on tire également rapidement de cette réflexion est que l'on retrouve, à peu de choses près, ce même schéma de pensée violent et inégalitaire au sein des sociétés humaines…

Julien Ory

1 https://www.l214.com/animaux/chiffres-cles/statistiques-nombre-animaux-abattus-france-viande/

Nationalisme, révolution, culture : un projet peu ragoûtant de l'extrême droite actuelle

Historien des idées, professeur de sciences politiques, Stéphane François a déjà publié plusieurs ouvrages sur ce courant politique, l'extrême droite, dont il est l'un des plus pertinents spécialistes. Son dernier, *Une Avant-garde d'extrême droite*, sous-titré « *Contre-culture, conservatisme radical et tentations modernistes* » (Éditions de la Lanterne, 2022), rappelle que le fait culturel est déterminant pour modifier en profondeur un régime politique et combien l'extrême droite entend l'utiliser. Car il serait faux de croire, à l'instar de certains militants antifascistes parfois trop peu pourvus de références idéologiques, que l'idée de révolution est foncièrement de gauche ou d'extrême gauche, et que la culture, notamment dans ses formes contemporaines, est un domaine qui échappe aux divers courants de l'extrême droite.

Un coup de peinture pour faire plus moderne

« *L'extrême droite n'est pas forcément réactionnaire* », rappelle opportunément l'auteur, « *elle peut être avant-gardiste et révolutionnaire* ». La force de l'extrême droite après la grande défaite, pour elle, de 1945, est d'avoir revu non ses fondamentaux mais la formulation de son discours (le « révisionnisme », ensuite appelé « négationnisme », en fut l'un des épisodes) – à l'initiative, en particulier, de la Nouvelle droite, à partir des années 1960. Et aussi, au fil du temps, d'avoir considérablement élargi sa palette référentielle. Plusieurs domaines de pensée sont investis, permettant à chaque fois de concerner de nouveaux militants et d'accroître son rayon d'action.

Ils sont partout…

Par son hermétisme affiché, l'ésotérisme, par exemple, groupera des cercles qui ne recouperont pas ceux des fans de musique *black metal*. Par ailleurs, le catholicisme intégriste fera fuir les néopaganistes plus à l'aise avec une reformulation du prétendu mythe « viking ». « Idéalisation du Moyen Âge », infiltration de la Franc-maçonnerie, préconisation de médecines dites parallèles, ouverture de librairies et de lieux « alternatifs », création de maisons d'éditions – très actives, etc. Cette diversité apparemment contradictoire vivifie une extrême droite désireuse d'intervenir sur tous les plans, même et peut-être surtout ceux hier réservés à la gauche. Jusqu'à vouloir posséder des « bases », selon les desiderata des responsables du Rassemblement national, dans les plus petites communes. Stratégie globalisante. Observons aujourd'hui les deux prétendants à la succession de Marine Le Pen au trône du RN : entre l'incessante tentation de Jordan Bardella de mettre en avant dans son discours, de façon insidieuse, la théorie du « grand remplacement » prônée par Renaud Camus et Éric Zemmour, et celle, pas forcément aux antipodes, de Louis Alliot, de reconnaître que le monde évolue, que la France d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier, que les islamistes, plutôt qu'ennemis peuvent être des alliés, il y a un gouffre. Ou un marécage, car toute l'extrême droite y patauge. Sans que la contradiction nuise à sa progression électorale – son rapprochement des leviers du pouvoir.

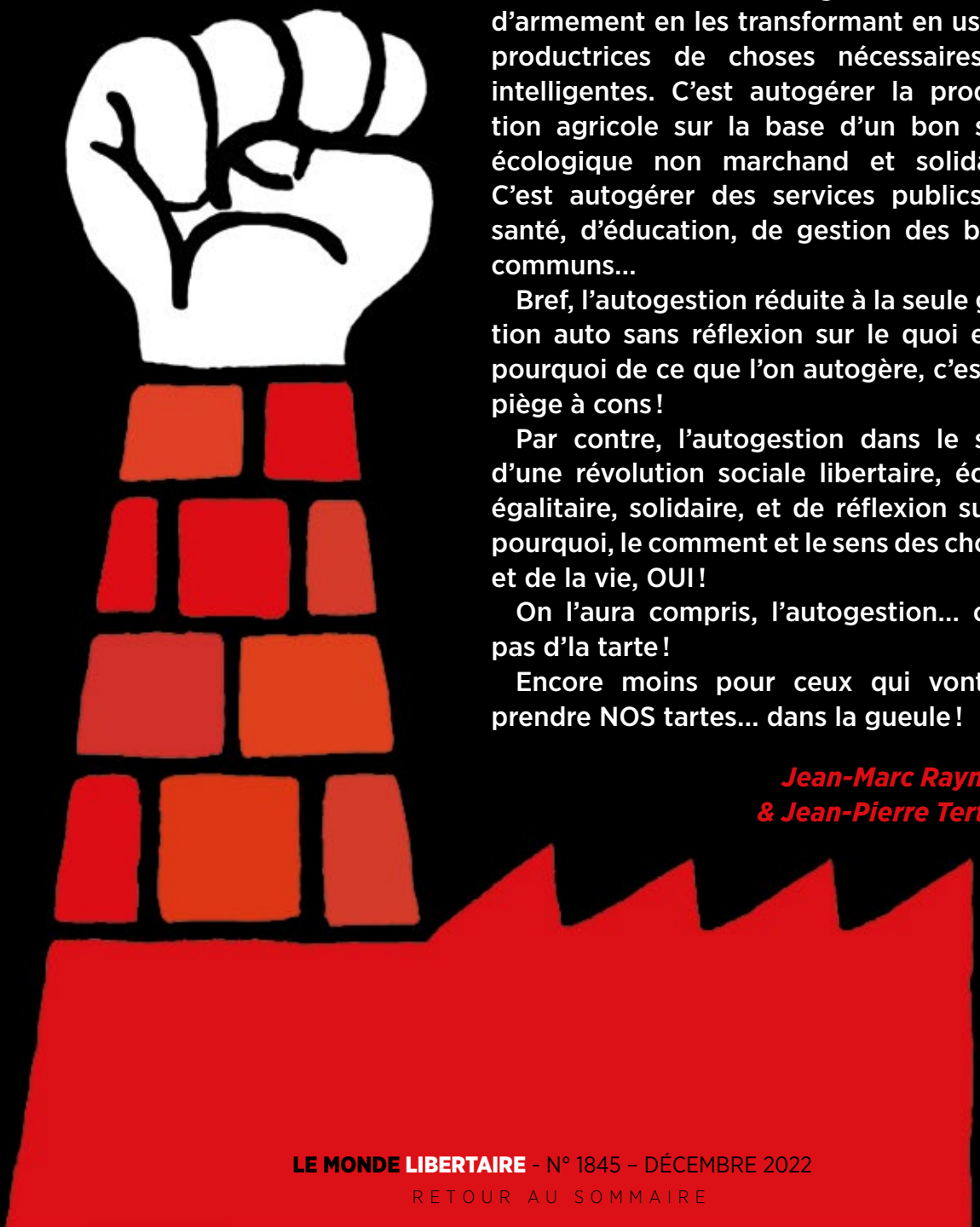
On trouve tout au bazar de la haine

L'intérêt de cette étude est de bien exposer cette diversité souvent ignorée, voire niée, pour des motifs tant électoralistes que démagogiques, par une bonne partie de la gauche française, LFI et EELV en tête. L'extrême droite peut surprendre, tant elle est éclectique. Souvenons-nous de ces groupes dans les années 1990 (Troisième voie, Nouvelle résistance et d'autres) qui, volontairement trompeurs, reprenaient le langage et l'imagerie « gauchistes » ou issus de la résistance au nazisme et au fascisme. Le danger s'en trouve accru.

Catholiques traditionalistes, contre-révolutionnaires, identitaires, nationalistes révolutionnaires, antisémites/antisionistes, racistes au petit pied ou partisans de la ségrégation raciale (on est chez nous, chacun chez soi), ethnodifférencialistes, pro-Serbes puis pro-Russes, virilistes, survivalistes, quelquefois même anticapitalistes (eh oui !)… Que de déclinaisons pourtant compatibles entre elles dès lors qu'il s'agit d'annihiler ce que l'on a appelé l'esprit des Lumières ou, plus généralement, la volonté d'émancipation individuelle et collective. Tous hostiles à l'immigration. Et tous, comme par hasard, de se retrouver à un moment ou à un autre au Front national/Rassemblement national ou dans son orbite immédiate. Comme le soutenait le philosophe marxiste italien Antonio Gramsci, relayée par Alain de Benoist et consorts au sein du GRECE, et comme le rappelle Stéphane François, « *il s'agit pour les militants (d'extrême droite) de mettre en place une nouvelle culture* », radicale, subversive, « *prémisse d'une conquête du pouvoir* ». Nous voilà avertis.

Thierry Maricourt

L'autogestion … c'est pas d'la tarte !



L'autogestion ça peut être le meilleur comme le pire.

Le pire, c'est l'autogestion de la misère. Du genre autogérer les usines d'armement. Autogérer les prisons en mettant des rideaux aux barreaux. Autogérer cinquante millions de productions et de logiques de merde.

Le meilleur c'est d'autogérer des usines d'armement en les transformant en usines productrices de choses nécessaires et intelligentes. C'est autogérer la production agricole sur la base d'un bon sens écologique non marchand et solidaire. C'est autogérer des services publics de santé, d'éducation, de gestion des biens communs…

Bref, l'autogestion réduite à la seule gestion auto sans réflexion sur le quoi et le pourquoi de ce que l'on autogère, c'est un piège à cons !

Par contre, l'autogestion dans le sens d'une révolution sociale libertaire, écolo, égalitaire, solidaire, et de réflexion sur le pourquoi, le comment et le sens des choses et de la vie, OUI !

On l'aura compris, l'autogestion… c'est pas d'la tarte !

Encore moins pour ceux qui vont se prendre NOS tartes… dans la gueule !

Jean-Marc Raynaud
& Jean-Pierre Tertrais

Des ateliers de la Commune de Paris à l'autogestion

Les 12 et 13 juin 2021, le groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste organisait un colloque sur l'événement historique et l'actualité des grands enjeux de la Commune de Paris de 1871. La participation active aux discussions nous a incités à approfondir certains thèmes lors de journées plus spécifiques. Ainsi, le lycée autogéré de Paris (LAP) nous a accueillis pour la deuxième fois afin de réfléchir sur l'autogestion et d'en partager des expériences, le samedi 15 octobre 2022.

Nous avons proposé au *Monde libertaire* d'y consacrer un dossier. Dans un article intitulé *Hier l'autogestion*, Franck Georgi reprend l'historique du phénomène. Frank Mintz confronte cette autogestion à d'autres conceptions et à l'économie. Nous avons souhaité aborder le contexte espagnol de 1936. À cet effet, nous reproduisons l'intervention d'Aimé Marcellan consacrée à la ville de Calanda. Hugues Lenoir insiste sur l'autogestion en pédagogie. Il est possible d'en trouver les principes dès la fin du XIXe siècle. Bien sûr, les lycées de Paris et de Saint-Nazaire constituent des expériences intéressantes. Un article présente le fonctionnement du LAP. Olivier Piazza nous invite à réfléchir à la notion de commun et à l'autogouvernance. Deux textes abordent la question des SCOP dont la présentation d'une expérience. L'actualité internationale en Iran nous a invités à interroger notre ami Nader Teyf sur les luttes et les initiatives des ouvrières et des ouvriers dans ce pays.

Rappelons que les débats peuvent être podcastés sur la page d'accueil de site de Radio libertaire : https://radio-libertaire.org/accueil.php

Bien entendu le débat n'est pas clos. D'autres contributions enrichissent en permanence l'autogestion. Le groupe Commune de Paris entend poursuivre ces réflexions. Un autre rassemblement est prévu au lycée autogéré de Paris, **le samedi 3 juin 2023, 12 heures pour l'anarchisme** autour des documentaires de Tancrède Ramonet : NI DIEU NI MAÎTRE. Une date à retenir !

Groupe Commune de Paris

Hier, l'autogestion ?

Il y a plusieurs manières d'aborder l'histoire de l'autogestion. On peut partir de l'idée que l'expression désigne l'aspiration permanente des hommes à se gouverner eux-mêmes et en traquer les expressions depuis l'Antiquité. On peut aussi, en ne remontant qu'au XIX^e^ siècle, l'étudier comme une tradition « dominée » du mouvement ouvrier, qui prendrait ses sources théoriques, selon les auteurs, chez Proudhon, Bakounine ou Marx, et en recenser les manifestations concrètes depuis la Commune de Paris. On peut enfin, et c'est l'approche que nous avons retenue, restreindre encore la chronologie, et considérer que « *l'autogestion contemporaine* », pour reprendre l'expression de Daniel Guérin, renvoie à un moment très spécifique de notre histoire récente, qu'illustre en France la fortune d'un mot nouveau.

Un mythe yougoslave

En effet, le terme *autogestion* n'existe pas avant le début des années 1950. Il est la traduction littérale du serbo-croate *samoupravljanje*, qui désigne la gestion « ouvrière » des usines, décidée par Tito au lendemain de sa rupture avec Staline. Cette origine est déterminante pour la suite. Elle traduit une nécessité stratégique de la part des Yougoslaves : se poser en chef de file d'un modèle plus attrayant du communisme pour briser l'isolement du pays. Rencontres, voyages sur cette « *terre d'expériences* » entretiennent la sympathie durable des gauches anti-staliniennes. Ainsi se forge progressivement un mythe yougoslave, dont l'autogestion constitue une dimension fondamentale.

À la veille de 1968, le terme est revendiqué, en France notamment, par des courants divers ayant en partage le double refus du capitalisme libéral et du socialisme étatique. Plusieurs facteurs favorisent ce phénomène. À l'Est, l'ébranlement de 1956 et la renaissance des conseils ouvriers en Hongrie et en Pologne. À l'Ouest, les débats sur le sens d'un projet socialiste dans une société industrielle avancée. Au Sud, enfin, l'Algérie indépendante, qui semble vouloir à son tour emprunter la voie autogestionnaire. Marxistes critiques, trotskystes, conseillistes, libertaires, chrétiens de gauche, syndicalistes et sociologues s'attachent à analyser les pratiques et à donner au concept une portée universelle. Ils puisent dans les réflexions engagées depuis plusieurs années par des revues confidentielles : *Socialisme ou barbarie*, *Arguments*, *Noir et Rouge*…

DESSIN EXTRAIT DU DOCUMENTAIRE « UNE DÉMOCRATIE AU TRAVAIL EST-ELLE POSSIBLE ? L'AUTOGESTION EN CHANTIER (L'EXPÉRIENCE YOUGOSLAVE) »

La cristallisation des années 1960

Le milieu des années 1960 correspond à une cristallisation : des situationnistes à la gauche CFDT, l'affirmation autogestionnaire effectue sa première percée. Peu importe ici que le néo-conseillisme radical des premiers n'ait que peu en commun avec les références personnalistes et modernistes des seconds, ou que la Yougoslavie constitue pour les uns une « caricature », pour les autres une ébauche riche d'enseignements.

Signe des temps : une petite revue indépendante savante et militante, baptisée *Autogestion*, et exclusivement consacrée à ce sujet, voit le jour en 1966. C'est la rencontre avec l'événement qui fait sortir l'autogestion des marges et la projette au cœur de l'espace public. En Mai 68, une partie des acteurs et des observateurs y voit le sens même du mouvement. En quelques années, la référence s'impose partout. Syndicats (CFDT), partis de gauche (PSU, PS) et d'extrême gauche, associations et mouvements alternatifs de toute nature se réclament du socialisme autogestionnaire. Le PCF lui-même, après l'avoir condamné, finit par revendiquer le mot. Une grève ouvrière au retentissement exceptionnel, celle de Lip en 1973, un nombre impressionnant de rencontres et de publications sur le sujet, un bouillonnement d'initiatives et d'expériences, autorisent en 1976 un Pierre Rosanvallon à annoncer l'avènement de « *l'âge de l'autogestion* ». Pourtant, à l'aube des années 1980, la dynamique est brisée et le mot déserte très rapidement le discours politique. On peut s'interroger sur les raisons de la soudaine popularité du thème, sur les facteurs de son effondrement tout aussi brutal, et sur ce qu'il en reste aujourd'hui.

Franck Georgi

L'autogestion, le point de vue économique

SOLIDARITY. 30 JUIN 1917. LA MAIN QUI GOUVERNERA LE MONDE. UN GRAND SYNDICAT.

Le mot autogestion est déjà ambigu dans la langue d'origine (serbo-croate, même emploi en russe, etc.) puisqu'il peut s'appliquer tant à une gestion hiérarchique capitaliste ou non, au niveau municipal, régional et provincial, qu'à une organisation horizontale à différents niveaux (entreprise, propriété agricole, municipalité, région, etc.). On retrouve la même confusion dans ce qui est désigné comme « self-management » et coopérativisme (de la Banque populaire aux coopératives ouvrières, SCOP).

Un exemple est celui d'un universitaire, ex-économiste marxiste tchèque, devenu nord-américain, Jaroslav Vanek, avec son anthologie de 1975, *Self-management (economic liberation of man)*. On y trouve les entreprises de Mondragón (expérience catholique dans l'Espagne franquiste) et « *le système des conseils des prisons de Haute Terre (Indiana) et Leavenworth (Kansas)* ».

Ma (notre) vision anticapitaliste est la suivante :

Autogestion et capitalisme

C'est un palliatif, un paravent, pour faire avaler l'exploitation, comme « autrefois » les cercles de qualité, ou le travail en équipe réduite de Volvo. Ce fut le but de la loi de cogestion des entreprises en Allemagne de l'Ouest (1951), des tentatives au Pérou, etc. Pour certains autogestionnaires, l'arrivée du président Mitterrand en 1981 annonçait un regain d'autogestion !

Autogestion et marxisme-léninisme

C'est la loi d'autogestion des entreprises subitement annoncée et imposée par le général, Premier secrétaire du PC devenu *Ligue des communistes*, Yosip Broz Tito, en 1950. Le pilier de la loi est que le directeur a plus de pouvoir que le conseil ouvrier. « () *Les seules manifestations vivantes de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves sont les grèves* «[1]

Autogestion révolutionnaire contre le capitalisme

En juillet 1936, la réponse au putsch d'un conglomérat fasciste catholique (de l'armée aux capitalistes, avec la droite traditionnelle et les petits groupes fascistes mussoliniens) fut une prise en main spontanée et autogestionnaire des lieux de travail qui s'étendit progressivement dans la majorité de l'Espagne restée dans le cadre républicain. Cette édification sociale par les travailleurs eux-mêmes réunissaient majoritairement des anarcho-syndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail), de l'UGT socialiste (Union générale des travailleurs), des membres de partis politiques (gauche républicaine) et des ouvriers sans étiquette.

La guerre antifasciste fut accompagnée et sabotée dès le départ par l'incapacité de la bourgeoisie républicaine obsédée par des pourparlers avec les factieux et la récupération de son pouvoir économique. Ce problème se heurta rapidement au développement de l'autogestion.

Autogestion révolutionnaire contre le marxisme-léninisme

Une réaction venue de la base apparut dans le soulèvement hongrois de 1956. L'établissement des Conseils représentait « *le premier pas dans la pratique pour restaurer l'ordre et réorganiser l'économie hongroise sur une base socialiste, mais sans le contrôle rigide du Parti ou l'appareil de terreur.* » (Rapport de l'ONU). Les conseils étaient donc chargés de deux tâches, l'une politique, l'autre économique.[2]

Autogestion antiautoritaire actuelle sur le plan social et économique

Dans le Chiapas au Mexique, en partie au Brésil avec le mouvement hétérogène des Sans-terres, surtout en Argentine, chez les *piqueteros* non corrompus ou payés par la présidence Kirchner, on trouve des expériences pratiques à la base.

Poussées par le chômage (troisième génération maintenant), la survie alimentaire et solidaire, en Argentine, on trouve des expériences de boulangeries, briqueteries, potagers collectifs, ateliers de couture ou d'apprentissage de soudure des métaux, écoles gratuites pour un baccalauréat populaire…

Le travail quotidien se fait en cherchant des rapports non hiérarchiques, pour repousser l'esprit capitaliste des cerveaux formatés.

Frank Mintz

1. Albert Meister : *Revue Autogestion*, n°6, 1981, pp.255-258

2. Hannah Arendt : *Totalitarian imperialism : reflections on the Hungarian revolution*, 1958

Proclamation du Communisme libertaire à Calanda

Dans le cadre du colloque sur l'autogestion qui s'est tenu le 15 octobre 2022 au Lycée autogéré de Paris, nous avons souhaité aborder le contexte espagnol de 1936. Nous reproduisons ci-dessous l'intervention d'Aimé Marcellan, consacrée à la ville de Calanda.

L'affiche de présentation de ce colloque, l'Espagne, est illustrée par une affiche du syndicat CNT des coiffeurs de Barcelone.

Aussi irons-nous d'abord dans le salon de coiffure de Ramón Celma. Ça se passe le 26 juillet 1936. Nous sommes à Calanda, une ville de quelque 5 000 habitants, dans la province de Teruel, en Aragon. Ce jour-là, la situation est suspendue. Suspendue entre deux Espagne, entre deux mondes.

Une semaine avant, le 19 juillet, lorsque le soulèvement des militaires contre la République est connu, les abords de la ville sont barricadés. Mais le 22, trois camions se présentent sur la place : ce sont des phalangistes venus de Saragosse. Ils s'emparent de la ville et procèdent à 200 arrestations.

Pourtant le 26, ils ne sont plus là : après le 19 juillet victorieux à Barcelone, des milices sont parties vers l'Aragon et elles les obligent à fuir. Les miliciens s'emparent d'une trentaine de personnes, fusillées plus tard à Alcañiz, et poursuivent en direction de Saragosse.

On entend déjà les stéréotypes : révolution imposée à la pointe des fusils ; dictature… Mais non ! Il se trouve que la colonne qui libère Calanda, c'est une milice catalaniste, pas du tout anarchiste !

Devant le vide institutionnel, la population de Calanda se réunit sur la place et deux décisions sont prises : proclamation du Communisme libertaire et nomination d'un comité révolutionnaire.

Quelles sont les réalités de terrain ? À Calanda, il y a de grands propriétaires – aristocrates ou bourgeois – qui ont des régisseurs sur place. « *C'étaient des gens qui avaient une colonie…* » nous a dit Miguel Celma, qui est dans le salon de coiffure de son frère le 26 juillet. Il y a donc aussi des journaliers, de petites exploitations familiales, ainsi que quelques industries et services.

Tout devient collectif

Après la proclamation du Communisme libertaire, tout devient collectif. La propriété privée disparaît. La collectivité respecte toutefois la volonté des quelques rares paysans qui veulent maintenir leur mode de production familial. « *Mais l'éco-*

•••

nomie est de tous », dit Miguel Celma. Production et consommation sont régies par une administration astucieuse des biens, qui refuse la notion de rentabilité : ce qui est produit fait l'objet d'entrées non nominatives – pas d'ouverture de droits sur autrui – tandis que ce qui est distribué est nominatif – pas d'inégalité.

En conséquence, à Calanda, on met fin à la circulation monétaire : tout est gratuit. L'argent est réservé aux achats hors secteur collectivisé, comme les timbres postaux et les médicaments, ou bien les deux tracteurs acquis par la collectivité. En 1980, Miguel Celma constate le gaspillage individualiste : il y a 135 tracteurs ! « 133 de trop ! », dit-il.

Pour les échanges, la collectivité privilégie le troc, essentiellement avec des secteurs industriels eux-mêmes collectivisés, comme les usines d'engrais CROS, en Catalogne.

Les décisions se prennent en assemblée générale. Tout un chacun peut intervenir même si, dans la pratique, souvent, les délégués des groupes de travail suffisent. Dans une éthique de la frugalité, les collectivistes veulent convaincre par l'exemple.

Il y a des collectivités plus riches que d'autres. C'est pourquoi elles se fédèrent pour niveler les conditions de vie, depuis la vallée du Guadalope – incluant une collectivité UGT – jusqu'au Conseil d'Aragon, qui pose une alternative au centralisme étatique.

Le coup d'arrêt de 1937

La collectivisation va subir un coup d'arrêt en août 1937. La 11e division républicaine, sous le commandement du stalinien Lister, s'empare de Calanda, dissout la collectivité, impose un maire, procède à des réquisitions. Ainsi, l'ancien couvent, dont la collectivité avait fait une école, sera désormais une caserne. Il s'agit du combat entre révolution et contre-révolution, au sein même du camp de la République…

Pourtant, en dépit de la répression, la moitié de la population va maintenir la collectivité, sur la base de ses principes initiaux, en coexistence avec le secteur marchand.

Le 14 mars 1938, devant l'avancée des troupes franquistes, la plupart des 2 500 collectivistes quittent Calanda, où les fascistes vont pourtant tuer des centaines de personnes, parfois dans des conditions atroces.

•

La notion de communisme libertaire a été formulée en Espagne au début des années 20. Elle s'est incarnée dans des soulèvements populaires, dans des débats, dans des brochures et, finalement, en mai 1936, au congrès de Saragosse de la CNT.

•

Le mot autogestion n'a pas été prononcé ici parce qu'il n'existait pas alors. Ce terme, dont nous savons bien tout ce qu'il a apporté, ne doit pourtant pas faire office de mantra. Déjà, au milieu des années 1990, certains ont montré les limites de la « gestion » – fût-elle « auto » – comme instrument d'émancipation. Aujourd'hui, ce qui pourrait gêner aussi, c'est « auto ». Car « auto » c'est soi, c'est l'égo… Et la tentation serait grande de définir des espaces dans lesquels nous n'aurions pas à supporter autrui.

Aimé Marcellan

Wiki quoi ?

Au cours du débat, il a été question de l'article « Calanda » sur Wikipedia. Vérification faite, il apparaît qu'effectivement, sur le prolixe site espagnol, rien n'est dit de la révolution libertaire ou de la répression… Pourtant, la sommaire notice française les mentionne.

À nos claviers !

De l'autogestion en pédagogie

Si l'autogestion pédagogique est une expression récente, issue de l'après-Mai 68, le concept est *de facto* beaucoup plus ancien. Il est possible d'en trouver les principes dès la fin du XIXe siècle.

En effet, de manière explicite mais sans utiliser le terme d'autogestion, nous lisons sous la plume de James Guillaume (1844-1916) les propos suivants : « *Dans leurs réunions, les enfants seront complètement libres : ils organiseront eux-mêmes leurs jeux, leurs conférences* »[1]. Guillaume énonce bien là le principe premier de l'autogestion pédagogique, à savoir celui de pouvoir décider collectivement de son activité, en d'autres termes, ceux-là mêmes d'Albert Thierry, de vivre et de mettre en place l'action directe pédagogique. Et Guillaume d'ajouter : « *Ils établiront un bureau pour diriger leurs travaux, des arbitres pour juger leurs différends, etc.* »[2]. N'est-ce pas ici la préfiguration d'un soviet de classe ou d'école, un conseil où les enfants organisent leurs débats, prennent des décisions, gèrent leurs éventuels différends et conflits ? Conseil que l'on trouve aujourd'hui mis en place dans les écoles où se pratiquent des pédagogies progressistes. Et il ajoute : les enfants ainsi « *s'habitueront* [...] *à la vie publique, à la responsabilité, à la mutualité* »[3].

« L'école du peuple »

Guillaume préconise l'apprentissage *in vivo* de l'autogestion pédagogique non pas aux seules fins d'apprentissages de savoirs académiques mais à des fins sociales. « *L'école du peuple* » doit permettre au peuple de développer son propre système de valeur et de fonctionnement. L'école, la classe deviennent des laboratoires sociaux où se construisent, se débattent, se décident, se testent, se perfectionnent d'autres modalités de gestion et d'administration des sociétés humaines. La pédagogie de l'autogestion est donc

James Guillaume

initiatrice et préfiguratrice de fonctionnements sociaux différents, non plus ceux de la compétition mais ceux de la saine émulation et de la gestion collective du bien commun. Prenons garde à ne pas oublier l'articulation nécessaire et absolue entre le pédagogique et le social, une pédagogie autogestionnaire sans valeurs sociales pourrait être contre-productive, voire un excellent outil de domination.

Autogestion pour de futurs dirigeants

En effet, des « *établissements privés fréquentés par les adolescents (de la haute bourgeoisie) sont souvent à vocation internationale et ils assurent toujours une éducation totale* [...].
Les méthodes pédagogiques y sont fondées sur une responsabilisation des jeunes telle que l'autogestion y est souvent préférée à l'autoritarisme sans principes. C'est ainsi qu'à l'école des Roches, les « maisons », c'est-à-dire les bâtiments d'internat dispersés au milieu du parc de 60 hectares et de terres cultivées [...] *sont autogérées par un collectif d'élèves sous la responsabilité directe des plus âgés. Il en est de même en Suisse au Rosey. Ces jeunes auront à exercer des responsabilités, dont la première sera sans doute d'assumer des héritages importants et de transmettre eux-mêmes à leurs héritiers la position acquise. Lourde tâche dans laquelle l'esprit de responsabilité est indispensable. Il n'est jamais trop tôt pour l'inculquer. Disposant, en raison de leur fortune, d'une grande liberté apparente, les jeunes héritiers doivent apprendre très tôt à se contrôler, à être eux-mêmes leur propre autorité* [...].
Il n'est donc pas étonnant que ces écoles aient adopté, dès leur apparition, les méthodes qui mettent l'accent sur la responsabilité des élèves, à savoir les méthodes Montessori puis Freinet »[4].

Projet pédagogique d'élite pour l'élite qui, dans le meilleur des cas, produit des individus moins avides de domination, ce qui fut le lot de certains, passés par Summerhill.

Hugues Lenoir

1. James Guillaume : *Idées sur l'organisation sociale* - in Pierre Besnard : *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale* - Éd. le Monde nouveau, 1978, p.324.
2. Ibid, p.324
3. Ibid, p.207
4. Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot : *Sociologie de la bourgeoisie* - La Découverte, 2000, pp.88-89.

Réflexion sur le Lycée autogéré de Paris

Le 15 octobre, s'est déroulée au LAP une journée sur l'autogestion, organisée par le groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste. Le lieu n'ayant pas été choisi au hasard, retour donc sur cet établissement ayant fêté, l'été passé, ses 40 ans.

Au début dans les sous-sols du lycée François-Villon, aujourd'hui au 393 rue de Vaugirard, « *Nourri de la lecture de praticiens et théoriciens de la pédagogie institutionnelle, de l'éducation nouvelle comme Jean Piaget, Alexander Neill ou Célestin Freinet; tout autant inspiré de l'école parallèle de Marly et du lycée expérimental d'Oslo, le Lycée autogéré de Paris a ouvert ses portes en septembre 1982.* »[1]

Gratuit mais qui demande un investissement

Le LAP a été créé en même temps que deux autres : à St Nazaire et à Oléron. Le LAP est un lycée public et donc gratuit. C'est important dans les principes d'un projet dont il ne faut pas oublier la dimension politique. Est-ce que cela a pour autant une véritable influence sur sa composition socioculturelle ? Certainement oui, durant « les entretiens élèves »[2], le constat est évident que nombre d'entre eux n'auraient pas pu venir si le lycée était payant.

Mais à coup sûr, ce n'est pas une condition suffisante pour faire venir des jeunes de milieux « prolo » car, si l'on vient de la banlieue, il faut se payer les cartes de transport, faire le trajet, avoir la disponibilité pour les parents d'emmener le « lapien »[3] à la gare. Et surtout, être informé de l'existence du LAP. Il est en effet plus facile pour le LAP de faire sa publicité dans Paris intra-muros qu'à l'extérieur. La gentrification s'occupe du reste.

Le Lycée autogéré de Paris (LAP)

En 2022, 2 écoles pas comme les autres fêtent leurs 40 ans : le lycée expérimental de Saint-Nazaire et le Lycée Autogéré de Paris (LAP). 30 ans à démontrer que les lycées peuvent être des lieux de libertés, que le plaisir et la curiosité peuvent être des moteurs de l'apprentissage et que la cohésion d'une communauté éducative peut être basée sur l'autogestion plutôt que sur les hiérarchies.

Les visiteurs du LAP sont souvent saisis par les premières images que le lycée leur donne : discussions dans le jardin, préparation de repas par des élèves et des professeurs, tutoiement généralisé, groupes pédagogiques où tout le monde est assis autour d'une même table. Une ambiance sympathique qui tranche nettement avec les autres lycées. Dans les écoles traditionnelles la parole est trop souvent restreinte, contrôlée ou coupée. Au lycée autogéré, personne ne demande l'autorisation de s'exprimer et il est important que les avis énoncés ne restent pas que des simples paroles.

Pour son fonctionnement, le LAP a mis en place plusieurs structures :

L'Assemblée Générale (AG) est convoquée fréquemment : événement important, incident au sein de la communauté, festivité à organiser... Elle est le lieu de transmission d'information auprès de tous. Elle sert aussi à différentes étapes des débats qui animent le lycée.

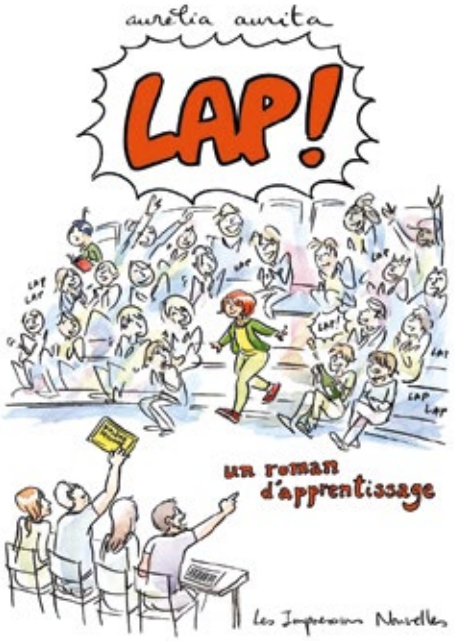
Les 8 Groupes de Bases (GB) se réunissent tous les mardis après-midi durant 1 heure et demie. Ils sont composés de 3 ou 4 professeurs et d'une trentaine d'élèves. Ce sont eux qui permettent d'approfondir les discussions sur la vie du lycée. C'est au sein des groupes de base que sont organisés les votes : 1 personne, 1 voix.

Chaque GB est représenté par deux délégués au sein de **la Réunion générale de gestion** (RGG). Deux délégués de l'équipe éducative y sont également présents. La RGG doit permettre la synthèse de ce qui se dit dans les groupes de bases. Elle formule les propositions de vote.

Les membres de l'équipe pédagogique se réunissent tous les mardis soir. Cette réunion aborde les problèmes rencontrés et les événements qui concernent le LAP. En plus des 25 profs, un agent d'entretien, un secrétaire, une assistante sociale et une infirmière travaillent au LAP. Les tâches techniques du lycée sont prises en charge par des commissions, composées des personnels et des élèves volontaires. Une commission s'occupe de l'administration, une autre du budget... Le « petit » entretien des locaux, le CDI (documentation), la cafétéria, l'informatique, l'évaluation, les relations avec l'extérieur sont gérés sur ces plages de 2 heures, le jeudi matin.

La gestion et l'organisation politique prennent une place importante au LAP avec la volonté de faire participer tout le monde. Ce n'est pas acquis dès le début, c'est même un enjeu nouveau chaque année.

Réflexion sur le Lycée autogéré de Paris



●●● Dans les ZEP, lorsque l'horizon indépassable est le bac dit « pro », le chômage ou le BTP, où la plupart des enfants sont issus de l'immigration, le décrochage est d'avantage considéré comme une fatalité. Les parents n'en ont pas moins l'espoir que leurs enfants puissent sortir de leur condition en faisant des études.

En ce qui concerne les classes supérieures, elles sont plus inquiètes du déclassement si leurs gamins ne raccrochent pas. Pour ça, la démarche de venir au LAP est plus risquée, plus incertaine. La prise de risque n'est pas la même, il sera toujours plus facile de trouver une autre alternative pour quelqu'un venant d'une classe supérieure.

Pour faire parler de nous, cela passe aussi en grande partie par les milieux militants : des compagnons et compagnes de l'éducation nous rencontrent dans les manifs puis en parlent, dans leurs collèges et lycées, aux élèves en décrochage scolaire que le LAP pourrait aider.

En 40 ans, il n'est pas rare non plus que le Lycée autogéré de Paris accueille des enfants d'anciens lapiens, ou de parents qui auraient voulu venir au LAP ou le connaître plus tôt mais n'ont pas pu.

Au bout du compte, si les (plus ou moins) 280 personnes que nous accueillons restent tout de même un public assez varié, c'est que le Lycée autogéré de Paris est désectorisé et ne représente donc pas le quartier dans lequel il est situé.

Du lycée traditionnel faisons table rase

Peu de ceux que nous accueillons ont déjà entendu parler d'autogestion. Mais si une chose est sûre, c'est que la plupart des élèves accueillis au LAP étaient en rupture scolaire dans le traditionnel, à cause justement des hiérarchies, de l'autorité, des cours imposés, de la condescendance et du dédain des profs. En réponse à cela, que proposer d'autre que l'autogestion ?

Et l'autogestion alors ?

Mais si l'autogestion est la seule chose que l'on peut proposer, elle n'est pas choisie. Ceux qui viennent ici, viennent en réalité chercher un lieu dont le fonctionnement n'est pas autoritaire. Les deux sont pourtant censés faire bon ménage, même si je pense qu'un projet libertaire est bien plus qu'un fonctionnement anti-autoritaire et autogestionnaire. Il n'est pas question, par exemple, de simplement autogérer des structures capitalistes, ou de conserver une organisation si importante qu'elle finirait à ressembler à l'État. Ceux qui rejoignent le LAP ne viennent donc pas chercher l'autogestion et ne joignent pas non plus les deux ensembles. Une partie des élèves a le réflexe de voir les professeurs comme leurs chefs puisque c'est plus « raisonnable » et plus simple que de prendre en charge la gestion du lycée. Et il faut avouer qu'un fonctionnement égalitaire, au niveau des corvées, n'a rien de très attrayant. Chez certains profs, on retrouve le même problème ; beaucoup viennent dans l'idée de donner des cours alternatifs, sans avoir à exercer de pression sur les élèves, mais sans trop se demander en quoi consiste l'autogestion. Ils cherchent à rester dans les clous, ne pas se montrer trop politiques, encore moins libertaires.

Mais si ces rapports d'autorité existent, ils sont bien moindres que ce qu'on pourrait imaginer. Non, les relations qui s'établissent au LAP entre profs et élèves sont bien différentes de celles en vigueur dans les lycées traditionnels. Grâce aux discussions que l'on peut avoir avec les enseignants d'égal à égal, grâce aussi au « tutorat ».

Pouvoir choisir entre le cours et la cour

Il y a comme un effet de contrebalance pour tous ceux qui, venant du traditionnel, en ont assez des emplois du temps chargés, rythmés par des cours qu'ils n'ont pas choisis. Quand s'offre enfin la possibilité de ne plus venir en cours - personne n'est obligé d'assister aux cours au LAP - beaucoup n'y remettent plus les pieds. Au début, bien évidemment, c'est frustrant d'apprendre ça, surtout quand on s'investit beaucoup dans le projet…

En réalité, c'est normal, logique même et tant mieux ! Beaucoup ont besoin de temps pour déconner dans le jardin, pour leurs activités ou réfléchir à ce qu'ils veulent faire (on pourra trouver que c'est une curieuse nécessité que de glandouiller toute la journée au fond d'un jardinet fleuri. Pourquoi ce ne serait pas nécessaire pour certains ?).

Alors qu'aussi loin que nos souvenirs remontent, la vie est rythmée par le travail ; des enfants levés tôt le matin pour que leurs parents aillent faire tourner la machine, aux devoirs interminables des cours préparatoires – préparatoire à quoi ? À des travaux qui n'en seront que d'autant plus aliénants.

Casser l'horloge du travail

La religiosité est la seule excuse foireuse capable de nous faire accepter n'importe quelle souffrance. Celle du travail en est une. Je ne vois pas sinon, quel raisonnement peut mener

●●●

à penser qu'utiliser tout son temps en révisions pénibles et ennuyantes relève plus du besoin que de vaquer à ses occupations, voire ne rien faire (évidemment, la deuxième solution n'apporte en elle-même pas grand-chose. Mais comme je disais plus haut, c'est un effet de contre balancier par rapport aux lycées traditionnels et il est nécessaire pour ensuite trouver un centre d'intérêt).

C'est parce que la scolarité est rythmée par le travail que l'on s'empresse de choisir son orientation et, au plus vite, de se spécialiser. L'école n'est là que pour préparer au travail, tant dans sa gestion du temps que dans les programmes, les cours qu'elle dispense ne sont pas censés y trouver d'autres utilités.

Certains, après n'être presque pas venus au lycée de l'année, se mettent à venir à quelques cours l'année d'après. D'autres n'iront pas en cours, ne feront rien les premiers mois, puis commenceront à trouver un centre d'intérêt. C'est à ce moment-là que les profs essaieront de les pousser à continuer dans cette voie. Par l'intermédiaire du matériel mis en libre disposition (salles d'art plastique, d'informatique libre, de musique…). Par le « projet » (les 4 heures de l'après-midi du jeudi sont consacrées à la réalisation de projets que tout le monde peut proposer : voyages, expositions, spectacles, émissions de radio…).

C'est pour cette même raison que l'orientation donnée en troisième n'est pas prise en compte au LAP alors que, dans les lycées traditionnels, tout ce qui ne rentre pas dans le cadre de l'école ne l'intéresse pas.

Pour que la vie l'emporte sur l'apprentissage

Parce que l'institution-école considère que tout ce que font ses étudiants en dehors de ses murs est forcément sans intérêt ; alors elle devient intrusive dans la vie des individus : devoirs, cours du soir, étude, heures de colle.

À un ouvrier, il serait impensable de laisser quelques 200 écrous à boulonner et une vingtaine de portières de voitures à installer en rentrant chez lui. Il serait impensable aussi de l'empêcher de sortir de l'usine après ses heures de travail, à la moindre erreur.

La réponse que l'on m'avait donnée, un jour où je faisais comprendre que « *L'école ; je n'avais pas que ça à foutre !* » était assez explicite : « *Tant que tu devras aller à l'école, il faudra que tu penses que la seule chose qu'il doit y avoir dans ta vie ; c'est le travail… Le travail, le travail.* » C'est le cas d'un ancien lapien qui a été aidé par des profs du LAP à rédiger des articles, les publiant même sur le site du lycée. Le conseil d'orientation de son ancien lycée lui avait pourtant conseillé la chaudronnerie - façon peu dissimulée de se débarrasser de lui, du fait qu'il était en rupture scolaire ; rien ne doit avoir d'importance que ce qu'il se passe à l'école. Si on se réalise ailleurs, l'école fera tout pour nous casser, elle doit être au centre de tout. Comme la religion. L'école et ensuite le travail.

Alors, quel intérêt de s'intéresser aux pourcentages de réussite au Bac dans un des seuls lycées qui laisse la possibilité de faire autre chose, de ne pas le passer, où beaucoup de ses étudiants ne viennent pas pour ça[4], ou le passeront plus tard ?

Les statistiques d'écoles classiques dont le seul but est le formatage au Bac, ne peuvent pas s'appliquer à une expérience qui doit être elle-même critique de l'évaluation. L'école classique nous impose une réalité par le prisme des programmes et des matières et nous empêche de penser par nous-mêmes. Là est le principal problème qu'il y a à rester dans une structure d'État en tant que lycée autogéré : cela nous empêche d'approfondir la critique de l'école elle-même et des matières qui cloisonnent et rendent abstraits des sujets intéressants.

Natacha Langumier
Groupe libertaire d'Ivry

À voir :
Une fabrique de libertés. Le Lycée autogéré de Paris - Collectif d'élèves et de professeurs. Éditions repas.
https://L-A-P.org
LAP ! Un roman d'apprentissage - Aurélia Aurita. Les Impressions nouvelles (2014 bande dessinée).
Écrit dans la marge. Documentaire réalisé par Oriane Descout (France, 2009) sur le lycée expérimental de St Nazaire).

1. *Une fabrique de libertés. Le Lycée autogéré de Paris* - Collectif d'élèves et de professeurs. Éditions repas. 2012.
2. Lors de l'inscription au LAP, les futurs élèves passent un entretien devant deux élèves et un prof pour parler des raisons qui leur ont donné envie de venir, et pour appréhender plus en détail le fonctionnement du LAP.
3. Nom donné aux élèves et professeurs du LAP.
4. « alternatibac » est même un groupe ayant été créé pour ceux que le passage du Bac n'intéresse pas. Disposant d'autres activités.

Exploration sémantique : de l'autogestion à l'auto-gouvernance

Le terme autogestion a creusé son sillon en France à partir des années 60, avec quelques percées significatives : Mai 68, LIP, CFDT, PSU. Ce syndicat et ce parti ont ensuite abandonné cette ambition autogestionnaire, insoluble dans la vague néolibérale qu'ils ont préféré surfer. L'autogestion a poursuivi sa carrière, plus discrètement, dans l'écosystème anarchiste. Tirer ce fil du terme *autogestion*, c'est à la fois s'ouvrir à cet univers riche et spécifique, c'est aussi courir le risque de passer à côté de pratiques voisines voire similaires mais qui répondent à des vocables différents. Dans la révolution espagnole de 1936-37, il était question de collectivisation. Dans le Chiapas zapatiste ou la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, d'autonomie collective.

Chacune de ces variantes adopte pourtant les mêmes principes : autonomie, auto- organisation, autodétermination, émancipation collective, rejet de toute forme de domination, démocratie directe, si délégation alors facilitée de révocation et rotation des mandats, rejet de la professionnalisation de la politique, collectivisation des moyens de production…

Autogouvernance du collectif et du commun

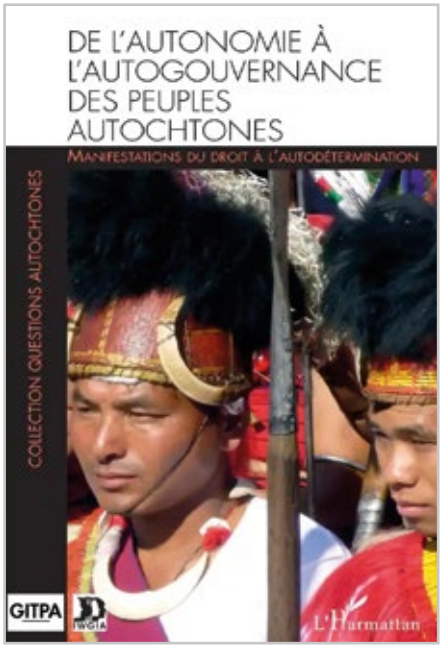
Continuons donc à tisser les liens sémantiques qui rassemblent ces pratiques cousines avec le terme d'auto-gouvernance. Issu d'origines différentes, il ouvre un univers culturel foisonnant, distinct de celui de l'autogestion. Lorsqu'Elinor Ostrom, politologue récompensée par un prix Nobel d'économie pour ses travaux, analyse la manière dont les ressources naturelles partagées (forêt, canaux d'irrigation, pâtures, zones de pêche…) sont gérées dans le monde, elle compare trois modes de gestion : publique, privée ou par un collectif d'utilisateur·trices. Elle analyse que ce dernier est plus vertueux et soutenable, à condition d'adopter un certain

nombre de pratiques d'auto-gouvernance. Ostrom identifie alors ces éléments caractéristiques qu'elle nomme "principes de design des communs" : l'identité collective, les frontières, les finalités, les règles d'auto-gouvernance du collectif et du commun - dont les modes de prise de décision - sont clairement définies et choisies par les membres eux-mêmes ; si des institutions exercent une autorité légale sur le commun, ces pratiques et ce droit d'auto-gouvernance leur sont reconnus ; les contributions au commun (je donne) et les rétributions issues du commun (je reçois) sont équilibrées et prennent en compte le contexte ; un suivi des engagements et de leur respect est organisé par le collectif ; des pénalités progressives sont prévues en cas de violation des règles du jeu que le collectif s'est choisies ; des mécanismes de résolution des conflits sont facilement mis en œuvre ; des communs peuvent être imbriqués et fédérés pour constituer un écosystème plus vaste. Certains de ces communs qui ont incarné ces pratiques - canaux d'irrigation en Espagne, pâtures alpines en Suisse, forêts communes au Japon, production et préservation de la biodiversité de pomme de terre au Pérou… - existent depuis plusieurs centaines d'années.

Des pratiques identiques dans de multiples sociétés

Le courant de l'histoire populaire retrace ces pratiques de gestion collective des communs (souvent nommés communaux en France) au Moyen Âge occidental, à côté des assemblées villageoises, des conseils de guilde. E. T. Thompson a été l'un des premiers à les décrire, documentant également la guerre des forêts, dans l'Angleterre du XVIII[e] siècle, et plus globalement le phénomène d'enclosure (accaparement privé) des terres rurales et des communs qui mit un quasi-terme à cette culture paysanne ubiquitaire.

L'anthropologie et l'archéologie mettent en exergue de telles pratiques dans de multiples sociétés. Dans leur livre *Au commencement était…* D. Graeber et D. Wengrow, donnent à voir l'omniprésence de l'*auto-gouvernance*. Que ce soit à Çatal Höyük, la plus ancienne ville du monde, en Turquie[1], dans les cités mésopotamiennes



●●●

telles qu'Uruk, dans la vallée de l'Indus à Mohenjo-daro, à Taljanky en Ukraine, ou à Taosi, en Chine, à Teotihuacan, au Mexique, ou encore chez les Wendats et dans la confédération iroquoise en Amérique du Nord, ou bien dans les villages andins, et tant d'autres, conseils populaires et assemblées citoyennes - incluant le plus souvent les femmes - sont en charge des décisions collectives et de l'auto-gouvernance de la cité.

Dans son dernier rapport, le GIEC dédie un chapitre entier aux questions de gouvernance et en appelle à une gouvernance polycentrique - synonyme utilisé par Ostrom pour décrire l'auto-gouvernance en commun. Alors, le rêve autogestionnaire, pratique ancestrale délibérément écrasée par les tenants des systèmes de domination en place, persistant cependant avec ténacité dans les zones de résistance militante, serait-il en passe de retrouver un nouveau souffle ?

Olivier Piazza

1. Ces localisations par État sont évidemment anachroniques. Elles aident toutefois à se repérer

Échapper à « une vie de dingue »

Consacrer une journée d'étude à l'autogestion invite à échanger sur la création et le fonctionnement des SCOP. Chacune a sa propre approche, sa propre histoire. Christophe Patillon propose dans son livre *Des femmes, des hommes et des voix* avec en sous-titre, *Une histoire de Macoretz Scop de 1986 à 2021* paru aux Éditions du Centre d'histoire du travail, un retour sur 35 ans de travail, 35 ans de vie collective en donnant la parole aux dizaines de personnes qui ont participé « *à une aventure économique, sociale, et humaine rare et précieuse, une aventure qui méritait d'être relatée par des voix multiples et dans la plus totale liberté parce qu'il ne pouvait en être autrement* ».

Au départ en 1982, à Saint-Père-en-Retz, en Loire Atlantique, ils étaient une bande de copains avec des idées tranchées. Serge ne veut plus de patron ni sacrifier sa vie pour le travail. Il place ses espoirs dans l'autogestion. Jean veut plus de responsabilités, être plus libre dans le travail. Luc ne veut plus travailler en étant sous la menace du patron. Pierrot recherche une autre façon de travailler avec des relations sociales plus développées. Pour tous, désirant échapper à une « vie de dingue », il y a une solution : « *monter une Scop car ainsi on ne porte pas ça tout seul et on peut mettre en place une bonne vie d'équipe* ». C'est un long mûrissement. Il faut impliquer les conjoints, savoir travailler ensemble, savoir écouter les autres.

Comment gérer ?

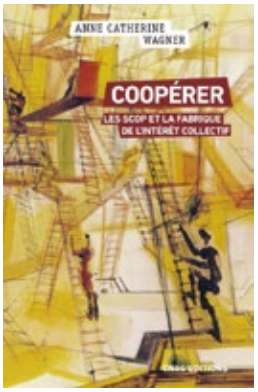
Évidemment, l'égalité des salaires est un enjeu, tout comme le recrutement. Des conflits apparaissent au fil du temps notamment sur l'avenir de l'entreprise. Et c'est normal. Alors comment les gérer ? Ce témoignage explique, expose et peut être source de réflexion. Il faut tenir compte de l'évolution dans les métiers et le secteur du bâtiment.

Les questions du management, du turn-over, la coupure entre les productifs et les improductifs, la difficulté de passer la main pour les anciens, celle de prendre des responsabilités pour les nouveaux, le tout dans un environnement économique tendu, voilà quelques points qui interrogent sur l'évolution entre les objectifs des fondateurs et la vie actuelle de l'entreprise qui garde toujours comme objectif : « S'*épanouir en travaillant ensemble* ».

Francis Pian

Des femmes, des hommes et des voix. Une histoire de Macoretz Scop de 1986 à 2021 - Christophe Patillon.
Éd. du Centre d'histoire du travail, 2022.

Une alternative à construire ?



Et si dans un monde globalisé, les lieux de décision échappaient de plus en plus à celles et ceux qui en subissent les conséquences ? En effet une réalité émerge : le pouvoir se concentre dans les grandes entreprises et s'éloigne des unités de productions.

La doctrine néolibérale affirme que l'entreprise doit se financer sur le marché mondialisé des capitaux, les actionnaires prennent leurs décisions de placement en fonction des gains financiers escomptés de leurs titres, selon les lois froides de l'intérêt et du calcul. Cette vision glaçante du monde de l'entreprise correspond malheureusement à ce que vivent nombre de salariés. Le mépris de classe est dépassé par l'ignorance des individus qui produisent. Dans son livre *Coopérer, les Scop et la fabrique de l'intérêt collectif* paru aux CNRS Éditions, Anne Catherine Wagner présente clairement le climat social. *« Partout, la précarité et l'insécurité de l'emploi augmentent. Les enquêtes montrent que le management par la valeur actionnariale se traduit par une intensification et une perte de sens du travail, par une monté inédite des risques psychosociaux et de la souffrance au travail. »*

Et si on essaie les Scop ?

Cette professeure de sociologie tente de dresser à partir de trois expériences : Fralib devenue Scop Ti, Isolec, Câblor, un tableau des Scop concernant une grande variété de domaines et touchant des milieux sociaux très différents. Oui, ça va mal ! Oui les ouvrières, les ouvriers, même si on essaie de les oublier dans ce monde du fric, ne supportent plus ce mépris. Et si on essaie les Scop ? Certes, nous ne sommes pas dans une société sans classe et sans État, mais au moins on ne se donne pas pour seul objectif la réalisation et le partage des bénéfices entre actionnaires. Et si on contribue à la satisfaction des besoins économiques et sociaux des membres de la Scop ainsi qu'à leur formation ? « *Parce que les décisions y sont prises par celles et ceux qui y travaillent, parce que leur patrimoine collectif est obligatoirement préservé, les coopératives gardent leur centre de décision sur leur territoire. La forme juridique et organisationnelle des Scop semble bien adaptée pour résister à l'emprise de la finance et revaloriser le travail. »*

Le débat est ouvert. Les Scop, Sociétés coopératives et participatives, anciennes sociétés coopératives ouvrières de production, prévoient des dispositifs pour préserver des opérations spéculatives et pour assurer un contrôle sur la production et les décisions. Les salariées et les salariés détiennent au moins 51% du capital social et 65% des droits de vote. Ils élisent les membres du conseil d'administration comme de l'équipe dirigeante. Ils prennent part aux grandes décisions stratégiques selon le principe : une personne, une voix. Ça marche ? En toute hypothèse, le dispositif emploie 72 000 personnes, ce n'est pas un épiphénomène. La réalité économique existe !

Le choc est aussi réalité. L'entreprise traditionnelle est au service de l'actionnaire, qui cherche à maximiser ses dividendes, et cette configuration optimale est légitime puisqu'elle respecte le droit de propriété. Trop facile ! À qui appartient une entreprise ? « *Juridiquement, l'entreprise n'a pas de propriétaire, pas plus qu'une institution politique : elle ne connaît que des parties prenantes qui ont des droits et des devoirs spécifiques* ». Les apporteurs en capitaux et ceux en force de travail. Les membres de la bourgeoisie économique auraient-ils le monopole de la compétence économique et institutionnelle ? Pendant la Commune de Paris, la bourgeoisie ne supportait pas que le peuple, la valetaille, la vile multitude se croit capable de décider. Il en est de même aujourd'hui. Rappelez-vous le combat des anciens Fralib ! « *Savoir gérer, placer, dépenser, transformer son capital sont des compétences qui ne vont pas de soi* », cela s'acquiert dans le sens de l'esprit d'entreprise qui n'est pas celui du fric à court terme.

Une forme d'utopie ?

Le mouvement coopératif a peu à voir avec le capitalisme d'aujourd'hui. « *Filles de la misère et de la nécessité* » pour reprendre la formule de Charles Gide, les coopératives ont un lien étroit avec les situations de crise afin de tempérer les rigueurs de la condition prolétarienne. On retrouve cette idée dans les associations ouvrières chères à Philippe Buchez : la gestion de l'entreprise par les ouvriers, la constitution de réserves collectives et impartageables, la redistribution des excédents aux travailleurs. Un objectif global : l'abolition du salariat. Elles connurent une dure répression dans les années 1848 et 1851. Les proudhoniens les voient comme une issue possible d'émancipation du prolétariat. S'organisant dans le monde urbain, elles incarnent un exemple emblématique du syndicalisme ouvrier. En France, dans les années 1980, elles connaissent un nouveau statut, celui de la loi du 19 juillet 1978 qui légalise la transformation des sociétés en coopératives. Aujourd'hui, insérées dans un monde capitaliste, ces structures sont-elles condamnées à reproduire les mécanismes de la domination sociale ? C'est tout le débat du « réel de l'utopie ».

L'ouvrage d'Anne Catherine Wagner entend nous interroger sur la fabrique de l'intérêt collectif. Comment sont prises les décisions concernant les salaires, les promotions professionnelles, les choix économiques ? Quelles sont les conditions de possibilités de la construction de principes relativement autonomes de fonctionnement par rapport à l'ordre dominant ? Oui, le débat est ouvert.

Francis Pian
Groupe Commune de Paris

Coopérer. Les Scop et la fabrique de l'intérêt collectif - Anne Catherine Wagner. CNRS Éditions, 2022

Expérience autogestionnaire en Iran

La forme prise par l'autogestion en Iran pendant la révolution de 1979 s'appelait « *shora* » qui veut dire conseil.

TÉHÉRAN. « VENDREDI NOIR » (7 SEPTEMBRE 1978). PHOTO DOMAINE PUBLIC IRANIEN

La crise économique s'accélérait en 1978. La répression féroce du régime du *Chah* (roi en persan) s'érodait. Cette répression s'était installée après le coup d'État de 1953 de la CIA contre le gouvernement nationaliste de Mohammad Mossadegh. Les ouvriers et fonctionnaires ont commencé à demander des augmentations de salaire et une redistribution des profits. Les ouvriers de plusieurs usines ont entamé des grèves éparses en septembre 1978. Ils avaient des « comités de grève ». Ces comités de grève ont, en quelque sorte, changé de nom pour devenir « *shora* » ou conseil d'usine. Certains ouvriers, paysans et fonctionnaires ont directement constitué des conseils sans passer par le stade du comité de grève.

Reprendre leurs affaires en main

Les propriétaires et les présidents généraux, surtout ceux qui faisaient partie d'entreprises multinationales, ont pris la fuite au fur et à mesure que la révolution progressait. Les ouvriers n'avaient d'autre choix que de reprendre leurs affaires en main afin de ne pas perdre leur emploi et de pérenniser la production. Les *shoras* constitués rapidement pendant la lutte finale contre le régime monarchique ont demandé, soit la remise de la propriété des entreprises aux ouvriers, soit le partage du pouvoir avec les propriétaires privés ou encore la nationalisation par le nouveau régime.

Les *shoras* étaient considérés comme une forme supérieure d'organisation et de gestion par rapport aux syndicats. Ce ne sont pas les militants de gauche qui ont constitué des *shoras*, ce sont les ouvriers eux-mêmes et plusieurs d'entre eux se sont orientés vers le socialisme pendant ce processus. Certains *shoras* ont vu le jour très tardivement.

Jahan-e-Tchit était une usine de production textile. Sept ouvriers ont constitué son *shora* en février 1979 (le régime du *Chah* est renversé le 11 février). Son *shora* a d'abord dénoncé les agents de la *Savak* (la police politique du Chah) et les a renvoyés, puis s'est mis d'accord avec certains directeurs pour continuer la production. *Jahan-e-Tchit* est un exemple parmi d'autres.

Car, dans d'autres usines, non seulement le patronat avait fui mais aussi des ingénieurs avaient quitté les entreprises. Ces derniers n'ont pas accepté des décisions comme « l'équilibrage des salaires » entre le travail manuel et intellectuel. L'équilibrage ne voulait pas dire l'égalité des salaires, c'est pourquoi, dans certaines entreprises comme *Vorks* et *Fanous*, cette décision a été approuvée en raison de la solidarité des ouvriers et des cadres face au patronat privé ou public. Mais dans certaines autres, la production s'est arrêtée par manque de compétence.

L'industrie pétrolière était et est toujours une industrie clé en Iran. C'est pourquoi la grève générale illimitée des ouvriers pétroliers a joué un rôle important dans la chute du Chah. Les ouvriers pétroliers avaient constitué leurs *shoras*. Mais ceux-ci n'étaient pas assez forts pour assurer la gestion.

Le pétrole, une industrie clé en Iran

Ils se sont accordés avec les directeurs. Ils faisaient des réunions communes avec ceux-ci et, comme la force de la grève ouvrière était encore sensible, la plupart des propositions des ouvriers étaient acceptées par les directeurs. La période des libertés politiques relatives a duré jusqu'en juin 1981 puis une répression sauvage a commencé. Le premier président de la République islamique, Abolhassan Bani Sadr a tout fait pour mettre fin aux conseils ouvriers. Après juin 1981, le régime a arrêté 140 ouvriers membres des conseils. Les derniers seront libérés 7 ans plus tard. En février 1982, le gouvernement annonce officiellement la dissolution de tous les conseils des ouvriers pétroliers en particulier et les autres en général.

Nader Teyf

Être ingénieur ne fait plus rêver… Et c'est tant mieux !

Se libérer de la tutelle des entreprises, le premier pas des ingénieurs vers l'autogestion.

Formé·es pour maintenir le système

Les entreprises capitalistes contribuent à l'érosion de la biodiversité, au réchauffement climatique, à l'augmentation des inégalités sociales. Pour cela, elles s'appuient sur des cadres, formés dans des grandes écoles dont les entreprises influencent (orientent ?) les formations. La proximité entre les écoles et les groupes agro-industriels est institutionnalisée. Le principal objectif des écoles est l'employabilité des étudiants diplômés, argument mis en avant pour justifier leur collaboration étroite avec les entreprises pourvoyeuses d'emplois afin de former des ingénieurs qui collent au plus près de leurs attentes. Il s'agit là d'un réductionnisme où la réussite sociale est réduite aux seuls emploi et salaire. La présence de groupes industriels et de fondations dans les conseils d'administration des écoles ou encore le financement de spécialisations orientent nécessairement les formations, comme c'est déjà le cas pour la recherche. La domination du Medef au sein de la Commission des Titres d'ingénieurs, au détriment d'une réflexion concertée avec la société civile, les pouvoirs publics et les étudiants, formate l'ensemble des compétences des écoles d'ingénieurs aux besoins de l'industrie. Ce formatage des savoir-être et savoir-faire empêche toute modification importante des formations dans le sens de modèles agricoles plus respectueux des équilibres socio-territoriaux et écologiques. Ceci est d'autant plus gênant que la majorité des écoles sont publiques. Ainsi, de l'argent public est massivement utilisé pour répondre aux besoins de groupes privés qui, par ailleurs, se révèlent être néfastes pour les écosystèmes et la société. De plus, ces groupes ont aussi industrialisé l'évasion fiscale, ce qui fait qu'ils ne contribuent même pas vraiment aux financements des écoles.

Le pas de côté

Les jeunes générations, qui ne sont plus dupes de l'instrumentalisation de leurs formations et du rôle que l'on veut leur faire jouer dans la société, refusent d'y participer. En témoignent les nombreux appels à la bifurcation de ces dernières années, les travaux d'ISF-France sur l'ingénieur citoyen, le collectif « Ingénieurs engagés » né à l'INSA Lyon, le collectif « les infiltrés », la tribune publiée par les étudiants de l'ENS dans Le Monde ou encore l'appel de huit jeunes diplômés d'AgroParisTech à la désertion des métiers de l'Ingénieur agronome, repris largement depuis (Agro de Toulouse, Polytechnique, Science Po…). Plus globalement, ces étudiants questionnent le rôle social de l'ingénieur qui ne trouve plus sens à leurs yeux, véritable défenseur des intérêts court-termistes du capitalisme et reproducteur des injustices sociales inhérentes à ce système.

Ingénieurs sans frontières (ISF) est une association de solidarité internationale créée en 1982 qui met en place des actions de solidarité et d'éducation populaire pour une technique au service d'un monde plus juste, dans une démarche de déconstruction des dominations et des interdépendances génératrices d'inégalités. Nous travaillons depuis plus de 20 ans sur la thématique des formations d'ingénieur·es dans le but de les transformer au profit d'une démocratisation de la technique : former des professionnels à même, non pas de faire des choix éthiques pour la société dans son développement technique, mais d'œuvrer pour une réappropriation collective des choix techniques et des enjeux politiques qui en découlent.

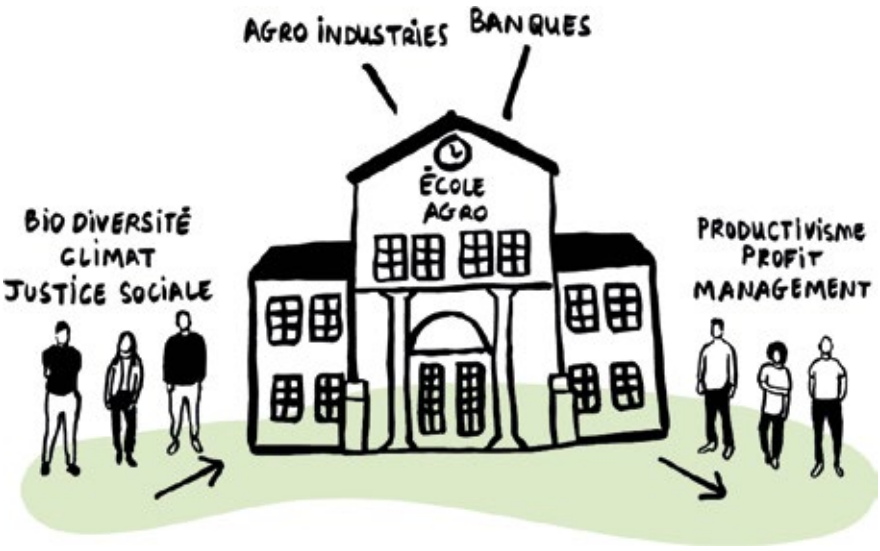
Le Manifeste

En 2014, ISF a écrit son Manifeste pour une formation citoyenne des ingénieur·es. qui remet en cause la capacité des formations en ingénierie en France à engendrer des professionnel·les capables de mettre collectivement leurs aptitudes au service d'une société démocratique pour plus de justice sociale et environnementale. Le Manifeste trace des lignes directrices pour penser les formations autrement :

> Enseigner l'esprit critique, l'autonomie et la réflexivité pour révéler le sens politique de la technique.

> Amener les ingénieur·es à exercer collectivement leur responsabilité pour privilégier l'intérêt collectif aux dépens des intérêts privés.

> Dissocier le rôle de l'ingénieur·e et le statut de cadre pour repenser l'organisation du travail. ●●●



DESSINS DE PERRINE GROSJEAN

●●●

> Mettre en place une gouvernance partagée et une construction démocratique des formations.

> Mettre un frein à la privatisation des enseignements.

Pour des ingénieur·es agronomes au plus proche des paysan·nes

Nous, membres du groupe thématique Agricultures et souveraineté alimentaire (ISF AgriSTA), pensons que les points ci-dessus peuvent et doivent être appliqués dès aujourd'hui dans l'enseignement de l'agronomie. En 2021, nous avons souhaité détailler certaines orientations spécifiques aux enjeux agricoles et alimentaires dans notre Manifeste pour une formation citoyenne des agronomes. Nous évoquons tout d'abord ce avec quoi il faut rompre puis nous développons des pistes à suivre.

Nous voulons en finir avec le réductionnisme scientifique qui conduit à considérer les paysan·nes et l'environnement comme des variables d'ajustement pour générer des profits. Au contraire, nous voulons de la médiation entre l'accompagné·e et son environnement et de l'adaptation au besoin de l'accompagné·e pour l'aider à construire son autonomie. Pour cela nous voulons que les agronomes soient formés à l'accompagnement.

Nous voulons en finir avec la structuration pyramidale du monde agricole (chercheur·es - ingénieur·es - technicien·nes - paysan·nes). Au contraire, nous voulons de la recherche participative et de la coopération des savoirs entre paysan·nes et scientifiques afin de construire et de proposer de nouvelles pratiques agroécologiques adaptées aux agro-écosystèmes locaux. Pour cela, nous voulons que les agronomes soient formé·es à l'animation parce que l'agriculture se construit en groupe, dans l'échange et le partage d'expériences.

Nous voulons en finir avec l'approche uniquement agricole qui conduit l'agronome à agir dans l'intérêt des acteur·rices économiques présent·es sur le terrain. Au contraire, nous voulons que la formation privilégie une approche par le système alimentaire afin de former des agronomes au service de la démocratie alimentaire, c'est-à-dire qui contribuent à la production de ce que la population souhaite manger.

Nous voulons en finir avec des enseignements coupés de leurs contextes épistémologique et social qui nuisent à la compréhension du fonctionnement de la société. Au contraire, nous voulons de la transdisciplinarité et de l'ouverture sur la société (dialogue avec la société civile et ses diverses organisations politiques) afin d'assurer la prise en compte des enjeux territoriaux et de construire des systèmes alimentaires durables.

Nous voulons des formations qui mettent l'éthique professionnelle au centre en apprenant aux étudiants à détecter les pratiques moralement problématiques du monde du travail, pour les dénoncer tout en se protégeant juridiquement et psychologiquement. En complément, nous pensons qu'une approche qui permet de connaître le fonctionnement des émotions et les messages qu'elles apportent est importante, afin d'apprendre à partager nos affects négatifs, au lieu de les intérioriser, pour construire collectivement un monde qui ne les produise plus.

Plus généralement, nous pensons que :

> La Commission des Titres d'Ingénieurs, qui règne sans partage sur les formations pour le plus grand bonheur du patronat, comme toute organisation « paritaire », doit être dissoute.

> Le Titre d'Ingénieur, reliquat de l'empire napoléonien, doit disparaître.

> L'État[1] doit reprendre la main sur les formations en ingénierie pour remettre les enjeux démocratiques, sociaux et écologiques au cœur des formations et non ceux d'un modèle industriel au service d'intérêts capitalistes.

Nous appelons tou·tes les étudiant·es en ingénierie, Ingénieur·es diplomé·es, responsables politiques progressistes et citoyen·nes du mouvement social à s'engager pour mettre à l'agenda politique les formations en ingénierie en France.

Dans le prolongement de nos actions actuelles avec nos partenaires, nous appelons également à cette transformation dans toutes les formations d'agronomie, des lycées agricoles aux écoles d'ingénieur·es, afin qu'elles répondent enfin aux enjeux de transition agroécologique et de démocratie alimentaire !

Ingénieurs Sans Frontières Agrista
agrista@isf-france.org

1) ISF Agrista n'est pas un collectif anarchiste et ne pose pas la fin de l'État comme son objectif. Cependant, nous sommes sans naïveté sur le rôle que joue l'État comme amplificateur de dominations multiples. C'est pourquoi, dans la mesure où il n'est pas réaliste d'envisager le dépassement de l'État à court terme, nous considérons l'État comme un éventuel allié tactique à un moment donné sur un sujet précis sans que les stratégies que nous prônons ne soient basées sur la centralité de l'État.

https://www.isf-france.org/charte
https://www.isf-france.org/agrista
https://isf-france.org/articles/manifeste-pour-une-formation-citoyenne-des-agronomes
<https://www.lemonde.fr/sciences/article/2022/05/11/alignons-notre-pratique-scientifique-sur-les-enjeux-imperieux-de-ce-siecle_6125674_1650684.html
https://infiltres.fr/
https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/
https://ingenieurs-engages.org/
https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50 (les agros qui bifurquent)
https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2018-2-page-169.htm (article sur la socialisation des élèves ingénieurs et rapport à l'éthique)

Commentaires sur la brochure de Frédéric Antonini: Pour une économie libertaire. Pistes de réflexion.

Les éditions Nada viennent de rééditer un petit livre de Frédéric Antonini qui avait échappé à mon attention en 2019, *Pour une économie libertaire – Pistes de réflexions*.

Parler d'économie libertaire est une affaire délicate parce qu'on risque en permanence de balancer entre l'utopie (comment on voudrait que les choses se passent) et l'évocation de l'exemple espagnol de la guerre civile. L'auteur ne verse dans aucun de ces deux travers, il ne prétend pas offrir un programme définitif mais ouvrir des pistes à la réflexion. Mais ce sont des pistes ancrées sur le réel tel que nous le vivons aujourd'hui.

« *Ces propositions apparaissent ainsi aujourd'hui plus que nécessaires, en ces temps d'avenir obscurci non seulement par la dégradation des conditions d'existence d'un si grand nombre d'êtres humains, mais aussi et surtout, par la lente érosion des conditions d'espoir d'une vie meilleure pour tous.* » Il est temps de savoir « *ce qu'il faut vraiment remplacer de ce monde destructeur et de son économie fondamentalement prédatrice* ». En s'interrogeant sur « *ce qu'il faut vraiment remplacer* », l'auteur veut-il dire qu'il ne faut pas tout détruire ?

« L'économie libertaire envisagée par Antonini n'implique pas une uniformité absolue des rémunérations. »

Antonini définit une économie libertaire comme « *une économie dont les rapports humains, les structures et le fonctionnement sont imprégnés de grandes valeurs et des grands principes que porte en son cœur l'anarchisme. Parmi ceux-ci, cinq apparaissent fondamentaux : la liberté ou l'auto-décision, l'égalité, la responsabilité, la coopération sociale ou l'entraide, la justice sociale.* »

L'économie libertaire ne peut pas s'envisager autrement que dans une société globale imprégnée des mêmes valeurs. Ajoutons que la poursuite du bien-vivre pour tous est impossible dans une société fondée sur la perpétuation des rapports de domination. Par recherche du bien-vivre, il faut entendre le fait de vivre dans une société et une économie dont les structures et le fonctionnement permettent à tous les individus de développer leurs potentialités.

L'égalité ne se limite pas à l'égalité des droits et des devoirs : elle est « *l'équivalence des situations* » telle que les membres d'une société « *se regardent comme égaux par-delà les différences de*

situations » – je souligne – ce qui laisse supposer qu'on n'a pas affaire à une égalité spartiate : cette égalité « *suppose aussi que les écarts de situations soient suffisamment mesurés pour qu'ils ne puissent pas donner lieu à des différences perçues comme des inégalités* ». On comprend donc que l'économie libertaire envisagée par Antonini n'implique pas une uniformité absolue des rémunérations (ou des allocations de consommations si on préfère parler d'abolition du salariat).

Proudhon ne pense pas non plus qu'une égalité absolue des salaires sera possible, mais qu'elle sera une tendance : « *la statistique étant ainsi organisée, les rectifications ne se feront pas longtemps attendre. On n'aura jamais sans doute une égalité absolue ; mais, par une série d'oscillations dont l'amplitude diminuera de plus en plus, on s'en rapprochera progressivement ; et l'égalité approximative sera bientôt un fait.* » (*Théorie de la Propriété*)

« Pour les militants de l'Internationale anti-autoritaire tels que Bakounine, chaque travailleur serait rémunéré selon son travail. Ce principe était dirigé contre les parasites sociaux qui ne travaillaient pas. »

Il est vrai que ce problème ne se pose pas pour les anarchistes d'inspiration kropotkinienne pour qui chacun consommera « *selon ses besoins* », expression très vague dans la mesure où les besoins sont un concept éminemment subjectif. Expression plutôt néfaste aussi dans la mesure où les besoins individuels ne représentent qu'une partie des besoins de la personne par rapport aux besoins collectifs – santé, éducation, logement, production d'eau, de gaz, d'électricité, transports et j'en oublie.

Donc, Antonini nous dit que l'économie libertaire s'oppose à « *toute démesure des écarts d'enrichissement* » mais aussi « *à toutes les formes d'enrichissement sans cause, parce qu'elles portent directement atteinte à l'égalité socio-économique* » et aux valeurs fondamentales de l'anarchisme.

« Kropotkine et avec lui les anarchistes communistes, introduisirent l'idée que tout le monde devait pouvoir consommer selon ses besoins »

.

J'avoue qu'en lisant « *écarts d'enrichissement* » je me suis un peu raidi sur mon siège. Antonini entend par « *enrichissement sans cause* » « *tout enrichissement qui n'est pas la conséquence d'une activité de travail ou de l'appartenance à la* ●●●

●●●

société humaine ». J'avoue ne pas saisir ce que serait un enrichissement qui serait lié à « *l'appartenance à la société humaine* » ; pour le reste, un « enrichissement » lié au travail évoque fortement le (faux) débat qui a opposé les collectivistes bakouniniens et les anarchistes communistes d'inspiration kropotkinienne.

De quoi s'agit-il ? Les militants de l'Internationale anti-autoritaire tels que Bakounine se définissaient comme « collectivistes » (plutôt qu'« anarchistes ») et fondaient leur politique sur l'idée que chaque travailleur serait rémunéré selon son travail. Ce principe était dirigé contre les parasites sociaux qui ne travaillaient pas, mais certains anarchistes firent semblant de comprendre que cela excluait tous les membres de la classe ouvrière qui ne travaillaient pas, à strictement parler : enfants, épouses, malades, vieillards, ce qui n'était évidemment pas le cas, comme le montre sans ambiguïté la lecture de Bakounine. Kropotkine et avec lui les anarchistes communistes, introduisirent l'idée que tout le monde devait pouvoir consommer selon ses besoins. Kropotkine inventa l'idée calamiteuse de « *prise au tas* », que tout le monde ou presque interpréta comme une situation d'abondance où chacun pouvait se servir à son gré. On pouvait à la rigueur imaginer une telle situation dans un avenir très lointain, impliquait un développement très important des forces productives et une très forte productivité du travail. Ce que Kropotkine n'ignorait sans doute pas, puisque la formule exacte dont la plupart des militants omettaient la seconde partie, était : « *prise au tas de ce qui est abondant, rationnement de ce qui ne l'est pas* »…

Toute peine mérite le même salaire ?

En fait, Antonini pose la question (quasi insoluble dans l'état actuel des débats au sein du mouvement libertaire) de la rémunération du travail dans une société libertaire en écartant le point de vue dogmatique selon lequel « *tout le monde a la même rémunération qu'un ouvrier* ». Il envisage la possibilité d'écarts de revenus à condition qu'ils ne mènent pas à de la « *domination lucrative* ». Le problème qu'il soulève est très réel car dans les débats publics on est souvent confronté à des questions telles que : « *Mais alors, un ouvrier et un chirurgien seront payés de la même manière ?* » Le militant qui répond « Oui » à cette question est inévitablement taxé d'irréaliste et il cesse d'être pris au sérieux. Pourtant il existe des raisons de justifier le « Oui » à cette

question à condition de considérer l'application de ce principe dans la durée. Il faudra beaucoup, beaucoup de temps pour parvenir à cela.

Et c'est Bakounine qui fournit la réponse.

Concernant les gens qui font des études et qui ont un travail intellectuel, il dit que « le travail intellectuel est un travail accueillant qui porte sa récompense en lui-même, et qui n'a pas besoin d'autre rétribution ». Il ajoute ceci : « *Il arrive très souvent qu'un ouvrier fort intelligent est*

forcé de se taire devant un sot savant qui le bat, non par l'esprit, qu'il n'a pas, mais par l'instruction, dont l'ouvrier est privé, et qu'il a pu recevoir, lui, parce que, pendant que sa sottise se développait scientifiquement dans les écoles, le travail de l'ouvrier l'habillait, le logeait, le nourrissait et lui fournissait toutes les choses, maîtres et livres, nécessaires à son instruction. » in *L'instruction intégrale.*

Sans aller jusqu'à dire que les gens qui font des études sont des sots (enfin, pas tous), Bakounine nous explique que « *pendant que les uns étudient, les autres travaillent afin de produire les objets nécessaires à la vie, pour eux-mêmes d'abord, et ensuite aussi pour les personnes qui se sont vouées "exclusivement aux travaux de l'intelligence" car le travail de ces derniers élargit l'esprit humain* ».

L'idée qui se dégage de cela est qu'une économie libertaire serait une économie dans laquelle l'ensemble des activités humaines serait considéré comme étant intégrée dans un ensemble solidaire et que, si des différences de revenus peuvent être envisagées, elles ne doivent pas conduire à une « domination lucrative ». Une égalisation non hiérarchique des revenus constitue un objectif *théoriquement souhaitable*, mais cette idée va tellement à l'encontre des préjugés ancrés dans la population qu'il faudra sans doute *des générations* pour qu'elle soit effectivement appliquée.

J'ajouterais avec Antonini qu'accumuler du numéraire ou toute autre forme de signes de richesse dans un régime qui aurait aboli la propriété privée ●●●

Commentaires sur la brochure de Frédéric Antonini: Pour une économie libertaire. Pistes de réflexion.

●●● des moyens de production n'aurait pas beaucoup de sens. Le problème est qu'Antonini n'abolit pas à strictement parler la propriété des moyens de production…

La propriété, parlons-en.

Précisément, le chapitre sur la propriété est l'un des plus intéressants du petit livre : d'emblée, Antonini nous déclare que « *la société libertaire reconnaît l'existence de la propriété privée* », mais dans des limites considérées comme acceptables par elle. Autrement dit, c'est « *la société* », donc « *les gens* » (Citoyens ? Travailleurs ?) qui définiront jusqu'où on ne peut pas aller plus loin en matière de propriété. L'auteur croit devoir préciser que, « *en premier lieu, chacun est évidemment libre de détenir des biens propres, personnels* ». Cela va de soi, mais sans doute est-il nécessaire de le préciser : je n'apprécierais pas que ma brosse à dents soit collectivisée.

La suite du texte révèle une influence nettement proudhonienne – comme l'ensemble de la brochure. En effet, « *la société et l'économie libertaires ne refusent pas la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire du capital qui permet d'assurer une activité productive régulière. Autrement dit, elles n'excluent pas l'existence d'entreprises privées* ».

Antonini précise cependant que la « *propriété productive* » ne constitue pas un ensemble de droits aussi étendu que dans les sociétés capitalistes. Outre la propriété personnelle, l'auteur distingue entre propriété productive et propriété immobilière. Ces deux dernières seront débarrassées d'un certain nombre d'abus. On comprend que les gens pourront conserver la propriété de leur logement, mais ce qui n'est pas dit est : pourront-ils *acquérir* la propriété d'un logement ?

Très proudhonien, Antonini s'élève contre les abus de la propriété. Selon lui, « *le principal abus de la propriété* (…) *est qu'elle peut donner lieu à une rémunération pour elle-même, c'est- à- dire en raison de sa seule possession*. » Ce n'est pas formulé de manière très claire, me semble-t-il, mais on croit comprendre que le fait de tirer un revenu par la location d'un bien immobilier n'est pas admis.

Souvent, les choses sont dites de manière contournée, ce qui rend le propos peu compréhensible. Un exemple :

« *Le caractère non lucratif de la propriété ne signifie pour autant pas absence de revenus tirés de sa détention, de son prêt ou de sa cession. La perte éventuelle de valeur et le renoncement à l'usage peuvent, en certains conditions, être compensés. Par exemple, le revenu non dépensé qu'est l'épargne peut être rémunéré de façon à maintenir son pouvoir d'achat*. »

Revenus, épargne, et cætera…

Lorsque la détention de la propriété permet de tirer un revenu par son « prêt », il me semble qu'on appelle ça une « location ». De même lorsqu'on tire un revenu par sa « cession », on appelle ça une vente. Dans la société libertaire d'Antonini, je pourrai tout simplement louer ou vendre mon appartement ou ma maison.

Ensuite, je ne comprends pas ce que signifie la « *perte de valeur* » ou le « *renoncement à l'usage* » d'un bien. Si mon appartement « *perd de la valeur* » (Incendie ? Inondation ?), il faut en déterminer les causes et éventuellement faire jouer les assurances, ou toute forme de compensation éventuellement mise en place par la société. Si je « *renonce à l'usage* » de mon appartement, c'est, soit que je l'ai donné et il n'y a pas lieu d'avoir une compensation, soit que je l'ai vendu et le produit de la vente est en lui-même une compensation.

Enfin, Antonini envisage la possibilité de rémunérer l'épargne des gens afin de maintenir leur pouvoir d'achat – et on peut supposer que ce qu'il a en tête ce sont les petits épargnants, pas ceux qui se livrent à de la grande spéculation financière. Par ailleurs maintenir le pouvoir d'achat d'une catégorie de la population, les épargnants (et les autres ?) signifie inflation, donc monnaie. Sur ces quelques points, il est à craindre que l'auteur s'écarte sensiblement de l'approche libertaire, ou alors il serait nécessaire qu'il précise considérablement sa pensée.

Antonini nous dit que la transmission de la propriété ne peut donner lieu à un enrichissement et que la « *transmission à titre onéreux* » (la vente en somme) d'une propriété par son propriétaire « ne peut lui rapporter plus que ce qu'elle lui a coûté », soit la valeur de son acquisition et les frais engagés durant la possession.

Proudhon avait abordé toutes ces questions pendant la révolution de 1848. Pour résumer, il envisageait une sorte de compromis entre locataires et propriétaires : les locataires versaient aux propriétaires un loyer jusqu'à ce que les sommes versées correspondent à la valeur du logement, après quoi le logement devenait la propriété du locataire. En d'autres termes, les loyers ne constituaient pas une rente indéfinie au bénéfice du propriétaire.

Une fois que les locataires ont versé aux propriétaires la valeur des logements, ceux-ci étaient municipalisés et leur entretien revenait à la ville – en d'autres termes le locataire payait son logement au propriétaire, au bénéfice de la municipalité… Si des travaux étaient nécessaires, on faisait appel à des « compagnies ouvrières », sortes d'associations de travailleurs du bâtiment.

Antonini, de son côté, introduit la notion d'« obligation d'usage » : « l'absence durable d'usage d'un bien immobilier transmis aboutit à l'extinction de la propriété » : on pense évidemment aux innombrables logements vacants que les propriétaires n'occupent pas, souvent depuis des années. « La propriété est alors remise à la société », nous dit Antonini, qui précise que de tels dispositifs existent déjà dans beaucoup de pays.

[À suivre…]

René Berthier

Pour une économie libertaire - Pistes de réflexion. Frédéric Antonini. Éditions Nada. 2022. 8 euros

Reprise en main en temps de grève, Cauchemar pour RTE.

En situation révolutionnaire, la reprise en main de l'outil de travail est une étape décisive en vue de l'expropriation des possédants, mais, dans le cadre capitaliste actuel, elle constitue une piqûre de rappel, l'émergence d'un peu de gestion directe dans le quotidien de la lutte de classes. Elle peut aller jusqu'au « licenciement » du patron, comme ce fut le cas en 2012 pour une entreprise de fabrication de fenêtres à Goose Island (Illinois, États-Unis). Mais, la plupart du temps, elle consiste, en période de grève, à prendre le contrôle des tâches de production indépendamment de toute directive hiérarchique.

C'est ce que font traditionnellement les travailleurs du service public de l'énergie. Depuis le printemps 2022, EDF et RTE sont entrées dans une zone de turbulences, et pas qu'un peu.

Il faut dire qu'il y a de quoi ruer dans les brancards : par communiqué de presse, la direction de RTE annonce pour 2021 *« un chiffre d'affaires de 5 254 millions d'euros, en hausse de 11% par rapport à 2020 »*. Les profits s'élèvent à 661 millions d'euros, dont 66 seulement suffiraient à une augmentation générale des salaires de 10%.

Vous êtes au courant du suicide de Mathieu ?

Lancé le 21 février 2022 à Nantes, le conflit s'étend dans tout l'ouest pour culminer le 2 juin, jour où une coupure de deux heures prive la région d'Angers de courant. Pour la direction de RTE, on frise l'apocalypse, elle dépose plainte. C'est ainsi que, le 7 septembre, Mathieu Poli, 29 ans, agent RTE à Saumur, un des dix présumés auteurs de l'action, est entendu par la police, qui sait recevoir, comme on sait. S'ensuit un arrêt maladie prévu pour un mois, et, le 17 octobre, tombe la nouvelle du suicide de Mathieu. Une enquête devra déterminer si la mort est en lien avec les conditions de travail à RTE. Le suspense est insoutenable… Peut-être apprendrons-nous, ébahis, que Mathieu était membre d'une secte d'extraterrestres venus prêcher la sobriété énergétique pour précipiter la fin du monde, va savoir…

Leur crime, la reprise en main

Comme si la coupe ne débordait pas depuis des siècles, le 4 octobre, quatre salariés en poste au groupe maintenance réseau de Flandres-Hainaut, à Valenciennes, ont été réveillés dès potron-minet à leur domicile par la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ; perquisition du matériel informatique, y compris la tablette des gosses, tout y passe, jusqu'à la garde à vue de 96 heures prévue en cas de terrorisme. Les faits reprochés ? Les quatre agents auraient *« passé des postes en local »* entre juin et juillet, alors qu'ils faisaient grève. En d'autres termes, ils se seraient, par ordinateur, substitués à leur hiérarchie qui ne pouvait plus télécommander les postes électriques. Dit autrement : reprise en main. Précision utile, pour les usagers, aucune coupure de courant ; jusqu'où iront donc les terroristes et autres preneurs d'otages ?

Par communiqué, RTE évoque des *« agissements graves »*. C'est même le parquet de Paris qui décide de saisir la DGSI devant *« la sensibilité des infrastructures touchées »*, le *« risque majeur que ces dégradations auraient pu entraîner »* et le *« statut d'opérateur d'importance vitale de RTE »*. On ignore à ce jour les résultats de leur passage en commission de discipline du 28 octobre. Ils seront présentés le 28 février 2023 devant le tribunal correctionnel.

Un gendarme devenu mercenaire

Pour chapeauter ces menées répressives, RTE s'est adjoint un directeur de la sécurité haut de gamme : il s'agit de Marc Betton, général de gendarmerie de son état, adjoint à l'Inspecteur général de la Gendarmerie nationale de septembre 2014 à décembre 2015, qui affirme sur Lindekin œuvrer à l'époque pour « *le développement de l'éthique professionnelle - enquêtes internes, administratives et judiciaires* ». Pour compléter le pedigree du bonhomme : il est l'un des trois rédacteurs du rapport de IGGN sur la mort de Rémi Fraisse, le 26 octobre 2014 à Sivens, lors de la manifestation anti-barrage. Ce rapport concluait que la gendarmerie n'avait pas commis d'erreur dans sa mission. Il n'avait pas tort, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs… Que dira-t-il du suicide de Mathieu Poli ?

L'exemple de RTE est criant : le patronat et l'État vivent comme un cauchemar éveillé toute velléité de reprise en main dans le climat social actuel. Pour nous autres, anarchistes, c'est une belle incitation à amplifier les pratiques de gestion directe en cas de grève. Pour pouvoir aller plus loin. Enfin.

Didier
La Sociale, Rennes

BELTZA VEUT DIRE NOIR EN BASQUE

SORTIE DU FILM D'ANIMATION BLACK IS BELTZA : AINOHA

Vingt ans après un premier opus, *Black is Beltza*, ce récit d'aventures et ce thriller politique raconte, sous la forme du voyage initiatique de son héroïne Ainhoa, la fin de la Guerre froide et la répression policière face à une nouvelle génération d'activistes basques assoiffée de musique et de liberté. Ainhoa est née par miracle à La Paz, en Bolivie, après que sa mère, Amanda, a été tuée lors d'une attaque d'un commando paramilitaire. Elle a grandi à Cuba et, en 1988, à l'âge de 21 ans, elle entreprend un voyage initiatique au Pays basque afin de découvrir la terre de son père Manex.

Le premier opus, *Black is Beltza,* racontait les péripéties de jeunes militants basques découvrant, au cœur des années 60, la lutte des Black Panthers à New York puis entamant un grand périple à travers un monde en pleine ébullition anticolonialiste et révolutionnaire. Manex est le héros de cet opus. Parti à la découverte de New York, de la lutte pour les droits civiques et de la contre-culture, il était alors loin de s'imaginer que c'était le début pour lui d'un périple loin de son Pays basque natal, entre Cuba et Mexico, en passant par Alger et Montréal.

Il y croisa des militants de tous bords, des agents de la CIA, des femmes passionnées et révolutionnaires. Entre voyage initiatique et odyssée libertaire, à la façon d'un Corto Maltese, ●●●

●●●

Manex traversa le monde en ébullition marqué par la guerre froide et les mouvements de libération des peuples. La fin de cet opus laissait la possibilité d'imaginer une suite d'aventures pour son protagoniste, Manex, mélange de pirate et de justicier romantique. Mais ce n'est pas la suite de ses péripéties que l'on retrouve dans ce deuxième film d'animation, mais celles de sa fille : Ainhoa.

Le deuxième opus, *Black is Beltza : Ainoha*, démarre avec l'évasion rocambolesque de deux responsables de l'ETA lors d'un concert du groupe de rock basque Kortatu dans une prison de Pampelune. On retrouve les deux fugitifs quelques semaines plus tard à Cuba où nous découvrons notre héroïne, Ainhoa.

Au Pays basque, elle va faire connaissance avec les jeunes gens qui incarnent l'effervescence musicale et politique de la région, une nouvelle génération qui s'éveille au punk, à l'indépendantisme et à l'internationalisme. Parmi eux, elle découvre Josune, photographe du journal indépendantiste *Egin*, récemment emprisonnée et torturée en détention par la police. Lorsque le petit ami de Josune meurt d'une overdose d'héroïne, elle décide d'accompagner Ainhoa dans son voyage. Elles vivent alors une succession d'aventures à travers le monde, alors qu'en Espagne, l'héroïne empoisonne la jeunesse.

Où il est question du naufrage de nombreux jeunes militants dans l'héroïne

Black is Beltza : Ainhoa est ancré dans le Pays basque de la fin des années 80, alors que la jeunesse se révolte contre les politiciens corrompus et une police encore gangrenée par les nervis du franquisme. C'est un récit d'aventures géopolitiques qui mènera tambour battant ses protagonistes à Beyrouth, puis à Kaboul et enfin à Marseille où opérait la French Connection. Ce sont les dernières années de la Guerre froide et Ainoha et Josune entrent dans le monde obscur des réseaux de trafic de drogue et de leurs liens étroits avec les complots politiques.

Les deux volets de *Black is Beltza* traitent de la question de l'héroïne au sein des mouvements sociaux et politiques. Les deux films dénoncent l'action démobilisatrice, promue par la police et le pouvoir politique, pour détruire les jeunes militants révolutionnaires.

À ce propos, un document intitulé le rapport Navajas a été publié par le procureur général du tribunal provincial de Gipuzkoa en 1989. Il montre le lien qui existait entre le pouvoir policier, la sale guerre et le trafic de drogue, qui était à l'époque étroitement lié au gouvernement espagnol, ce qui a fait que deux ministres de l'Intérieur socialistes, Vera et Barrionuevo, sont allés en prison. L'un des outils de la sale guerre était le financement provenant de l'héroïne.

Où il est question de la violence

Le film questionne l'usage de la violence par les commandos de l'ETA. L'un des protagonistes affirme : « *On ne lave pas le sang avec le sang* ». À cette époque, pour beaucoup de militants refusant la spirale de violence, la paix et la coexistence passaient par la reconnaissance de l'injustice des crimes commis par l'ETA et des violations des droits humains. Ainhoa s'interroge aussi sur la nature du système cubain et dénonce le « machisme-léninisme » incarné par les dirigeants castristes depuis leur prise du pouvoir en 1959.

"Ezin badut dantzatu, ez da nire iraultza"[1]

Dans un style graphique très années 80, tonique et contrasté, de l'illustratrice catalane Susanna Martín, Fermin Muguruza, à travers le périple de ses deux héroïnes, raconte à la fois l'incroyable vitalité de l'engagement de cette jeunesse, mais aussi, le rapport entre fiction et mémoire collective, l'autodéfense féministe et l'instinct de mort qui guette à travers le fléau de la drogue.

La bande originale du film met en évidence le lien profond entre la danse, la musique et les luttes sociales, elle illustre parfaitement les paroles d'Emma Goldman : « *Si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution* ». À un rythme effréné, porté par une bande son très rock'n'roll qui ravira les nostalgiques de l'époque, *Black is Beltza : Ainoha* réussit à nous faire vivre les soubresauts d'un monde en plein bouleversement, dans des aventures échevelées où se mêlent policiers, espions, trafiquants et militants révolutionnaires. ●●●

BELTZA VEUT DIRE NOIR EN BASQUE

SORTIE DU FILM D'ANIMATION BLACK IS BELTZA : AINOHA

FERMIN MUGURUZA, LE RÉALISATEUR ET SUSSANA MARTÍN, LA GRAPHISTE

Le réalisateur et scénariste : Fermin Muguruza

Le premier film d'animation de Fermin Muguruza, *Black is Beltza*, a ouvert les portes une à une depuis sa première, en septembre 2018, remportant des prix et de nombreuses reconnaissances internationales. Avec beaucoup d'efforts, d'enthousiasme et en affrontant la censure, comme l'artiste basque a toujours dû le faire.

Nous devons évoquer le parcours étonnant de Fermin Muguruza. Il fut à la tête de deux groupes musicaux, Kortatu et Negu Gorriak, créés avec son frère Iñigo, à qui le film est dédié. Fermin Muguruza a été, à partir du milieu des années 80, la figure du rock alternatif basque pendant 20 ans. Le succès de Kortatu dépassa rapidement les Pyrénées, Fermin a invité en première partie de ses concerts les petits jeunes de la Mano Negra.

Mais au-delà de la musique, Fermin Muguruza s'est affirmé comme une personnalité importante au Pays basque sud, y compris dans les discussions autour du processus de paix. Pas étonnant que *Black is Beltza : Ainoha* a eu droit à sa première mondiale à San Sebastian, devant 3 000 spectateurs enthousiastes.

Un strapontin pour deux
Mireille Mercier et Daniel Pinós

Précision essentielle : il n'est pas du tout nécessaire d'avoir vu le premier *Black is Beltza* pour voir et apprécier *Black is Beltza : Ainhoa*.
Sortie en salle le 16 novembre
Pays basque
Année de production : 2022
Langue : basque, sous-titrage : français
Durée : 1 h 20

1. « Ezin badut dantzatu, ez da nire iraultza » : ce qu'aurait dit Emman Goldman si elle avait été basque… ndlr

PROMENO

S'il y a bien un éditeur pour la jeunesse dont le travail est remarquable, c'est Rue du monde.
Son slogan ? « *Les oiseaux ont des ailes, les enfants des livres* ».

Son fondateur et directeur, par ailleurs auteur, Alain Serres, ne relâche pas ses efforts pour proposer aux jeunes lecteurs des ouvrages qui les amèneront à se poser des questions sur eux et sur le monde si complexe qui les entoure. Et le monde, pour lui, ne s'arrête pas aux frontières nationales.

Rue du monde, c'est un catalogue d'artistes français, bien entendu, mais aussi estoniens, italiens, chinois, coréens, suédois, etc.

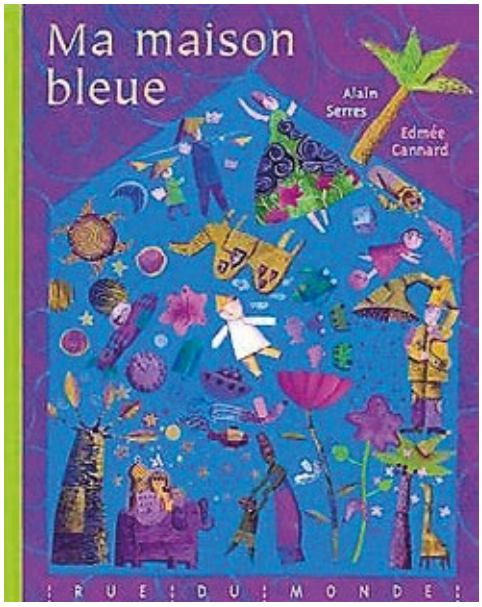
« *Dans ce monde pas vraiment réjouissant, heureusement que, de temps en temps… il pleut des livres et des couleurs !* »

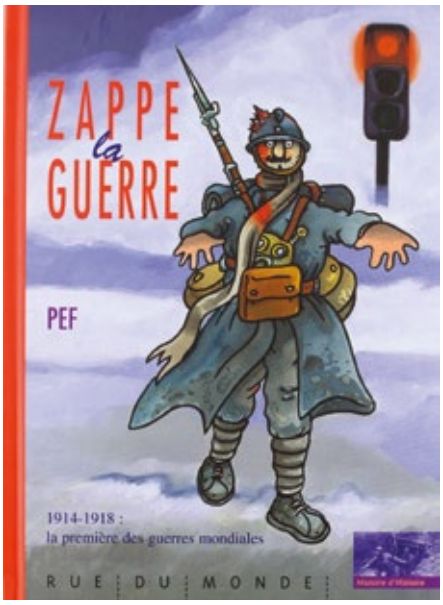
En cette fin d'année 2022, il propose plusieurs nouveaux titres et des rééditions qui sont autant d'incitations pour les enfants et les grands enfants que nous pouvons être à ouvrir les yeux et à développer notre esprit critique.

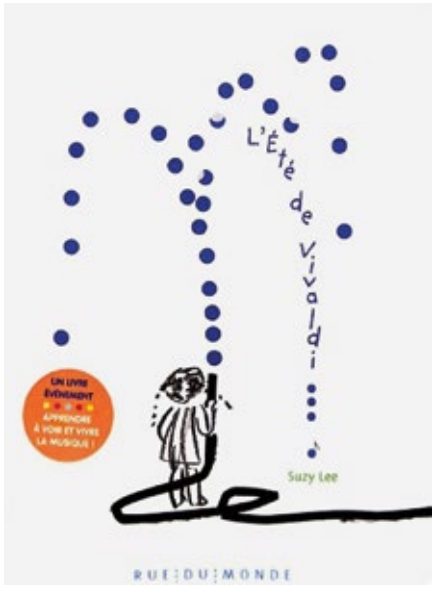
Rencontres dans la Rue du monde

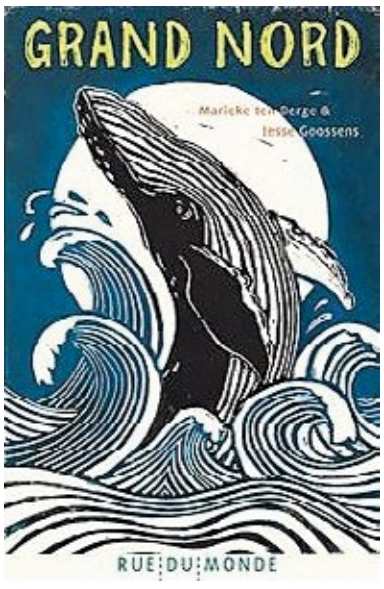
Mentionnons notamment *La Forêt, l'ours et l'épée* (Davide Cali pour le texte et Regina Lukk-Toompere pour les illustrations), parce que « *les tours que nous jouons à la nature nous retombent parfois sur la truffe* » ;
Ma Maison bleue (texte Alain Serres et illustrations Edmée Cannard), « *un grand voyage depuis le fond de la voie lactée* » pour que chacun trouve sa place sur la planète ;
le classique *Zappe la guerre* de Pef, auteur et illustrateur bien connu (« *Des soldats sortent du monument aux morts dans l'état où ils sont tombés, un siècle*

ONS-NOUS RUE DU MONDE









●●●

plus tôt. Ils veulent vérifier qu'ils n'ont pas fait la guerre pour rien… »);

L'Été de Vivaldi, de Suzy Lee, autrice-illustratrice récompensée par le prix Andersen 2022, l'équivalent du Prix Nobel de littérature jeunesse; etc.

Puisque le rôle de pédagogue consiste non à apporter des réponses, mais plutôt à poser des questions pertinentes (ou mieux : impertinentes).

Plus que de simples livres

Ajoutons que certains de ces ouvrages sont aussi des prouesses techniques pour les maquettistes et les imprimeurs : *L'Été de Vivaldi* est agrémenté d'un QR code pour évoluer en musique dans l'album; *Grand Nord* de Jesse Goossens (texte) et Marieke ten Berge (illustrations) est illustré de gravures sur linoléum; *Expédition Antarctique* de Tania Medvedeva (texte) et Maria Vyshinskaya (illustrations) est conçu au format « quart de cercle »…!

Rue du monde : pour que les enfants aient envie non plus de le détruire, mais de le contempler et de le défendre, ce monde qui peut être si beau.

Thierry Maricourt

L'épitaphe de Séverine

«J'ai toujours travaillé pour la paix, la justice et la fraternité»

Texte et dessins: MLT & OLT (CC BY-NC-SA 4.0)

Vêtue en mineur Séverine descendra au fond du puits. Pour aider les familles des victimes elle ouvre une souscription. La presse réactionnaire la surnommera « Notre Dame de la larme à l'œil».

Adhérente à la ligue des droits de l'homme, elle est dreyfusarde avec Émile Zola. Le Pape Léon XIII *«n'approuve pas»* l'anti-sémitisme, Séverine ira l'interviewer à Rome le 3 août 1892.

Sous différents pseudonymes Séverine collabore dans plusieurs journaux.
Jacqueline pour *Gil Blas*, Renée pour *Le Gaulois*.
Dans ce dernier elle rédige un article sur Séverine.
Jacqueline critiquera dans *Gil Blas* l'article de Renée paru dans *Le Gaulois*.
Séverine est devenue célèbre.
Les rumeurs bruissent sur sa vie amoureuse.
Renoir peint son portrait.
Nadar la photographie.

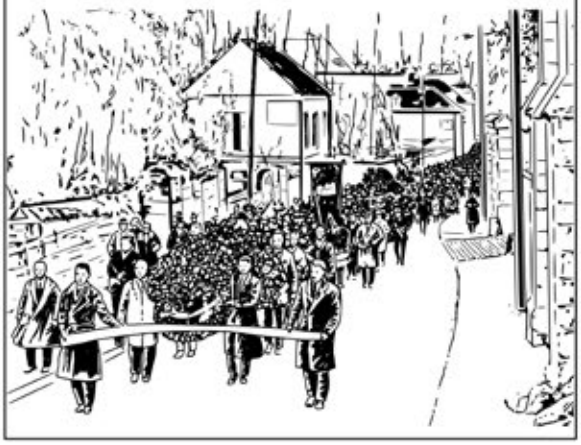
Avec Marguerite Durand elle crée *La Fronde* le 9 décembre 1897. L'unique journal à être fabriqué, géré, rédigé et diffusé par des femmes .

Le 22 janvier 1905, Séverine prononce l'éloge funèbre de Louise Michel au cimetière de Levallois.

Le 13 juin 1914, René Viviani est nommé Président du Conseil. Séverine organise la première manifestation pour le droit de vote des femmes rassemblant 2 400 personnes. Le cortège défilera des Tuileries à la statue de Condorcet.

Militante pacifiste engagée Séverine perd ses chroniques dans plusieurs quotidiens qui la jugent anti-patriotique. Pour défendre Sacco et Vanzetti, elle fit sa dernière apparition publique au Cirque d'Hiver en 1927.

Séverine meurt à Pierrefonds le 24 avril 1929, son enterrement rassemblera une foule immense.



Des filles… graines de féministes !

Nous sommes tous des féministes

L'écrivaine nigériane adapte son manifeste féministe dans un album illustré pour les enfants, à partir de ses expériences de vie. Les dessins, au trait simple, fraîchement colorés, apportent une symbolique à la fois explicite et subtile.

Le terme féministe serait dépréciatif, éloigné soi-disant de la culture africaine. Or « *La culture ne fait pas les gens. Ce sont les gens qui font la culture* ». Le dictionnaire lui apprend à 14 ans qu'une personne féministe « *croit à l'égalité sociale, politique et économique des sexes* ».

Chimamanda décide « *d'être une féministe heureuse qui ne déteste pas les hommes et qui aime mettre du brillant à lèvres et des talons hauts pour son plaisir, non pour séduire les hommes* ». Même si une fille obtient les meilleures notes, c'est un garçon qui est nommé *chef* de classe. Quand un couple dîne au restaurant, c'est toujours à l'homme que la note est présentée, alors que ce pourrait être à la personne la plus riche de payer. Comment s'habiller au travail pour être prise au sérieux ?

L'autrice multiplie les anecdotes énervantes, voire humiliantes, pour les femmes. Elle demande aux hommes de réagir systématiquement, même face aux situations qui paraissent peu importantes. « *Parfois ce sont les plus petites choses qui nous blessent le plus. […] Dans l'histoire de l'humanité, la colère a très souvent amené des changements positifs. […] Si vous êtes une femme, vous n'êtes pas censée exprimer votre colère, parce que cela vous rend menaçante* ». Un discours féministe est considéré comme pouvant ruiner un mariage. « *Notre façon d'élever les garçons ne les aide pas du tout. […] Nous enfermons les garçons dans une toute petite cage appelée « virilité ». Nous leur apprenons qu'il ne faut pas avoir peur, ni être faible. Nous leur demandons de cacher ce qu'ils sont vraiment et d'être des « hommes durs ». […] Nous fragilisons leur égo, leur opinion d'eux-mêmes. Quant aux filles, nos torts envers elles sont encore plus graves. Nous leur apprenons à se mettre au service de ces hommes à l'égo fragile. […] Pourquoi le succès d'une femme serait-il une menace pour les hommes ?* ».

En fin d'ouvrage, une page documentaire présente la vie et l'œuvre de Chimamanda Ngozi Adiche, née en 1977 au Nigéria et vivant entre son pays d'origine et les États-Unis.

Un cadeau important et sensible pour garçons et filles, à partager en famille ou à l'école dès 8 ans.

Faut qu'on change le monde !

Awa a sept ans. Elle vit avec ses parents, sa sœur Maïa et son chat Croûton. Elle est à la fois belge, guinéenne, française, marseillaise, sicilienne, italienne… et gauchère. Elle adore le chocolat, les livres et embêter sa sœur. Elle a horreur des robes, du racisme et d'être gentille avec tout le monde. Plus tard, elle veut devenir reine-capitaine-pirate de la mer ! Elle est curieuse, drôle et têtue. Et elle a beaucoup de choses à vous dire…

Voilà la quatrième de couverture qui nous invite à ouvrir le livre.

Au hasard : « *Beaucoup d'enfants ont peur du noir / Pas moi, j'aime autant le noir que le blanc* » ; « *Un journaliste a écrit qu'être une fille moitié noire est désavantageux / Mon avantage, c'est que je ne crois pas la moitié de ce qu'il dit* » ; « *T'es moche avec ta couleur et tes cheveux ! / Poche, roche, caboche, as-tu la pétoche ? / Comment elle a pas su te répondre* » ; « *Que ce soit bien clair, je m'en fiche de me marier. Je m'en fiche du rose. Et je suis pas mignonne et je suis pas gentille avec tout le monde* ».

La lecture est très aisée, les histoires sont très courtes sur une page (6 vignettes au maximum), les dialogues simples, les personnages sympathiques ou affreux, les situations cocasses : et le tout est raconté avec beaucoup d'humour.

L'autrice, Zélia Abadie, nous invite à interroger le monde, la famille, la vie de tous les jours, ce que vit une enfant de sept ans. L'illustratrice, Gwenaëlle Doumont, dessine simplement, tout en retranscrivant la vitalité et la sensibilité de chaque personnage.

Livre soutenu par Amnesty International : « *Awa questionne le monde, ses paradoxes et chante avec humour et nuances une ode joyeuse au mélange, à l'apprentissage et à l'ouverture à l'autre* ».

La chanson de Rose, Christmas in New York

Par cette fiction sonore, Jane Méry nous emmène en terre féministe pour découvrir les luttes des femmes dans l'histoire américaine. Précédemment, *La chanson de Martin - Martin's song* nous plongeait, par la musique folk, dans les combats pour les droits civiques aux États-Unis. Là, c'est l'occasion, pour Rose, du haut de ses dix ans, de faire un voyage magique à New York et d'en rapporter de quoi s'engager vers l'égalité entre les filles et les garçons. Rose est en école élémentaire, dans le quartier de Ménilmontant à Paris : les garçons jouent au foot et prennent toute la place dans la cour de récréation, les filles sont cantonnées, elles, au bord du terrain. Quelle injustice ! Pourquoi ? La colère gronde !

À l'occasion d'une chute, elle s'évanouit et se retrouve à New York à Noël. Elle se réveille dans une fête, la musique conte l'histoire des luttes féministes américaines et notamment celles pour l'égalité. Dans *Ballad of wishes*, à partir d'Alice Stockes Paul, militant pour le droit de vote, de Voltairine de Cleyre, dénonçant le mariage, à Angela Davis, Betty Friedan, Gloria Steinem ou Audre Lorde, que de féministes qui se sont battues pour ouvrir la voie de l'égalité et de la sororité. Que d'exemples pour penser le monde !

Au retour de Rose, la cour de récréation parait bien étriquée avec ses stéréotypes assignant rôles et espaces de manière discriminatoire. Il faut que cela change ! Bleu ou rose, les enfants *veulent toutes les couleurs qui apportent de la joie* ». Et l'école, « *c'est notre école, celle des rencontres, des envies, celle des amis pour la vie* ». Le récit mêle deux espaces et deux périodes différentes, montrant que les autres peuvent nous enrichir de leurs expériences.

Une histoire agréable à écouter, les chansons portent l'histoire et l'illustrent, en français et en anglais. La pochette et le livret sont joliment illustrés, et notons que, sur une des guitares, est inscrit *This machine kills fascists*. ●●●

●●●

Résolument pédagogique et féministe ! Et aussi pétillant ! La maison de littérature sonore, Trois petits points, à contre-courant, n'édite que des CD !

Florence
Des cailloux dans l'engrenage

Hélène
Femmes libres
Émissions sur Radio libertaire, 89.4

CHIMAMANDA NGOZI ADICHIE
illustration de Leire Salaberria
Nous sommes tous des féministes
Gallimard Jeunesse, 2020, 12 €.

ZÉLIA ABADIE,
illustration de Gwenaëlle Doumont
Awa
Faut qu'on change le monde
64 pages, 16 x 20 cm, Talents Hauts, 11,90 €.
Une bande dessinée pour les 7-11 ans.

La chanson de Rose, Christmas in New York,
un titre de Jane Méry, musique de Sylvain Robin, interprété par Camille Claris, Andrew Paulsen, Shantel Jean et The Country Boys, et illustré par Laure Guillebon :
un CD de 54 minutes, et un livret avec bon de téléchargement, 14,90 €.
De 8 à 108 ans !

De l'origine de la domination masculine

Les objectifs affirmés de cette étude collaborative, *Aux origines du genre*, sont de fournir de solides repères facilitant la *clairvoyance* par rapport à des effets d'annonce et des conclusions hâtives quant à l'approche critique des débats en cours dans le monde de la recherche sur la place des femmes dans les sociétés primitives.

Certains voudraient y voir la présence d'un matriarcat ou de sociétés égalitaires en genre, dépassant la division sexuée des tâches, afin d'alimenter leurs théories féministes ou, à l'inverse, promouvoir le triomphe du masculinisme car les éventuelles sociétés dirigées par des femmes auraient échoué.

Selon les auteurs, la recherche scientifique doit être menée de manière contradictoire et objective : constater les faits, émettre des hypothèses, reconnaître ce que l'on ne sait pas et surtout ce que l'on ne peut pas conclure. La science ne dispose parfois pas d'indices suffisants et doit l'admettre, au lieu d'établir de fumeuses théories. Beaucoup de questions se posent et autant de réponses sont à déterminer, néanmoins, il faut éviter les fautes méthodologiques pour vouloir à tout prix apporter des réponses.

L'archéologie féministe ou de genre ont atteint leurs limites quant aux interprétations tant il est difficile de reconstituer l'ensemble des rapports sociaux.

« En somme, l'anthropologie sociale, tout comme d'ailleurs l'étude des textes historiques, doit nous amener, à partir des données matérielles produites par l'archéologie, à nous méfier des apparences trompeuses et à formuler des réponses nuancées et documentées qui prennent en compte la complexité des faits humains. »

L'ensemble des discriminations liées au sexe a diminué sous l'impulsion du capitalisme, l'exploitation des femmes, promues théoriquement « égales des hommes en droits » étant nécessaire pour dégager toujours plus de profit. Mais la disparition des genres sera-t-elle l'œuvre du capitalisme ou d'un nouveau système restant à instaurer ? Nous ne pouvons le prédire mais l'avenir le dira et le combat émancipateur féministe doit impérativement continuer dans ce sens.

Cette courte mais néanmoins très didactique étude est limpide et passionnante : pour une fois, pas seulement destinée aux initiés, mais compréhensible par tous, complétée et illustrée par d'excellents textes de chercheurs abordant certains sujets de controverse évoqués dans l'étude.

Yannick
Individuel 87

ANNE AUGEREAU
CHRISTOPHE DARMANGEAT
Aux origines du genre
PUF, 112 pages, 9,50 €

A-syndicalisme de masse

Jean-Marie Pernot, qui se revendique d'un syndicalisme d'émancipation dans son ouvrage *Le syndicalisme d'après,* analyse la crise qui a touché le syndicalisme depuis les années 1990. Pour lui, le phénomène est à l'a-syndicalisme, c'est-à-dire à la désertion des syndicats, toutes tendances confondues : baisse du nombre de syndiqués, 10% des actifs, baisse de la participation aux élections professionnelles (CSE), recul du nombre de jours de grève… En bref, le syndicat n'est plus en mesure d'imposer un rapport de force. Pour l'auteur, le renouveau syndical nécessite d'intégrer dans le catalogue revendicatif la lutte des femmes, l'antiracisme, les luttes écologistes… ce qui, dit en passant, apparaissait déjà dans les luttes interprofessionnelles du syndicalisme d'action directe et des Bourses du travail.

L'auteur conduit une analyse fine de l'institutionnalisation et la bureaucratisation du syndicalisme qui l'a largement conduit à l'impuissance relative et l'a coupé de ses bases : du réel du travail et de ses conditions d'exercice. La réunionite qui en découle vise donc à « *asphyxier le syndicalisme militant et combatif* ». Reste, suite à ce constat, à reconstruire une nouvelle puissance syndicale.

Il convient donc de remettre le syndicalisme sur ses deux jambes, à savoir la revendication immédiate et le projet d'émancipation sociale. Pour ce faire, la dimension interprofessionnelle devrait être renforcée voire réanimée puisque désertée depuis longtemps par les grandes organisations par crainte de dérives anarcho-syndicalistes. De plus, face aux nouvelles organisations des entreprises, il est essentiel de reconstruire des collectifs de travail face à l'atomisation des précaires, des uberisés, de la sous-traitance et de l'intérim…

En d'autres termes, il faut réinterroger le syndicalisme d'industrie ou de grosses boîtes. Autre proposition de l'auteur : en finir avec la fragmentation du syndicalisme et repenser l'unité syndicale au moins sur le terrain de l'action, faute de possibilités organiques à court terme.

J.-M. Pernot a sans doute une compréhension limitée du fédéralisme syndical dont il oublie l'exigence de la solidarité entre les structures. Néanmoins, il pointe l'un des grands renoncements du syndicaliste réformiste : l'abandon d'un projet social émancipateur à réaliser et qui était porté en leur temps par Pelloutier, Sorel, Pouget et bien d'autres. *Ce qui ne peut plus durer* (sous-titre de l'ouvrage), c'est ce renoncement !

Hugues
Groupe Commune de Paris

JEAN-MARIE PERROT
Le Syndicalisme d'après
Ce qui ne peut plus durer
Editions du détour, octobre 2022.

Euskal kausaren alde[1]

Euskadi Ta Askatasuna (ETA, Pays basque et liberté) est l'organisation révolutionnaire dont la durée de vie a été la plus longue en Europe occidentale. 1959-2018. Son objectif, un État basque socialiste et indépendant.

Remember. En 1959, sous Franco, le Pays basque, comme la Catalogne, avait été réduit en esclavage. Parce qu'en 1936, il avait choisi la République contre le fascisme. Son combat, comme celui des résistants en France, était légitime. Et nous avons tous sablé le champagne quand ETA a pulvérisé Carrero Blanco, le dauphin de Franco, en 1973.

Ensuite, ça peut se discuter. Reste cependant qu'ETA a eu l'intelligence politique d'arrêter la lutte armée en 2012, de rendre ses armes en 2016, et de s'auto-dissoudre en 2018. En appelant à continuer la lutte, uniquement au plan politique et social. Total respect !

Le livre de Caroline Guibet Lafaye et Alexandra Frénod, nous rapporte le témoignage de 4 générations de militant(e) s. C'est brut de décoffrage.

Mais, par-delà les époques, tous sont de la même veine. Celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sérieusement, c'est très fort et plus qu'émouvant. Bravo, donc, à Caroline et Alexandra, pour ce travail d'écoute. C'est un hommage à des militantes et des militants non têtes d'affiche qui ont payé le prix fort de leur engagement. Arrestations, tortures, prison… Et des militantes et des militants aux antipodes d'un nationalisme à front bas. Des révolutionnaires sociaux. Donc, des camarades.

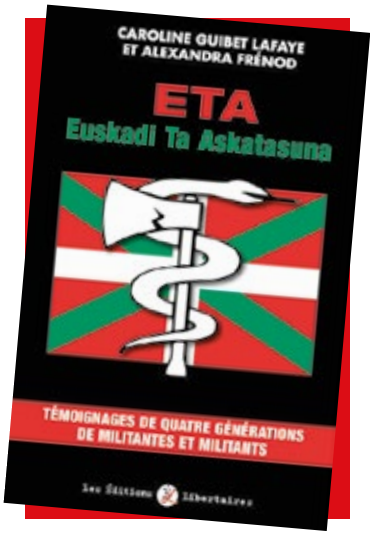
Bien que Basque de l'extrême nord (Charentais tatoué citoyen du Monde), je n'ai jamais été (n'en déplaise à la police anti-terroriste qui m'a arrêté pour…) membre d'ETA. Mieux, j'ai dénoncé publiquement le crétinisme assassin de certaines périodes d'ETA. Pour autant, je salue aujourd'hui une organisation qui a eu le courage politique d'arrêter une lutte armée sans perspective, de rendre ses armes, et de s'auto-dissoudre en continuant le combat au seul niveau politique et social.

En un mot comme en cent : GORA ETA !

Ce livre, émouvant, vous en persuadera !

Jean-Marc Raynaud

1. Pour la cause basque



CAROLINE GUIBET LAFAYE ET ALEXANDRA FRÉNOD.
ETA. Euskadi Ta Askatasuna
Témoignages de quatre générations de militantes et de militants,
Les Éditions libertaires, 2022
220 pages, 15 €, en vente à la librairie Publico.

Revendications poétiques !

La presse (et la littérature) révolutionnaire, anarchiste comprise, est souvent grave, sérieuse, tatouée à la dramaturgie, habillée de noir comme pour un deuil. Il n'en a pas toujours été ainsi. « *Une révolution où je ne pourrais pas danser ne serait pas ma révolution* » clamait Emma Goldman. En ce temps-là, les plus grands artistes et poètes aimaient à faire danser les mots, les dessins, les rêves, l'espoir magnifique et joyeux d'une révolution sociale… dans nos colonnes.

Monica Jornet, militante anarchiste et libre penseuse, renoue, dans ce livre de poèmes, avec la tradition. Celle d'un art révolutionnaire qui, comme elle l'écrit, « *ne sera jamais au service de la révolution* » car « *la libre expression de notre humanité, sa signature, est le seul pardon qu'elle pourra s'accorder* ».

D'un art qui préférera toujours « *Dada au dadaïsme et l'anarchie à l'anarchisme* ». D'un art engagé et milicien, bien sûr, mais pas soldat et encore moins militaire.

On ne le répétera jamais assez, la société a besoin de poètes, comme la nuit a besoin d'étoiles.

Et, en ces temps lourds d'obscurité, Monica est assurément l'une d'entre elles.

Jean-Marc Raynaud

AU FEU !

Au feu
mystique, orgasmique,
de l'abstinence,
se mesure le feu sacré
de la liberté.

Au feu
destructeur, censeur,
de l'interdit,
fait écho le feu aux églises
du désespoir.

Au feu
guerrier, aguerri,
de la mitraille,
se soustrait le feu de camp
du bivouac.

Au feu
purificateur, rituel,
de la Saint-Jean,
répond le feu de joie
du solstice.

Au feu
éternel, infernal,
des vrais croyants,
s'oppose le feu follet
de l'athée.

MONICA JORNET
Libres pensées
sous licence poétique (2)
Les Éditions libertaires
(avec le soutien des Éditions du Monde libertaire et des Éditions de la Libre Pensée), 13 €
en vente à la librairie Publico.

Quelle place ?

Une nouvelle revue féministe, bilingue, et annuelle, vient de publier son numéro zéro : *La place*, en algérien et en français. Elle interroge la place des femmes en Algérie, celle qu'on leur assigne - donc à rejeter - ou celle qu'elles choisissent ou qu'elles conquièrent - la seule qu'elles revendiquent !

À l'été 2019, les rédactrices, Saadia Gacem et Maya Ouabadi, découvrent la richesse et la profusion que recèlent les *Archives des luttes des femmes en Algérie*, des années 1970, 1980 et 1990, mais depuis, aucune publication. Et pourtant, les luttes ne se sont pas arrêtées ni les réalisations écrites, mais elles ont cessé d'être documentées. Aussi, recréer cet espace qui manquait au travers d'une revue annuelle qui donne à lire uniquement des femmes. L'idée germe. En février 2022, la revue paraît. Militantes, journalistes, artistes, écrivaines, médecins,… contribuent à mettre en valeur les productions, réflexions et combats des femmes par des entretiens, des chroniques, des créations inédites, des reportages, des images d'archives.

Au sommaire, des rubriques dont chaque titre emprunte à une chanson, un livre ou un film créé par une femme.

Y compris l'intitulé de la revue fait un clin d'œil à Annie Ernaux. Par exemple, pour l'actualité des luttes relative à « Féminisme et Hirak », *L'avenir est pour demain*, est le titre d'un poème d'Anna Greki paru dans la revue *Présence de femmes* en 1984. Pour la rubrique Santé, Corps, abordant « Le cancer de l'utérus », c'est *Sorcières* qui est choisi en référence à un essai de Mona Chollet paru en 2019. *Isma3ouni* est le titre d'une chanson de Warda el-Jazairia (*Écoutez-moi*) et aborde ici les 55 féminicides connus de l'année 2021 en Algérie. Quant à la rubrique de Sarah Haidar[1], consacrée à « Maternité : la dernière des religions », c'est *Game ovaire*, parce qu'elle fait ce qu'elle veut. Signalons aussi un document d'archives, inséré, présentant la Rencontre nationale des femmes à Alger le 30 novembre et 1er décembre 1989.

Que ce numéro en ouvre de nombreux autres afin de mieux connaître les féministes sur l'autre rive de la Méditerranée !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. Sarah Haidar, journaliste, féministe et anarchiste, avait été accueillie dans *Femmes libres* sur Radio libertaire 89.4, le 30 octobre 2019. Autrice de plusieurs romans dont *La morsure du coquelicot* - Blast, 2019.

La place
Éditions Motifs, 2022
En vente à la librairie Publico.

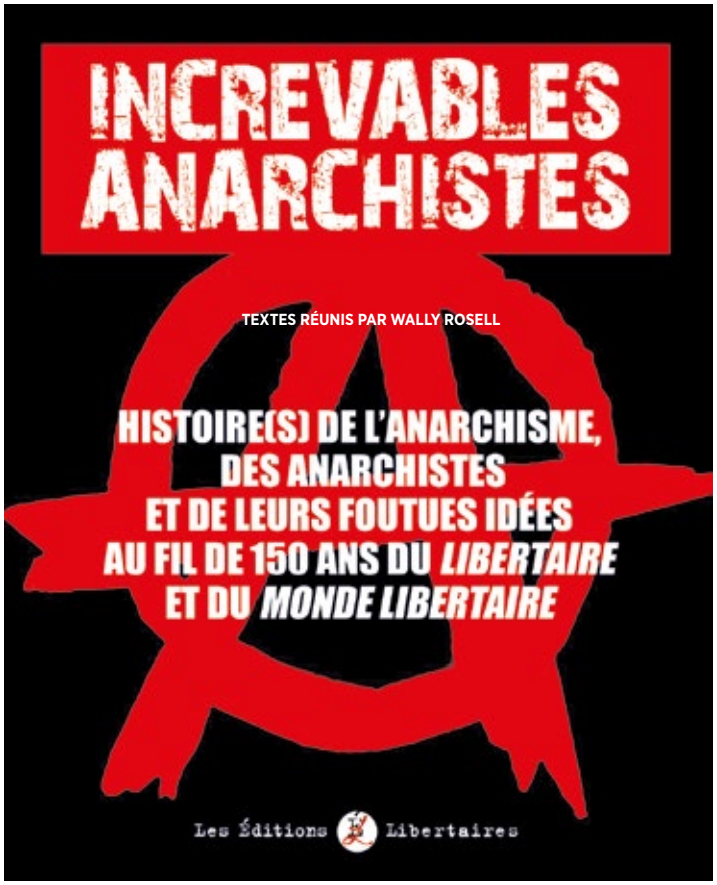
APPEL À SOUSCRIPTION

Cher(e)s camarades et ami(e)s

Ce livre, magnifique à tout point de vue,
n'est sans doute pas unique. Mais il est ESSENTIEL.
C'est l'histoire INCROYABLE, mais vraie,
de ces increvables anarchistes que nous sommes
toujours et encore.
Mais c'est un gros bouquin. 416 pages.
Format 21 x 26 cm. Papier couché. 1,5 kg.
Noir et rouge. Avec plein d'iconographies.
Du genre cadeau de Noël ou tout simplement
d'amitié. Son impression nous coûte très cher.
Et nous n'avons pas la trésorerie nécessaire.
Merci, donc, de votre solidarité.

Pour les Éditions libertaires
Jean-Marc Raynaud

PS : Ce livre sortira cette fin de l'année 2022.
Quoi qu'il en soit ! Merci, cependant, d'épargner aux petits
vieux (dont je fais partie) des Éditions libertaires
d'attaquer, pour les détrousser, des jeunes pleins de sous,
bardés de prothèses de marque.



BON DE SOUSCRIPTION

NOM ..... **PRÉNOM** .....

ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL ..... **VILLE** .....

TÉLÉPHONE .....

E-MAIL .....

commande ..... exemplaire(s) de ***Increvables anarchistes***
416 pages en noir et rouge au format 21 x 25,5 cm,
au prix préférentiel de 30 € (au lieu de 35 €)
Une participation au port (9 €) de 3 € minimum
est souhaitée pour ceux et celles qui le désirent
et le peuvent.

Prix de la commande ..... x 30 € = ... €
frais de port optionnel = ... €
TOTAL = ... €

Joindre impérativement à votre envoi
un chèque du montant de votre commande
à l'ordre des ÉDITIONS LIBERTAIRES

à envoyer à :
Les Éditions libertaires
35, allée de l'Angle, Chaucre
17 190 Saint-Georges-d'Oléron

Tél. : 05 46 76 73 10
editionslibertaires@wanadoo.fr

Les Éditions Libertaires

RETOUR AU SOMMAIRE

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

Groupe Collectif anarcho-communiste aterritorial et international « Hacking Lord Sutch - For Always Liberty »
hackinglordsutch@riseup.net

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org

Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « La rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h,
samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

Liaison de Nantes
nantes@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

Liaison Lorient
liaison-lorient@protonmail.com

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...

Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...

Liaison William Morris
william-morris@fede...

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX[e]
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

Premier lundi de novembre 2022, « Bubu » ne chante plus.

« Heureusement que les artistes
ne meurent jamais,ou pas vraiment... »

Michel Kemper, *Nos Enchanteurs*

L'ami, le frangin, le poète discret, l'anar sympathique, le brave homme, le chanteur nécessaire, l'humoriste tendre, l'humaniste Michel Bühler vient de disparaître. Il ne saura jamais la fin de l'histoire des humains d'Ukraine, de Palestine, du Brésil, de la Méditerranée et de tant d'ailleurs douloureux.
Il ne s'inquiétera plus des lendemains de la planète Terre. Il ne rira plus comme un joyeux camarade. Il ne s'énervera plus contre les bourgeoises vulgaires et les hommes de main des argentiers. Il ne sourira plus comme j'aimais le voir sourire, un peu tristement, furieusement humain.

Serge Utgé-Royo

[...] *Bien sûr, jamais l'idée d'écraser un voisin*
De lui faire du tort n'est passée dans leur tête
C'est dire s'ils sourient et regardent de loin
Les ambitieux lancés dans leurs pauvres conquêtes
Ils sont parmi nous depuis les commencements
Anonymes avec de vagues airs de poètes
Qui s'obstinent à poursuivre le rêve inaccessible
D'un tranquille bonheur, et pour tous les vivants
L'un de mes vœux serait, ah si c'était possible !
Qu'ils me disent un jour « Viens, ta place est parmi nous »
Les paisibles

Michel Bühler, *Les paisibles*

RETOUR AU SOMMAIRE